DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11875 — 4,60 F — DIMANCHE 3-LUNDI 4 AVRIL 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 – Tél. : 246-72-23

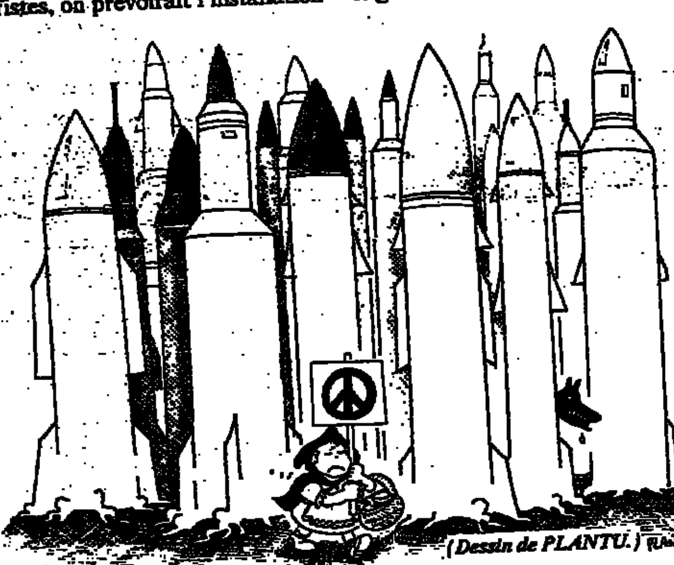
Les pacifistes européens lancent une campagne contre les nouvelles armes de l'OTAN

M. Gromyko rejette les propositions de M. Reagan

Comme on s'y attendait, M. Gromyko a rejeté samedi matin 2 avril le plan Reagan de réduction du nombre de missiles. Au même moment, dans plusieurs pays d'Europe occidentale, notamment en Grande-Bretagne et en R.F.A., les pacifistes ont lancé, à l'occasion des fêtes de Pâques, une campagne contre les nouvelles armes de l'OTAN.

Les pacifistes auront été les seuls à ne pas respecter la traditionnelle trêve qui marque la vie politique des Etats européens pendant le long week-end pascal. Les Britanniques ont donné, vendredi 1er avril, le coup d'envoi à une multitude de manifestations prévues pendant ces quatre jours dans différents pays européens. La « vallée nucléaire », cette région située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Londres, où les « folles » de Greenham-Common campent déjà depuis des mois, a été le théâtre, vendredi, d'un des plus grands rassemblements de ce type jamais organisés en Grande-Bretagne. Ils étaient quarante mille selon les autorités, entre soixante-dix mille et cent mille selon les organisateurs, à se tenir par la main en une spactaculaire chaîne humaine sur les 25 kilomètres qui séparent la base aérienne de Greenham-Common, site d'implantation prévu pour certains des nouveaux missiles de l'OTAN, et l'usine d'armements nucléaires de Burghfield. Les espoirs des organisateurs du C.N.D. (Campaign for Nuclear Desarmament) furent ainsi largement dépassés et la « vallée maudite » fut transformée pour un jour en une gigantesque kermesse avec musique, danses et lâchers de ballons.

En République fédérale, les quelques manifestations qui ont eu lieu vendredi n'étaient encore qu'un avant-goût de ce qu'a préparé le Mouvement pour la paix, qui espère faire « marcher » un demi-million de personnes environ pendant quelques jours. Près d'une centaine de manifestations sont prévues au total sur l'ensemble du territoire, soit sous forme de marches, comme celles qu'ont entamées vendredi quelques centaines de personnes de Marburg à Francfort (80 kilomètres) ou de Bamberg à Nuremberg (75 kilomètres), soit sous forme de rassemblements bloquant les entrées de bases militaires américaines. Des échauffourées avec la police ont déjà eu lieu vendredi devant l'une de ces bases, celle de Neu-Ulm, en Bavière, où, selon les pacifistes, on prévoirait l'installation de fusées Pershing 2. Le point culminant de cette campagne de protestation devrait se situer dimanche et lundi. Des rassemblements sont programmés dans les principales villes de République fédérale, et, à Berlin-Ouest, des manifestants entendent cerner la base radar de Teufelsberg, en secteur britannique, en dépit de l'interdiction formulée par le commandant des forces britanniques, le général Mostyn.



(Dessin de PLANTU.)

Des démonstrations de moindre envergure ont eu lieu également en Sicile, près de Comiso (200 personnes) et aux Pays-Bas, où le point fort de ces Pâques pacifistes doit avoir lieu ce samedi avec une grande retraite aux flambeaux anti-nucléaire.

Ces manifestations ne sont en fait que les prémices d'une campagne de protestation contre l'implantation de nouvelles armes de l'OTAN qui doit se poursuivre pendant tout l'été. Mais elles ne sont sans doute pas étrangères à la date choisie par le président Reagan pour formuler ses dernières propositions en matière de désarmement. On semble guetter l'ampleur de ces manifestations européennes avec une particulière attention à Washington où tout indique depuis quelques jours qu'on entend redoubler d'efforts dans la « guerre de propagande » en Europe.

Comme s'il s'était rendu compte que son manque de persuasion était l'une des raisons des succès enregistrés par les pacifistes européens ces dernières années, le président Reagan vient de lancer contre eux une vigoureuse offensive, reprise d'ailleurs par certains gouvernements du Vieux Continent. Ainsi Mme Thatcher a-t-elle jugé nécessaire de s'en prendre publiquement aux anti-nucléaires en les invitant à aller manifester le long du mur de Berlin. M. Heseltine, le ministre britannique de la défense, lui a emboîté le pas, fustigeant les protestataires en ces termes : « *A chaque kilomètre parcouru, à chaque pas, ils renforcent la position du Kremlin* ». — C. T.

(Lire la suite page 7.)

LA MISE AU POINT DU PLAN DE RIGUEUR

Les syndicats veulent se faire entendre

Des critiques nuancées de la C.F.D.T. aux vives accusations d'incompétence proférées par la C.G.C., tous les syndicats ont réaffirmé à M. Pierre Mauroy, lors des entretiens de Matignon, leur opposition au plan de rigueur si des « corrections » et des compléments n'y étaient pas apportés. Fait beaucoup plus inquiétant pour le gouvernement, tous les dirigeants confédéraux ont laissé entendre que, face au mécontentement de leur base, ils ne pourraient pas rester sur l'Aventin.

« *Très inquiète* », la C.F.T.C. a estimé que les mesures de rigueur étaient « *dangereuses et mal orientées* », et toutes les autres centrales ont insisté sur les défauts et les insuffisances du plan gouvernemental. Les premières critiques portent sur l'injustice des prélèvements fiscaux qui, fixant la barre d'imposition trop bas, pénalisent les salariés à faible revenu, les familles, les retraités ainsi que certains chômeurs. Même la C.G.C. a admis, en présentant un tableau sur l'effort contributif supplémentaire par tranches de revenu, que la progression de l'impôt par rapport à celui initialement fixé pour 1983 était beaucoup plus forte pour les personnes situées en bas de l'échelle hiérarchique (+ 30 % pour un revenu imposable de 55 555 F chez les ménages sans enfants) que pour celles trônant au sommet (+ 5 % pour 250 000 F et + 4,75 % pour 277 777 F) (1).

La deuxième série de critiques concerne la politique salariale. F.O., la FEN et la C.G.T. ont été les plus sévères pour reprocher au gouvernement, et surtout à M. Delors, une volonté plus ou moins explicitement affirmée de rogner sur le pouvoir d'achat et de remettre en cause les accords ou « *relevés de conclusions* » sur les rémunérations. « *S'ils n'étaient pas respectés, il y aurait des conséquences graves* », a affirmé M. Jacques Pommateau, secrétaire général de la FEN. F.O. a présenté à M. Mauroy « *une ferme mise en garde au gouvernement contre les conséquences du dépérissement de la négociation collective* ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 15.)

(1) Pour un revenu brut imposable de 55 555 F, la C.G.C. estime que l'impôt passera de 1 855 F à 2 410 F (+ 30 %), et pour un revenu de 250 000 F, l'impôt passera de 49 173 F à 51 673 F (+ 5 %).

M. GILBERT TRIGANO invité du « Grand jury R.T.L.-*le Monde* »

M. Gilbert Trigano sera l'invité du « Grand jury R.T.L.-*le Monde* », dimanche 3 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. Le P.D.-G. du Club Méditerranée sera interrogé par François Grosrichard et Alain Rollat, du *Monde*, et par Jean-Yves Hollinger et Gilles Leclerc, de R.T.L. ; le débat étant dirigé par Henri Marque.

Les poisons du silence

Plus de sept ans après l'« accident », les déchets toxiques de Seveso provoquent une dangereuse « partie de tennis verbal » entre une société suisse, une région italienne et, enfin, les gouvernements français et ouest-allemand. La balle est aujourd'hui dans le camp allemand. Mais les déchets restent introuvables.

Fuites, rumeurs, démentis, longs silences : décidément, le nuage toxique de Seveso n'a pas fini de répandre ses effluves nauséabonds. Depuis le 10 juillet 1976, date de l'échappée de dioxine dans la banlieue milanaise, rien n'a été tout à fait normal dans cette affaire, comme si la pollution chimique avait égaré les esprits et suscité à son tour des rideaux de fumée politico-économico-administratifs.

Après l'« accident » de 1976, il a fallu attendre plus de quatre mois pour que l'on apprenne que l'usine italienne ICMESA, propriété de la firme suisse Givaudan, elle-même contrôlée par la société bâloise Hoffmann-La Roche, polluait en fait son environnement depuis vingt ans ! Plusieurs affaires de justice en témoignent. Bien qu'il ait fallu évacuer des centaines d'habitants et abattre quatre-vingt-trois mille animaux contaminés ou risquant de l'être, bien que l'on ait enregistré de nombreux cas d'affection cutanée dans la population — mais pas de mort, semble-t-il, — il aura fallu attendre six ans (octobre 1982) pour que les responsables de l'accident soient inculpés !

Il aura fallu enfin une enquête du mensuel *Science et Vie*, publiée dans la perspective du procès des inculpés de Seveso qui doit s'ouvrir à Monza le 18 avril, pour que les gouvernements européens se sentent obligés de répondre à la question que tout le monde se pose : où sont donc passés les déchets toxiques de Seveso ?

La vérité, dès lors, a bien du mal à sortir de son puits. Le 14 octobre 1982, le conseil régional de Lombardie annonçait que les fûts de dioxine avaient quitté l'Italie. Un parlementaire italien, M. Mario Campana, demanda alors à la Commission des Communautés européennes où se trouvaient les déchets. Réponse du commissaire européen, publiée au *Journal officiel des Communautés* du 28 février 1983 : « *La Commission n'a aucune raison de penser que le transport et l'élimination des déchets contaminés par la dioxine de Seveso n'ont pas été effectués conformément aux dispositions de la directive* [de 1978]. » Et la Commission suggère à l'honorable parlementaire de s'adresser aux autorités italiennes, « *seules compétentes* »...

Le 21 octobre 1982, la société Hoffmann-La Roche, interrogée par les autorités françaises, assure le ministère de l'environnement que les déchets ne sont « *ni en Suisse, ni en Italie, ni en mer* », mais dans une décharge autorisée. Or, souligne-t-on au secrétariat d'État à l'environnement, qui dit décharge autorisée dit autorisation de l'État, car il s'agit d'installations sous haute surveillance. Le gouvernement français n'ayant été saisi d'aucune demande, c'est que les déchets ne sont pas en France, C.Q.F.D. D'ailleurs observe-t-on chez Mme Bouchardeau, les fûts de dioxine sont entrés en France sous douane c'est-à-dire pour être réexportés.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

Confession

Un sondage nous apprend que 69 % des Français ne vont jamais « à confesse », comme on disait naguère. Nous avons surpris cette rareté : une confession.

« Alors, mon fils, parlez sans vous émouvoir.

— *Mon père, je m'accuse de croire à la bonne volonté des gens en place, et de tolérer leurs erreurs. Je m'accuse de ne pas frauder le fisc. Je pèche par angélisme : j'irai en vacances dans les Deux-Sèvres. Je crois ce qu'on me dit et j'ai la naïveté de faire ce que je crois. Je n'éprouve ni peur ni angoisse. Je sombre chaque matin dans l'optimisme et chaque soir dans la béatitude.*

— Votre cas est désespéré, mon fils, et je ne puis vous donner l'absolution. Voici l'adresse d'un psychiatre. »

BRUNO FRAPPAT.

Les effets de la dévaluation et du plan d'austérité : la réponse des ordinateurs

LIRE PAGE 15

Dates

RENDEZ-VOUS

4 avril. *États-Unis :* quinzième anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King.

Inde : nouvelles manifestations de protestation pour l'autonomie du Pendjab.

5 avril. *Japon :* voyage du président égyptien Moubarak (jusqu'au 10).

Grande-Bretagne : voyage aux Malouines de familles de soldats tués dans la guerre contre l'Argentine.

5 avril. *Paris :* les députés du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale organisent à Paris leur Journée d'études.

6 avril. *Paris :* visite de Mme Chen Muhua, ministre chinois du commerce extérieur.

Espagne : procès en appel des putschistes du 23 juin 1981.

États-Unis : visite à Washington du président de l'Équateur.

Irlande : visite à Dublin de M. Perez de Cuellar (jusqu'au 8).

6 avril. *Paris :* M. Mauroy engage la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale.

7 avril. *Liban :* voyage de M. Cheysson.

7 avril. *Portugal :* congrès de l'Internationale socialiste à Lisbonne (jusqu'au 10).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

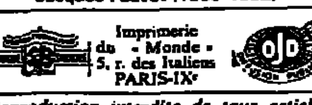
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 86 d.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : no 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

IL Y A UN AN

Les Malouines : la boue et les missiles

Il y a un an, les troupes argentines débarquaient dans l'archipel des Malouines. Peu après, les premiers bâtiments de la force d'intervention quittaient les côtes anglaises sous le regard un rien narquois des Européens qui n'y croyaient pas. Mais ce qui avait commencé comme une guerre d'opérette allait se transformer en un affrontement meurtrier dans la boue et l'hiver glacial de l'Atlantique sud.

2 avril 1982 : cinq mille fusiliers marins argentins débarquent sur l'archipel britannique des Falkland et occupent sa capitale, Port-Stanley, en surmontant aisément la résistance de la très modeste garnison anglaise. C'est le coup de poker le plus inattendu de l'année. Même, semble-t-il, pour le gouvernement de Londres, persuadé que les Argentins, qui revendiquent l'archipel depuis cent cinquante ans au nom de droits historiques réels, ne bougeront pas. Il n'a pas pris au sérieux l'incident significatif qui a eu lieu le 19 mars dans l'archipel de Georgie du Sud, également revendiqué par Buenos-Aires. Une douzaine de ferrailleurs argentins venus démanteler une usine baleinière désaffectée ont symboliquement hissé le drapeau de leur pays. Londres a envoyé un vieux briseglace dans les parages.

Le débarquement du 2 avril est un véritable acte de guerre. Et pourtant personne encore ne semble vraiment croire qu'un conflit armé puisse éclater entre deux nations qui sont toutes deux membres de la communauté occidentale. Le duel entre une ancienne puissance coloniale affaiblie et le plus européen des pays d'Amérique latine paraît à première vue archaïque, absurde. L'affaire se présente d'abord sous des couleurs d'opérette, et le théâtre des opérations est mal connu.

Objet de ce litige d'un autre siècle : quelque deux cents îlots que les Britanniques appellent Falkland, les Argentins Malvinas, les Français Malouines (en souvenir des compagnons de Bougainville, parti de Saint-Malo, et qui plantèrent le drapeau français en 1763) et situés à un millier de kilomètres de la côte patagone de l'Argentine. La Georgie du Sud se trouve 1 400 kilomètres plus au sud-ouest. Moins de mille huit cents habitants, pour la plupart Britanniques, bien que citoyens de « seconde zone », et qui croyaient bien vivre à l'écart des querelles du monde moderne. Les « kelpers », rudes, solitaires, élevaient des moutons et pratiquaient un peu la pêche. Ils continuent. Mais un an après avoir été rattrapés par l'actualité, ils doivent admettre que leur existence ne sera jamais plus comme avant.

Ce qui s'est passé entre le 2 avril et le 14 juin, date de la reddition des dix mille soldats argentins de Port-Stanley, a été plus dramatique et sanglant que les sceptiques ne l'imaginaient. Une vraie guerre a eu lieu pendant soixante-quatorze jours, une « guerre de poche » mais féroce. Une guerre de coups d'éclats, d'opérations de commandos, d'engagements aériens menés par des pilotes argentins très braves et audacieux, une bataille à coups de fusées et de missiles ultraperfectionnés. En fait, au bout du monde austral, dans la froidure et les vents hurlants de l'Atlantique sud, la première guerre presse-bouton. Bataille aéronavale étrange entre une puissante armada britannique, dont les plus grosses unités s'efforçaient de rester hors de portée de l'adversaire, et des aviateurs argentins venant de Patagonie et qui ne disposaient de guère plus d'une minute de vol utile pour combattre, au-dessus de l'archipel. Dans ces combats, la plupart des navires et des appareils touchés n'ont pas eu la moindre possibilité de parade.

Guerre de tranchée

Mais aussi une sinistre et banale guerre de tranchée, dans la boue et la pluie, puis une progression classique d'unités de choc bien équipées refoulant des « biffins » argentins, de pitoyables Marie-Louise mal encadrés et mal commandés, transis de froid et pas du tout préparés pour une aventure guerrière que leurs chefs n'avaient pas prévue.

Des coups au but spectaculaires obtenus avec l'emploi systématique, pour la première fois, d'armes de très haute technologie, une aviation auréolée de gloire et une armée de terre humiliée côté argentin, une démonstration de force patiente et la supériorité écrasante des unités de choc côté britannique : telles sont les images qui restent de cette équipée, à la fois brillante et dérisoire, mais dont les conséquences politiques et diplomatiques ont été et restent importantes.

Au soir du 14 juin, le bilan était lourd. Pourtant la phase des hostilités actives a été relativement courte. Partie le 5 avril de ses bases, la flotte de guerre britannique a dû entreprendre un long voyage hasardeux de 14 000 kilomètres vers l'Atlantique sud, avec comme seul relais l'île de l'Ascension. C'est le 1er mai seulement que des appareils britanniques bombardent, pour la première fois, la piste de Port-Stanley. Pendant trois semaines d'avril, les diplomates vont encore tenter de désamorcer le conflit. Sans succès. Le secrétaire d'État américain Alexander Haig multiplie les navettes, tente de convaincre Buenos-Aires. *A priori* favorable aux thèses de Londres, il échoue.

Dès le 3 avril, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 502, qui réclame le retrait des troupes argentines des Malouines et l'ouverture de négociations. Il ne sera jamais entendu. C'est que les Argentins ne veulent pas renoncer à leur « avantage » acquis par surprise — et qui visait précisément à contraindre la Grande-Bretagne à négocier en position de faiblesse — et que le gouvernement de Mme Thatcher, de son côté, est résolu à obtenir, de gré ou de force, le retrait inconditionnel des envahisseurs. Pour les deux, c'est la recherche d'appuis internationaux. Le conflit devient une affaire mondiale.

Très vite, la Grande-Bretagne peut compter sur la solidarité presque sans faille des Dix de la Communauté européenne qui décrètent un embargo sur les importations argentines. Mais Buenos-Aires suscite à son tour un réflexe de défense de l'Amérique latine face à ce qui est ressenti, outre-Atlantique, comme une agression « coloniale » d'une puissance européenne. La crise, puis la guerre des Malouines provoquent le ralliement de régimes aussi différents que ceux de Buenos-Aires et de La Havane.

Première conséquence de cet « abrazo » à l'échelle continentale : les militaires argentins qui devaient, aux termes d'un accord secret conclu avec Washington, participer à d'éventuelles « opérations de police » en Amérique centrale sont rappelés. Des réserves s'expriment discrètement en coulisse. Mais dans la foulée de l'unité latino-américaine retrouvée, Buenos-Aires réclame l'application du traité interaméricain d'assistance réciproque, le TIAR. Les États-Unis en sont membres. Partagés entre la solidarité naturelle à l'égard de la Grande-Bretagne, l'allié « historique », et le souci de ne pas mécontenter leurs partenaires latino-américains, ils hésitent. Après l'échec de la mission Haig et des autres tentatives de négociations, proposées par exemple par le Pérou, ils se rangent officiellement, le 30 avril, du côté britannique.

Cette décision est considérée comme une « trahison » dans la famille interaméricaine. Les relations entre Washington et ses voisins du Sud s'aigrissent. Le « froid » qui s'installe rappelle la période de tension provoquée en 1965 par l'intervention armée des Etats-Unis en République Dominicaine. Un an après, Washington n'a pas encore réussi à remonter complètement le courant et doit, à quelques exceptions près, constater son isolement diplomatique dans la communauté latino-américaine à l'occasion de débats pourtant essentiels sur la situation en Amérique centrale.

Trop tard pour crier « pouce »

Le 25 avril, les fusiliers marins de la Royal Navy ont repris la Georgie du Sud occupée trois semaines plus tôt par les forces argentines. Opération de commando qui préfigure la suite des affrontements aux Malouines. Les soldats de Sa Majesté sont des « pro » aguerris et efficaces. En face d'eux, les soldats argentins s'aperçoivent qu'on leur a menti : ce qui devait être une simple « promenade de santé » sans risques tourne à la vraie bataille. Trop tard pour crier « pouce ».

Une « zone d'exclusion » totale de 200 milles autour de l'archipel a été décrétée par Londres. Au nom de cette conception extensive de l'autodéfense, le croiseur argentin *General-Belgrano* est coulé le 3 mai près des côtes de Patagonie. Huit cents marins disparaissent. Le lendemain, les Super-Etendard de l'aéronavale argentine détruisent à l'aide de missiles Exocet le *Sheffield*, l'un des bâtiments les plus modernes de la Royal Navy. Le 21 mai, les troupes britanniques débarquent dans la baie de San-Carlos, à l'ouest de Port-Stanley, et entament leur progression vers la capitale. De sévères accrochages ont lieu à Port-Darwin et Goose-Green, au sud de San Carlos. Le colonel britannique Jones, commandant de paras, est tué. Début juin, les forces adverses sont au contact dans le périmètre de défense de Port-Stanley. Les Britanniques progressent sur deux axes. Le 8 juin, une attaque surprise de l'aviation argentine à Bluff-Coven, où des commandos anglais viennent d'établir une tête de pont, provoque de lourdes pertes. Un navire de débarquement chargé de munitions explose. C'est le « mardi noir » de la Royal Navy. Mais Port-Stanley est maintenant encerclé. Le 14 juin les troupes démoralisées du général Menendez capitulent. Sept unités de la Royal Navy ont été détruites ou endommagées, autant d'unités argentines, des dizaines d'avions et d'hélicoptères abattus. Des centaines d'hommes ont été tués des deux côtés.

Beaucoup sont inhumés sur place. Pour les « kelpers », avril 1983 est un anniversaire mélancolique et aigre. Ils contestent la décision de Londres de permettre aux familles des victimes argentines de la guerre de se rendre dans l'archipel, via Montevideo. Les « kelpers », dont les propriétés ont parfois été ravagées par les troupes argentines d'occupation, estiment que Mme Thatcher a trahi l'engagement pris de ne pas laisser un seul Argentin fouler le sol des Malouines jusqu'à ce que Buenos-Aires reconnaisse officiellement la fin des hostilités. Les « kelpers » vivaient au grand large. Ils partagent « leurs » îles, maintenant banalisées, avec 4 300 soldats britanniques maintenus sur place. Les frictions ne sont pas rares entre des soldats qui s'ennuient et les habitants qui souhaitent leur départ.

Mais l'Argentine n'a pas renoncé à récupérer son « Alsace-Lorraine » de l'Atlantique sud. Sa défaite militaire n'a pas affaibli sa position diplomatique en vue d'éventuelles et inévitables négociations. Elle l'a même renforcé. En avril 1982, Londres a commis l'erreur de croire que les Argentins bluffaient. Le général Galtieri, de son côté, s'est lourdement trompé en imaginant que Mme Thatcher allait « laisser faire » et que les Etats-Unis soutiendraient la position argentine.

En avril 1983, La « Dame de fer » continue d'exploiter politiquement « sa » guerre des Malouines. Sans son obstination churchillienne, le général Menendez serait encore à Port-Stanley. Malheur aux vaincus ! Il est vilipendé à Buenos-Aires, et sa honte retombe sur une grande partie de l'armée de terre argentine. Les commissions d'enquête n'ont pas encore osé rendre leurs conclusions. La mise en marche d'un processus de démocratisation, conséquence positive de la défaite militaire, est encore menacée par des militaires divisés, aigris, troublés, et qui ne veulent pas plus rendre de comptes sur les Malouines que sur les excès de la répression des années 70. Leur repli est pourtant indispensable pour permettre à un régime civil et démocratique de négocier la récupération de la souveraineté argentine sur les îles du bout du monde.

MARCEL NIEDERGANG.



D'après le Times *de Londres.*

Ce ne fut pas « une promenade militaire »...

La guerre des îles Malouines aura apporté la confirmation qu'un Etat nucléaire, parce qu'il peut être défié, voire agressé, par un Etat non nucléaire, a intérêt à conserver des forces classiques, très bien armées et entraînées plutôt que très nombreuses, pour riposter sur le même mode que son adversaire.

Tel est l'enseignement principal de ce conflit, qui ne fut pas « une promenade militaire » pour le Royaume-Uni — comme l'avaient cru initialement des admirateurs de l'armée britannique, — même si les Argentins, de leur côté, ont, présumant de leurs forces, eu le tort d'attaquer trop tôt : un an plus tard, la marine britannique, qui envisageait de vendre ou de désarmer certains de ses navires, n'aurait pas eu les moyens de relever le gant.

Aujourd'hui, les industriels de l'armement, dans le monde, rivalisent, à coups de communiqués et de comptes rendus contradictoires, dans les analyses qu'ils font de l'après-conflit. Chacun vante les mérites qu'il attribue à son matériel, et cette concurrence est la plus vive entre Britanniques et Français en raison, principalement, des performances prêtées au missile Exocet.

La réalité est plus complexe et les enseignements à tirer, de part et d'autre, sans doute plus nuancés.

1) Le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire a, face à une modeste marine de guerre, assumé pleinement son devoir de dissuasion. Le *Conqueror*, en coulant le croiseur *General-Belgrano* à sa deuxième torpille, a vidé l'Océan et contraint la flotte argentine à se réfugier dans les ports. Ce qui a donné l'impression à une garnison inexpérimentée et installée de façon précaire sur des îles battues par l'hiver austral qu'elle était laissée à elle-même, sans l'espoir d'un deuxième échelon de renfort.

D'où la décision de l'Argentine de commander de nouveaux sous-marins à des chantiers ouest-allemands.

2) L'aviation basée à terre, l'aviation et les hélicoptères embarqués ont joué, dans les deux camps, un rôle prépondérant. En armant le tandem Super-Etendard Exocet, l'aéronavale et l'armée de l'air argentines ont présenté un outil militaire adapté à la situation et, de leur côté, les porte-aéronefs britanniques, malgré des handicaps techniques, ont été l'instrument du succès.

D'où, là encore, le choix, dès le conflit terminé, de l'Argentine qui a pratiquement reconstitué le potentiel de combat de son armée de l'air, et la décision de la Grande-Bretagne de conserver ses porte-aéronefs dont les capacités de veille-radar et d'autodéfense rapprochée seront améliorées.

3) La guerre électronique et l'utilisation, intensive, des missiles de toutes catégories ont bouleversé la bataille tactique. Mais il s'agit, en la circonstance, d'une confirmation de leçons précédentes, déjà tirées au Proche-Orient avec les conflits entre Israël, la Syrie et l'O.L.P., au Liban, ou entre l'Irak et l'Iran.

On notera seulement que les Anglais ont dû apprendre à se protéger contre leurs propres armes, vendues aux Argentins.

4) Les moyens aériens — satellites ou avions spécialisés — de surveillance et de transmissions sont, désormais, indispensables à la conduite d'une guerre depuis un P.C. lointain.

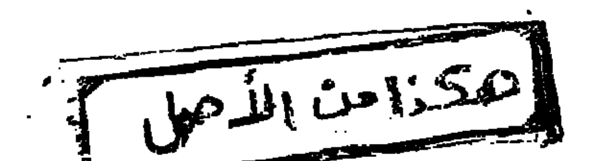
5) Dans des conflits très localisés, champs clos d'un affrontement entre deux Etats qui s'interdisent d'en appeler à l'aide d'alliés plus puissants, des troupes aguerries, motivées et entraînées peuvent faire aisément contrepoids à des troupes plus nombreuses et moins instruites. Surtout, comme ce fut le cas aux Malouines, si cette force de professionnels use de l'intoxication et de la désinformation, techniques chères à l'Intelligence Service.

Mettre en avant une telle observation ne revient pas à poser la supériorité d'une armée de métier en postulat. C'est, davantage, admettre qu'une troupe professionnelle, ou de volontaires, sait mieux qu'une autre susciter en son sein les états-majors interarmées aptes à concevoir et à exécuter des opérations combinées.

Les spécialistes, en revanche, débattront longtemps du point de savoir si les Britanniques n'auraient pas été mieux inspirés, dès les premiers indices d'une invasion des « ferrailleurs » aux Malouines, de prendre les devants en prépositionnant des forces significatives. En prévention. En dissuasion.

Il faut croire que la leçon a été retenue. Depuis la fin des hostilités, des avions Phantom et des missiles sol-air Rapier ont été déployés, en permanence, à Port-Stanley.

JACQUES ISNARD.



مكان الأصل

Etranger

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE

La voie étroite du général Jaruzelski

La « normalisation » n'est décidément pas à la portée des autorités polonaises. Seize mois après l'instauration de l'état de guerre, on aurait pu imaginer qu'elles étaient à même de convoquer une conférence de deux mille trois cents « délégués » d'entreprise sans que trop de fausses notes viennent y rappeler les sentiments profonds de la population.

Mercredi dernier 30 mars, pourtant, devant le général Jaruzelski et les dignitaires du pays au grand complet, ces délégués ont à peine plus mâché leurs mots que les présentateurs de Radio-Solidarité, dont les émissions viennent de reprendre au nez et à la barbe de la milice.

On n'a certes entendu dans cette réunion officielle aucune critique directe du régime de l'état de guerre, mais c'est à un véritable concert de protestations angoissées que les dirigeants polonais ont dû faire face.

On pourrait évidemment admirer le souci démocratique de cette dictature qui a laissé imprimer noir sur blanc dans sa presse ces critiques exprimées par des interlocuteurs qu'elle s'était pourtant elle-même choisis. La réalité est tout autre. On vient en fait d'assister là à la première tentative du pouvoir de gagner ce minimum de crédibilité sans lequel — il en fait l'expérience depuis seize mois — il est incapable de surmonter une crise économique qui le paralyse et accroît chaque jour son impopularité.

L'espoir du général Jaruzelski est d'arriver à convaincre la population qu'elle n'a plus aucune possibilité de regagner, fût-ce une partie, des conquêtes démocratiques qu'il a anéanties ; que son régime n'est cependant pas totalement haïssable et que la seule perspective est désormais d'accepter aujourd'hui de très dures conditions de vie pour que le pays puisse survivre demain.

L'ennui est que ce projet dessine un parfait cercle vicieux. Pour ôter tout espoir politique à la société, il a fallu mettre Solidarité hors la loi, ce qui n'a fait que durcir l'hostilité de la population. Pour ne pas pousser chacun dans l'opposition active, il importe de tempérer la répression, et il faudrait ne pas ouvrir les procès des dirigeants de Solidarité et du KOR, les conclure à tout le moins sur des verdicts aussi prudents que la peine avec sursis récemment infligée à Mme Walentynowicz. Ce serait le début de la sagesse, mais un danger aussi devant lequel on hésite depuis des mois, car la mansuétude d'un pouvoir sans légitimité morale est aussi un aveu de faiblesse. Pour obtenir du monde du travail les sacrifices nécessaires, il faut enfin reconnaître, comme on vient de le faire, la réalité de ses difficultés, mais, par-là même, avouer une faillite et accroître la colère des plus apolitiques des mères de famille.

Il n'y a pas eu d'intervention soviétique en Pologne, car elle eût été trop dangereuse pour la stabilité du bloc soviétique. Il n'y a pas de normalisation conséquente, car ce régime n'est pas en situation de briser son peuple, mais seulement, en quelque sorte, de l'assommer en se vantant de ne pas avoir été au-delà. Le plus probable dans ces conditions est que cette situation irréelle, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu, va se perpétuer longtemps. Une fois de plus, jusque dans le malheur, c'est une situation totalement neuve à l'Est dont la Pologne offre l'exemple.

La B.B.C. et l'agence UPI rouvrent leurs bureaux à Varsovie

L'agence de presse américaine United Press International (UPI), dont le bureau de Varsovie avait été fermé par les autorités polonaises le 3 février dernier, a repris vendredi 1er avril ses activités en Pologne, un nouveau correspondant, M. Walter Wisniewski, ayant été accrédité. D'autre part, le bureau de la Radio-Télévision britannique B.B.C. à Varsovie, dont le correspondant, M. Kevin Ruane, avait dû quitter la Pologne au mois de janvier, son visa de séjour n'ayant pas été prorogé, doit également rouvrir mardi 5 avril. C'est à nouveau M. Ruane qui représentera la B.B.C. La sanction prise contre lui en janvier avait été motivée par le mécontentement des autorités polonaises à la suite d'une émission sur la Pologne diffusée par le B.B.C. mais dont M. Ruane n'était pas l'auteur.

Quant à l'affaire de l'agence américaine, elle était en fait le résultat d'une provocation qui s'était soldée par l'expulsion de Mlle Ruth Gruber, le chef du bureau. Les autorités l'avaient accusée d'activités incompatibles avec son statut de journaliste, alléguant que son nom figurait sur une enveloppe contenant des photographies d'objectifs militaires, et qui ne lui était d'ailleurs jamais parvenue.

En représailles, le gouvernement américain avait expulsé le correspondant de l'agence polonaise PAP à Washington, M. Stanislaw Glabinski. Il avait toutefois été convenu à l'époque que les deux agences procéderaient à l'accréditation de nouveaux correspondants, ce qui a été fait avec la nomination par PAP à Washington de M. Jerzy Gorski.

Loi contre le parasitisme

— La nouvelle loi contre le parasitisme est entrée en vigueur le vendredi 1er avril. Tout homme sans travail, âgé de dix-huit à quarante-cinq ans et qui est en bonne santé, doit, selon la loi, se faire enregistrer auprès d'un bureau gouvernemental et accepter le travail qui lui sera offert. Le refus d'enregistrement est passible de trois mois de prison et d'une amende élevée.

Adoptée il y a cinq mois, cette loi semblait viser surtout les activistes de Solidarité réfugiés dans la clandestinité et les intellectuels qui, refusant de coopérer avec la junte, pourront être contraints ainsi à des travaux manuels.

La radio de Varsovie a annoncé que les sanctions s'appliquaient à toute personne sans emploi pendant plus de trois mois. Le gouvernement affirme que deux cent quatre-vingt mille emplois sont vacants et prétend qu'il y a au moins cent cinquante mille « parasites » sans emploi, tout en admettant qu'il est difficile en la matière d'en déterminer le chiffre exact. Les médias officiels ont entamé, à ce propos, une campagne pour démontrer que les réfractaires au travail sont souvent impliqués dans des vols et autres délits. — *(A.F.P., U.P.I.)*

U.R.S.S.

Un an de prison pour des prières

A Moscou, Mme Zoya Krakhmalnikova, arrêtée en août 1982, a été condamnée vendredi 1er avril à un an de prison pour *« propagande antisoviétique »* par un tribunal municipal. Selon l'agence Tass, elle se serait livrée depuis 1976, à la *« rédaction clandestine d'un recueil calomniateur antisoviétique intitulé* Nadejda (Espérance), *qui était envoyé secrètement dans plusieurs pays occidentaux. Une partie considérable de son tirage était ensuite passée clandestinement en U.R.S.S. »*. Sous forme d'études à caractère historique et philosophico-religieux, indique encore Tass, le recueil *Nadejda* publiait des articles calomniant l'Etat soviétique.

En réalité, il s'agissait de textes de prières et de méditation de cette croyante orthodoxe, dont la plupart avaient reçu l'*imprimatur* des autorités de l'Eglise. Une campagne avait été lancée en faveur de Mme Krakhmalnikova dès son arrestation, animée par son mari, M. Felix Svetov, tant la ferveur de la foi et les préoccupations spirituelles de la condamnée étaient évidentes. Selon l'acte d'accusation, elle risquait jusqu'à une peine de dix ans de prison. Sa condamnation à un an de détention montre en tout cas que même les autorités ont dû reconnaître que les faits qui lui étaient reprochés n'étaient pas bien graves...

● *Le ministre afghan des affaires étrangères*, M. Mohammad Dost, s'est entretenu, le vendredi 1er avril à Moscou avec le chef de la diplomatie soviétique, M. Gromyko. M. Dost se trouvait à Moscou pour une brève escale avant de repartir pour l'Argentine. — *(A.P.)*

LE BUDGET DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Les crédits de la défense sont majorés de plus de 15 %

De notre correspondant

Johannesburg. — C'est un budget conservateur d'environ 20 milliards de rands (1 rand = 6,50 F) qui a été présenté mercredi 30 mars au Parlement par M. Owen Horwood, ministre des finances. Le grand argentier sud-africain a expliqué qu'il serait trop dangereux pour l'économie d'appliquer les mesures de relance prônées par une partie du secteur privé.

Les grandes masses de répartition des dépenses ont donc été sensiblement calquées sur celles de l'exercice précédent. Les crédits de la défense, il est vrai décuplés de 1971 à 1981, progresseront pour l'exercice à venir (avril 1983 à mars 1984) de 15,9 % pour atteindre 3 093 millions de rands. Comme par le passé, aucun détail n'a été fourni à propos de ces dépenses, mais M. Horwood, rappelant que *« la prospérité est basée sur la sécurité »*, a indiqué que le gouvernement avait accordé *« comme toujours, la priorité maximale à l'armée »*.

La compagnie nationale d'armement, l'Armscor, se voit d'ailleurs attribuer, en plus de ses crédits de fonctionnement tenus secrets, une enveloppe exceptionnalle de 5 millions de rands *« à utiliser comme elle l'entend »*. *« Nous lui faisons confiance »*, a commenté le ministre.

Les crédits à l'éducation dans son ensemble, seconde priorité proclamée par le gouvernement, augmentent par contre moins rapidement que ceux de la défense et enregistrent même, eu égard à une hausse des prix prévue d'environ 14,5-15 %, une régression en termes réels. Un peu plus de 3,4 milliards (+ 13 %) sont globalement attribués à ce chapitre du budget, y compris les subventions provinciales très importantes accordées essentiellement aux établissements réservés aux Blancs. — P. C.

Etranger

Swaziland

Des intrigues byzantines exploitées par Pretoria

De notre envoyé spécial

Mbabane. – Annoncée la veille de son intronisation officielle, la première décision politique du nouveau chef de gouvernement, le prince Bhekimpi, a été de libérer deux des plus fervents disciples de la monarchie écroués trois semaines plus tôt par son prédécesseur déchu. Cette mesure de clémence, prise sans consultation de la justice, aurait un intérêt limité si elle n'illustrait pas parfaitement le caractère féodal du système swazi et les intrigues de palais qui viennent de coûter son poste à l'ancien premier ministre, le prince Mabandla.

Officiellement, les deux délinquants relâchés avaient été arrêtés pour avoir tenu des *« propos séditieux contre la police »*. Personne à Mbabane ne doute d'ailleurs de la justesse du chef d'inculpation. Les deux hommes en question, le prince Mfanasibili et le chef Maseko, sont connus pour leur tempérament sanguin et la haine qu'ils portaient au premier ministre, précisément soutenu par les forces de l'ordre (environ mille cinq cents hommes).

Pris en flagrant délit de complot contre le chef du gouvernement, les deux baronnets auraient menacé « les chiens » venus les arrêter d'appeler à leur rescousse l'armée réputée dévouée à la monarchie et ses feudataires. Sur ordre du prince Mabandla – M. Mfanasibili est aussi connu à Mbabane sous le sobriquet de *« prince de la corruption »*, – la police les écroua.

Erreur capitale sur laquelle le prince déchu, dans son exil temporaire en Afrique du Sud, doit encore méditer. Décrit comme un homme honnête, nationaliste et pondéré, l'ancien chef du gouvernement avait un rêve. Il souhaitait peu à peu dépouiller la monarchie de ses prérogatives médiévales et l'enfermer dans un statut plus constitutionnel. Il voulait rendre le pouvoir au gouvernement et au Parlement, pour l'instant réduit au rôle de simples chambres d'enregistrement des volontés seigneuriales.

Une famille royale de 3 500 membres

Du temps de Sobhuza II, le vieux monarque disparu en août dernier, la concrétisation de cet ambitieux projet était impossible. Mabandla, qu'il avait sorti de l'obscurité pour son apparente docilité et sa marginalité dans le Gotha, le savait. Il avait certes pu arracher du souverain l'autorisation de lancer une vaste offensive contre la corruption, endémique à la cour et dans les milieux dirigeants, mais, directement menacés, les courtisans les plus népotiques de l'immense famille royale (trois mille cinq cents membres) avaient finalement obtenu du vieux souverain (quatre-vingt-deux ans au moment de sa mort), après seulement quelques semaines, que cette opération soit reportée.

Depuis, le plus grave cancer du royaume a repris sa tranquille expansion. Le *« prince de la corruption »* est retourné à ses affaires et a repris son siège au sein du Likoko, ce conseil suprême de l'Etat composé de quinze membres nommés par Sobhuza II. Théoriquement, le rôle du Likoko se borne à inspirer l'action royale, mais les conditions confuses de la succession au trône en ont fait l'organe décisionnaire « numéro un ». La reine-mère Dzeliwe, dont les Swazis eux-mêmes ignorent presque tout, sinon qu'elle fut choisie parmi les soixante-dix épouses du roi pour assurer la régence (1), est sans doute une brave femme, mais, peu familiarisée avec l'exercice du pouvoir, elle semble s'être laissé entièrement phagocyter par le Likoko.

Son veuvage lui interdit, au surplus, de se montrer au public ou de s'adresser à lui directement pendant deux ans. Toutes *« ses »* décisions, comme celle de congédier Mabandla, sont donc annoncées au royaume par une *« personne autorisée »*, un des membres les plus influents du conseil suprême... Les Swazis les plus politiquement formés craignent qu'il en demeure ainsi jusqu'au couronnement du successeur de Sobhuza II. L'un des cent cinquante enfants mâles du monarque disparu aurait déjà été choisi, mais il n'a qu'une quinzaine d'années et, selon la coutume, ne pourra s'asseoir sur le trône qu'à ving et un ans.

Sauf bouleversements majeurs, insurrection ou manifestations populaires peu probables en l'état actuel des choses, les prochaines années devraient donc être mises à profit par les traditionalistes pour raffermir leur emprise sur le pays. La passivité tranquille de l'immense majorité des six cent mille Swazis est proverbiale. Elle servira une entreprise jugée salutaire, non seulement par l'armée, le nouveau chef du gouvernement et tous ses ministres, et la majorité de l'Assemblée nationale (cinquante membres dont quarante « élus » indirectement par des collèges électoraux qui *« ne font pas de politique »*), mais aussi jusque dans la capitale voisine, à Pretoria.

Les Sud-Africains, qui maintiennent à bout de bras l'économie swazie, n'ont jamais fait mystère de leurs préférences. Le prince Mabandla avait le grand tort de se montrer pour le moins trop tiède à l'égard du grand projet d'incorporation de terres sud-africaines au royaume. Selon ses proches, le prince déchu avait saisi toute l'étendue du danger déstabilisateur représenté par le potentiel et brutal accroissement de 150 % de la population swazie. Il aurait volontiers accepté les territoires si généreusement offerts, mais sans les huit cent mille personnes imposées à ce titre.

La motivation sud-africaine essentielle étant précisément liée à l'élimination des statistiques « blanches » de huit cent mille Noirs, le projet risquait sérieusement de tomber à l'eau. Pour d'autres raisons, notamment le refus, entériné par la justice sud-africaine, des premiers intéressés, le projet semble pour l'instant dans l'oubli. Mais trop d'intérêts personnels étant maintenant en jeu, il n'en ressortira que lorsque les stratèges de Pretoria auront trouvé le biais légal de contourner l'obstacle.

PATRICE CLAUDE.

(1) La reine-mère n'est pas, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans *le Monde* du 22 mars, la plus âgée des épouses du feu roi Sobhuza II. Elle fut choisie par lui en raison, dit-on, de l'éducation qu'elle avait reçue des missionnaires catholiques. Elle est âgée d'une soixantaine d'années.

A travers le monde

Australie

- M. MALCOM FRASER, ancien premier ministre australien, a démissionné, jeudi 31 mars, de son siège de député, à l'issue d'une carrière politique de vingt-huit ans. Sa décision survient moins d'un mois après la défaite de son parti, conservateur, aux élections législatives. – *(Reuter.)*

Bangladesh

- LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES DU BANGLADESH ont rouvert leurs bureaux le vendredi 1er avril à la suite de la levée de l'interdiction de toute activité politique en vigueur depuis un an. Cette mesure d'assouplissement a été ordonnée par le général Hossain Mohammad Ershad, administrateur général de la loi martiale. – *(Reuter.)*

Djibouti

- DÉMISSION DU MINISTRE DU COMMERCE. – M. Hassan Gouled Aptidou, président de la République, a accepté jeudi 30 mars la démission de M. Aden Robleh Awaleh, ministre du commerce, des transports et du tourisme, motivée par des raisons de santé. – *(Reuter.)*

Finlande

- LE RÉSULTAT DÉFINITIF DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 20 et 21 mars, rendu public à Helsinki après une seconde vérification, annule les changements signalés le 24 mars. Les résultats restent conformes au tableau publié dans *le Monde* du 23 mars : les centristes ont bien 38 députés (3 de moins qu'en 1979) et les chrétiens n'on ont que 3 (moins 7). – *(A.F.P.)*

Maurice

- M. BERENGER DEVIENT CHEF DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE. – Sir Dayendranath Burrenchobay, gouverneur général de l'île Maurice, a désigné officiellement, jeudi 31 mars, M. Paul Berenger, ancien ministre des affaires étrangères, comme chef de l'opposition parlementaire. – *(A.F.P.)*

L'Académie de la brousse

Construire Cambridge en pleine brousse, tel fut le rêve, devenu réalité, du petit écolier noir devenu le président Banda du Malawi. Trois cent soixante élèves, recrutés sur leur seul mérite, déclinent donc le latin et bientôt le grec dans ce séminaire laïc hérité des prestigieuses « public schools » de l'ancien empire britannique.

De notre envoyé spécial

Mtunthama. – Lorsqu'elle surgit au détour de la piste, on se frotte les yeux, comme éberlué. Perdue en pleine brousse, entre deux hameaux d'argile et de chaume, *« l'Académie Kamuzu »* étire son élégante silhouette de brique rousse et ses arches romanes miroitent dans les eaux d'un lac artificiel.

Ce pensionnat tropical, unique en son genre, existe à cause d'un arbre. Vers 1910, celui-ci offrait son ombre à un enfant noir qui apprenait les rudiments de l'anglais dans un livre emprunté à un missionnaire presbytérien. Bien plus tard, en 1964, l'ancien gamin studieux, Kamuzu Banda, devint président de la république du Malawi indépendant et il l'est toujours. Promu monument national, l'arbre est aujourd'hui un lieu de pèlerinage vénéré des Malawites.

C'est un peu pour exorciser ce lointain souvenir personnel que le président Banda, vieillard autocrate attaché aux symboles, rêva longtemps de construire, près de l'arbre et du village natal, une école secondaire modèle, où, livrés à leur seule intelligence, rivaliseraient les meilleurs élèves du Malawi. Fervent admirateur de la Grande-Bretagne – où il vécut seize ans en exil – et de ses institutions, il voulait un collège prestigieux fidèlement imité des plus glorieuses « public schools ». Il lui en coûta quelque 120 millions de francs puisés dans ses propres deniers. N'est-il pas l'homme le plus riche du pays ?

« Cadeau du président à la nation », l'Académie qui porte son nom ouvrit ses portes en septembre 1981. Rien ne manque à cet internat de haut de gamme, pépinière des futures élites. La bibliothèque, fort riche, reproduit, en plus modeste, celle du Congrès à Washington.

Trois cent soixante élèves – deux garçons pour une fille – déambulent en uniforme – blazers et longues jupes pudiques – et vivent en vase clos dans ce véritable séminaire laïc mêlant disciplines classiques et méthodes modernes, où l'on trouve plusieurs laboratoires dont un de langues, un équipement vidéo, un théâtre de six cents places, une chapelle, une piscine olympique, un stade, un parcours de golf, des courts de tennis et de squash.

Dessin de VIOLETTE LE QUÉRÉ.

Ces brillants pensionnaires sont recrutés d'après leurs seuls mérites : intelligence, courage et volonté de réussir. Cette sélection draconienne est tempérée par le souci d'assurer au sein de l'école une représentation régionale équilibrée. Les élèves proviennent donc en nombre égal des vingt-quatre districts du Malawi. Les modiques droits d'inscription sont à la portée des familles pauvres. Les examens d'entrée et de fin d'études sont les mêmes qu'à Cambridge, l'Académie ayant fait sien le calendrier scolaire britannique. Incorporés d'office, les étudiants n'ont pas loisir de refuser. Deux d'entre eux, qui ne supportaient pas les rigueurs de l'école, ont pourtant demandé et obtenu leur départ. Fier de son collège, Kamuzu Banda souhaite qu'il accueille un étudiant étranger africain sur dix.

Les trente-six professeurs, Blancs et presque tous Britanniques, appartiennent à la fine fleur des universités d'outre-Manche. Ces enseignants, triés sur le volet, mènent, dans ce coin perdu d'Afrique, une vie confortable mais austère. Ils portent la toge noire d'Oxford ou de Glasgow, d'où ils viennent, et savourent leur thé avec cérémonie à l'heure du « break ». Outre leurs diplômes et leurs talents, on attend d'eux une compétence indispensable : parler latin. *« Celui qui n'a pas étudié le latin ne peut être un professeur de premier ordre »*, assure le président Banda.

Cette exigence exclut pour longtemps la présence d'enseignants malawites, ignorants des plaisirs de la déclinaison, dans un collège où la langue de Virgile est obligatoire pendant les trois premières années de scolarité (sur un cycle de six ans). Le latin a d'ailleurs été introduit dans de nombreuses écoles secondaires, à l'instigation de Kamuzu Banda. Dès septembre prochain, le grec fera également son entrée à l'Académie. Ces contraintes littéraires n'empêchent pas les élèves d'opter, dès qu'ils le peuvent, pour les disciplines scientifiques, clé de leur avenir professionnel.

Dans l'esprit du président Banda, les élèves de l'Académie ont une vocation naturelle à poursuivre leurs études dans les grandes universités d'Occident. Mais le Malawi, qui ne peut prendre en charge que quelques boursiers, a trop compté sur l'aide de ses amis. Résultat : sur une promotion de soixante élèves, une douzaine seulement pourront quitter leur pays cette année. En accordant trois bourses, la France s'est montrée la plus généreuse. Il est vrai que le français est la première et la seule langue étrangère enseignée à l'Académie (1).

Autre incertitude financière : le vieux président continue d'alimenter à 80 % le budget de fonctionnement de son école (14 millions de francs par an). Qu'adviendra-t-il lorsqu'il ne sera plus là pour payer ? L'Etat malawite fera difficilement face à une telle dépense. L'étranger de passage peut ne voir dans l'Académie qu'une extravagance somptuaire due au seul caprice d'un vieillard obstiné.

Pour le proviseur – un Britannique lui aussi – comme pour les professeurs qui y travaillent, cette école si différente aura l'insigne mérite de former rapidement toute une génération de cadres hautement qualifiés et choisis d'après leur seule valeur individuelle, justifiant ainsi la lourdeur de l'investissement initial. A leurs yeux, le rêve de Kamuzu Banda n'était pas si farfelu.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Langue officielle, l'anglais n'est pas considéré comme une langue étrangère.



Les petits soldats d'Allemagne de l'Est

On connaît des images d'enfants en armes. Mais ceux dont il s'agit ici ne jouent pas à la guerre « pour de vrai ». Ils ne font que s'y entraîner. Ils vivent au cœur de l'Europe dans le pays qui sans doute déploie la propagande la plus massive en faveur de la paix. Cette paix, si l'on en juge par la façon dont on « l'enseigne » en R.D.A., n'est décidément pas la même que celle pour laquelle des milliers d'Allemands de l'Ouest manifestent ces jours-ci.

De notre envoyée spéciale

Leipzig. – Toute activité organisée en Allemagne de l'Est se fait au nom de la paix, tout est prétexte à marteler ce mot, sans fin : le sport pour la paix, la culture pour la paix, le travail pour la paix, le commerce pour la paix, le rock pour la paix même, soigneusement encadré par le parti ou l'organisation des jeunesses communistes (F.D.J.), qui ont compris depuis quelques années que leur combat « pacifiste » devait, pour s'assurer l'adhésion des générations nouvelles, se doter d'autres armes que la propagande pure, la musique par exemple.

Quand on demande à l'un des responsables des jeunesses communistes, Wolfgang Gühne, en quoi consiste ce combat que la F.D.J. est sensée mener, il répond : *« La lutte pour la paix commence, pour les jeunes ouvriers d'une usine comme pour les étudiants de l'université, par le travail bien fait. Car plus fort est le socialisme et plus sûre est la paix. Cette paix ne nous est pas offerte en cadeau, et par conséquent nous devons la défendre. »* Voilà la base du comportement civique que l'école, avec l'aide de quelques organisations, est chargée d'inculquer.

Le directeur d'une école de Leipzig fait visiter ses locaux, non sans une certaine fierté. Pas un mètre de couloir qui ne soit couvert des œuvres des élèves. Que montrent ces dessins ? L'apocalypse en pastels et crayons de couleur, la reproduction gauche d'une imagerie de propagande de la main de très jeunes enfants : des champignons nucléaires qui se veulent terrifiants, de noirs missiles en forme d'obus fonçant sur une planète rose qu'ils menacent d'anéantir. Le monstre s'appelle U.S.A. Chez les plus grands, des collages plus élaborés illustrent la cruauté de l'*« impérialisme américain »*. Sur la porte de la classe de français, une photo de manifestation dans les rues de Paris est sensée convaincre les écoliers que le peuple de France est en lutte pour le désarmement. D'autres panneaux montrent un étalage de matériel de guerre, tanks, avions de combat, et de jeunes soldats fièrement juchés sur des chars, les *« frères d'armes »* des pays voisins côté est. Des slogans en lettres énormes jurent fidélité *« éternelle »* à l'Union soviétique. C'est ce que le directeur appelle *« éveiller les enfants à l'amitié entre les peuples »*.

L'inspiration artistique des petits Allemands de l'Est ne devait pas sembler être un gage suffisant de leur engagement « pour la paix » puisqu'on a décidé, en 1978, d'introduire dans le programme des deux dernières années de premier cycle des cours obligatoires de défense. La partie théorique, explique un professeur, a pour but, la première année, de sensibiliser les élèves à la nécessité et au devoir de défendre le pays. On leur fait étudier les lois en vigueur en matière de service militaire, on décrit les carrières des armes.

Sont au programme l'année suivante *« l'OTAN et ses buts agressifs »*, puis l'équipement de l'armée nationale et *« les avantages du système armé unitaire »* du pacte de Varsovie. Il s'agit d'expliquer que *« tous les membres des armées socialistes sont frères d'arme et de classe et que la paix ne peut être qu'armée »*.

Cette partie théorique n'occupe, certes, qu'une place relativement modeste dans les études : quatre fois deux heures par an. *« Mais*, s'empresse d'ajouter le directeur, *les idées qu'on y expose sont également développées dans les cours d'histoire et d'instruction civique. Même dans les sciences naturelles, les mathématiques ou la chimie, nous cherchons à dispenser non seulement un enseignement mais une éducation. Il faut que les sciences aussi soient au service de la paix. »*

Une formation pratique de quinze jours est en outre prévue, qui s'effectue sous deux formes. Les élèves peuvent opter pour l'apprentissage des techniques de défense civile *« où*, dit le directeur, *on les initie notamment à certains rudiments du secourisme »*, *« où*, dit un contestataire, *on leur met dans la tête l'idée qu'ils pourraient survivre à une guerre nucléaire »*. Les garçons peuvent, pendant ces quinze jours, opter pour un séjour dans un camp militaire où on les initie au maniement des armes légères (ils ont de quatorze à seize ans).

La Société pour le sport et la technique (G.S.T.), qui a plus de trente ans, dispense de son côté sur une large échelle une préparation militaire avant l'âge du service pour les plus motivés. *« Elle a pour but de préparer les jeunes à certains types d'armes dont le maniement complexe ne peut être enseigné pendant les dix-huit mois du service. »* Elle reçoit également des jeunes filles dont certaines serviront dans l'armée des frontières.

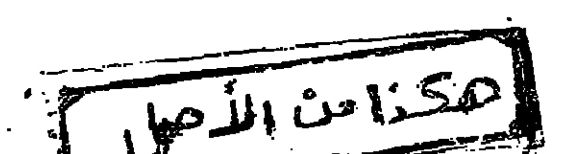
Ce gavage de militarisme ne pouvait manquer d'avoir des effets secondaires opposés au but recherché. La société est-allemande n'est, en effet, ni aussi docile ni aussi uniforme qu'on a généralement tendance à le penser. Elle a accès à des systèmes culturels différents, au moins par les radios et les télévisions de la République fédérale que l'on peut capter sur une grande partie du territoire. En outre, une institution très puissante, l'Eglise, fait pièce depuis des années à ce qu'elle a publiquement nommé la *« militarisation de la société »* orchestrée par les organes de l'Etat. Enfin la montée du pacifisme de *« l'autre côté »* a trouvé un écho en R.D.A. Elle a fait naître parmi les jeunes sinon un mouvement (car il n'est pas organisé et les plus dérisoires de ses manifestations publiques sont immédiatement réprimées), du moins un sentiment pacifiste, de nature contestataire, qui est venu renflouer le courant antimilitariste.

Le nombre des demandes pour l'objection de conscience a considérablement augmenté ces deux dernières années. L'Eglise évangélique, qui sert d'intermédiaire pour la présentation de ces dossiers, continue de demander qu'un véritable service civil de remplacement soit organisé ; les objecteurs de conscience doivent en effet porter l'uniforme et sont la plupart du temps affectés dans le génie à la construction d'installations de l'armée ou même à l'entretien de certains matériels militaires. Elle réclame également la suppression de l'enseignement militaire à l'école. L'Eglise catholique, minoritaire en R.D.A., qui avait jusqu'alors observé une prudente réserve, a elle aussi sauté le pas il y a quelques mois et repris à son compte les revendications de sa sœur protestante. Cette prise de position témoigne sans doute, entre autres, de l'importance du malaise ressenti par les jeunes.

Dans la partie très subtile qui se joue depuis plusieurs années en R.D.A. entre les jeunes, l'Eglise et l'Etat, ce dernier semble avoir choisi la contre-attaque plutôt que la répression ouverte. Il n'est pas sûr cependant qu'en augmentant les doses du médicament administré on n'arrive pas à un résultat exactement inverse et qu'on n'accroisse pas le problème au lieu de le résoudre.

CLAIRE TRÉAN.





La survie des ghettos noirs

Il y a quinze ans, Martin Luther King était assassiné à Memphis. L'action de ce pasteur sudiste et pacifiste en faveur de ses compatriotes déshérités des grandes villes du Nord des Etats-Unis n'avait pas rencontré que des succès. Aujourd'hui, les ghettos noirs, s'ils demeurent des enclaves de misère, ne font plus parler d'eux. Une sorte de vie parallèle en marge de la légalité, et souvent dans la violence, s'y est organisée et chacun tente d'y assurer sa survie.

De notre correspondante

New-York. – 30 à 40 % de chômage, une aide sociale moyenne de 125 dollars par semaine, des immeubles noircis par l'incendie dans lesquels des familles continuent à s'entasser, des dizaines d'adolescents désœuvrés qui traînent sur les trottoirs défoncés... Les ghettos noirs et latino-américains, chancres des grandes *villes du nord* et de l'est des Etats-Unis, sont des enclaves du quart-monde dans le pays le plus riche du globe. Ils sont aussi, depuis les grandes émeutes des années 60, étrangement calmes – si on exclut la criminalité de droit commun – ayant apparemment trouvé des moyens spécifiques de survie : pour les plus honnêtes, les petits boulots qui complètent tant bien que mal les maigres prestations sociales. Pour les autres, la *drogue*, le *jeu* et la cambriole.

Une sorte de vie parallèle s'est ainsi organisée dans laquelle chacun trouve son compte : les pouvoirs publics, qui, sous l'administration Reagan, *ont notablement* réduit les prestations sociales; la police, ligotée par une législation confuse et des effectifs insuffisants, qui se *consacre aux délits* les plus graves; et les habitants des ghettos, qui vaquent, avec une certaine impunité, à leurs petites affaires plus ou moins légales.

Si l'on en croit les statistiques, la note est cependant lourde : la criminalité dans les ghettos est parmi *les plus élevées* du pays : vols, viols, attaques à main armée, enfants maltraités, incendies volontaires, sont le pain quotidien de la police locale; celle de Harlem, par *exemple*, distribue des *fascicules* illustrés pour mettre en garde, dans des termes simples, le public contre les dangers de la vie de *tous* les jours.

Faut-il croire, comme Mme Anna-Lou Dehavenon, l'une des responsables du comité interconfessionnel d'aide sociale à Harlem-Est, El Barrio, *le* Harlem « hispanique », que les hommes de seize à trente ans sont rares dans les ghettos parce qu'ils finissent par se faire *tuer*, se faire arrêter ou qu'ils sont en fuite ?

Prudence et fierté

A la Fondation Ford, pourtant, où on paraît très aligné sur la politique fédérale, *on conteste que* la situation se soit aggravée. On affirme même que les ghettos disposent de beaucoup plus d'organisations de secours que dans les années 60. *« Les émeutes de cette époque n'avaient d'ailleurs rien à voir avec la situation économique »*, affirme M. Bernard McDonald, l'un des responsables du programme sur la pauvreté urbaine, qui souligne l'« ingéniosité » des habitants des ghettos dans la crise d'aujourd'hui.

Pour M. McDonald – qui est noir, – si les ghettos n'ont pas bougé ces dernières années, c'est parce qu'ils ont *« compris que cela ne servirait à rien »*.

Par fierté, prudence et parfois simple respect de l'ordre établi, la plupart des responsables noirs tiennent à souligner que les ghettos ne sont pas les repaires de banditisme qu'une presse « malveillante » se plaît à décrire.

Il est vrai, *d'ailleurs*, que ces quartiers abritent aussi des familles « bourgeoises » et de nombreuses activités économiques tout à fait légales. Mais il est non moins vrai qu'il s'y passe aussi des choses extraordinaires et souvent abominables.

« Shooting galleries »

Parmi les *petits métiers* pas très légaux des ghettos, il y a le « jeu des nombres » : il s'agit de parier sur le chiffre du total des paris *mutuels de la journée*. Les enjeux sont minimes, mais les patrons des nombreuses officines qui y pourvoient peuvent se faire jusqu'à *deux cents dollars par jour*.

Le « jeu des nombres » finance aussi une petite partie du trafic de drogue local. Les fonds qui alimentent le gros du trafic, eux, viennent d'ailleurs : la Maffia et, de plus en plus, semble-t-il, le monde des affaires (comme l'histoire du constructeur automobile failli, John Delorean, semble le prouver).

Au commissariat numéro 28 de Harlem, à la hauteur de la 123e Rue et de la 8e Avenue, on admet sans hésitation que *« presque tout ce qui se passe dans le quartier est lié au trafic de drogue »*. Un policier noir assure avec indignation : *« Mais les gens que nous arrêtons ne sont pas souvent du quartier : on vient de partout pour faire ses saletés à Harlem. »*

Il semble, en fait, que les « gros bonnets » de la drogue se servent volontiers des habitants des ghettos pour faire circuler leur marchandise *sans trop de risque* : la majorité pénale est fixé, dans l'Etat de New-York, à dix-huit ans, seize pour un délit grave.

Arrêté avec un paquet de drogue, un gamin de seize ans *ne* risque guère qu'une semonce. Un « commissionnaire » sérieux peut ainsi se faire dans les 500 dollars par semaine. Ce trafic ne manque pas d'amateurs parmi les écoliers très peu assidus des ghettos. Pis : les petits malins emploient des saute-ruisseau de dix ans auxquels une « ristourne » de 20 dollars apparaît comme un pactole. Et rares sont les familles misérables qui posent des questions quand l'un des enfants rentre à la maison avec un transistor de prix, voire un cadeau extravagant pour sa mère. A la rigueur, le gamin peut *se vanter d'avoir gagné* au « jeu des nombres ».



Dessin de SERGUEI.

L'« ingéniosité » qu'on célèbre à la Fondation Ford se traduit aussi par l'installation de *« shooting galleries »* : des bâtiments en ruines « loués » 40 dollars par semaine par de petits trafiquants, qui font payer 2 dollars le droit d'entrée et la seringue et 20 dollars la dose d'héroïne. Pour 5 dollars de plus, les drogués, qui n'ont plus de veines apparemment utilisables, obtiennent les services d'un spécialiste de ce genre de problème.

Les clients des *« shooting galleries »* viennent souvent d'autres quartiers : les policiers les appellent les « Marco Polo », parce que, pour ne pas être reconnus, ils *se déguisent comme le faisait le* célèbre voyageur vénitien. La recherche des 20 ou 30 dollars nécessaires à la « dose » restent cependant *l'une des causes du « mugging »* (l'attaque des passants), cette plaie new-yorkaise. Mais les *« muggers »* qui dérobent des cartes de crédit ou des carnets de chèques peuvent aussi les négocier à un bon prix auprès de réseaux spécialisés dans la contrefaçon ou l'utilisation ultra-rapide *des marchandises volées* dans d'autres Etats.

La grande cambriole

Il est *apparemment aussi* difficile et aussi dangereux de tenter de « sortir » du trafic de la drogue que de la prostitution : un travailleur *social nous citait* le cas d'un garçon de dix-sept ans qui, après avoir fait le « commissionnaire » pendant plusieurs mois, avait pris peur et décidé de se ranger. La seule solution qu'il a trouvée est de se droguer lui-même – ce qu'il ne faisait pas avant – et d'entrer dans un centre de désintoxication. S'en sortira-t-il ? Peut-être, dit notre interlocuteur, s'il n'est pas de nouveau tenté par l'argent facile...

Les rues de New-York – et celles de Harlem – sont, certains jours, jalonnées de vendeurs à la sauvette qui proposent, à des prix défiants toute concurrence, des *articles de mode en tout genre*, allant de robes à 20 dollars à des montres Seiko et des sacs Vuitton. Certains de ces vendeurs sont parfaitement en règle. *Beaucoup* d'autres revendent simplement des marchandises volées ou indûment étiquetées d'une marque prestigieuse. *Le cambriolage de* certains entrepôts de prêt-à-porter est organisé sur une grande échelle par des bandes équipées *de camions* et assurées de la complicité des gardes de sécurité. Les marchandises volées n'aboutissent certes pas toutes dans les ghettos – l'« industrie » est suffisamment importante pour alimenter un peu tout le pays, – mais ils en ont leur part.

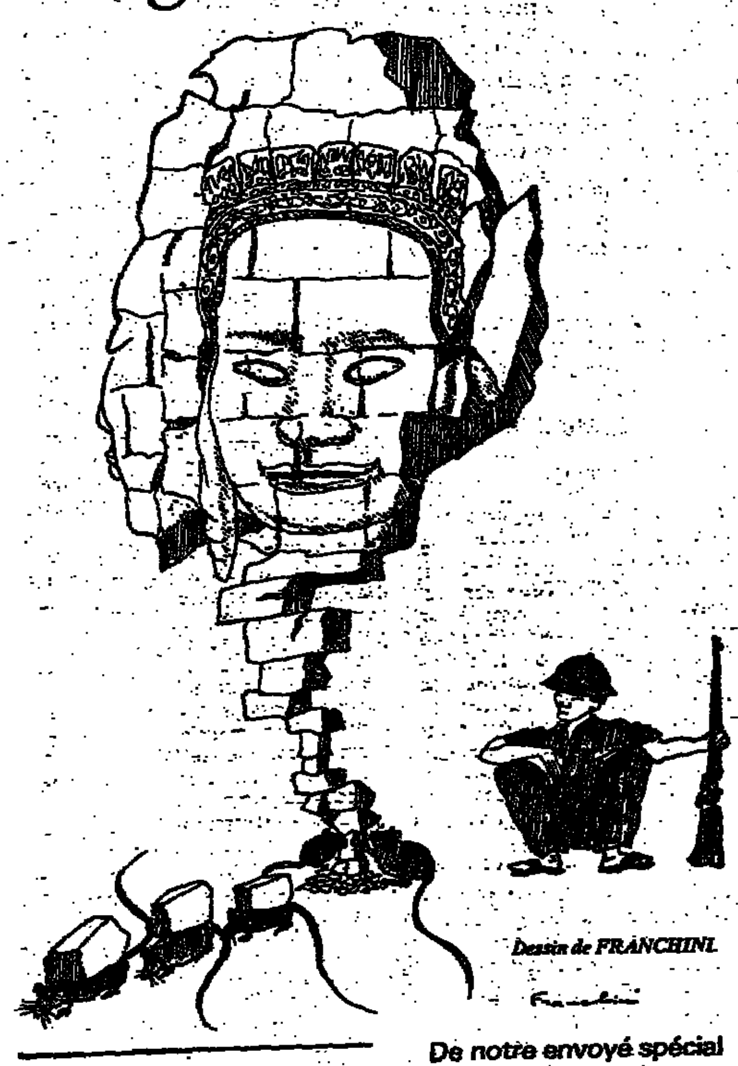
Un habitant de Harlem nous disait avoir pu observer, une ou deux fois par semaine, un camion lourdement chargé s'arrêter devant *l'entrepôt dont l'un de ses* voisins se sert pour sa très officielle entreprise de peinture. L'opération se passe toujours en *pleine nuit*, à une heure où, généralement, les commerçants honnêtes sont au lit depuis longtemps...

La fin de la plus grande récession depuis la dernière guerre fera-t-elle des ghettos des quartiers comme les autres ?

Il y faudrait sans doute un ensemble de mesures *sociales*, économiques, éducatives et législatives à long terme que seule une administration fédérale consciente du *scandale de la* situation et des risques qu'elle implique pourrait promouvoir. Celle de M. Reagan paraît peu s'en soucier, satisfaite, semble-t-il, que les ghettos ne constituent pas, pour l'instant, de graves menaces pour l'ordre public.

NICOLE BERNHEIM.

Angkor, merveille toujours pillée



Dessin de FRANCHINI.

Les apsaras ne régneront-elles bientôt que sur la forêt vierge ? Angkor survivra-t-elle au temps et aux pillages ? Des experts se succèdent pour évaluer l'ampleur de la tâche de reconstruction, mais jusqu'à maintenant sans résultat.

De notre envoyé spécial

Sur la route Phnom-Penh-Battambang. – Premières lueurs du jour sur le Tonlé-Sap – *le Grand Lac* – c'est la relève des filets. *Les Chams*, dont la pêche est le gagne-pain, se sont repliés aux alentours de Phnom-Penh après la chute de Pol Pot, comme s'ils voulaient se compter, signifier leur raison d'être. Une communauté un peu particulière, qui vénère Allah plutôt que Bouddha. Au Kilomètre 7, la mosquée remplace la pagode ; *un gong* appelle, cinq fois par jour, les fidèles à la prière. Un calicot rouge célèbre, à l'entrée du village, la victoire du 7 janvier sur *« un régime de génocide, destructeur de la religion »*...

Image de guerre, près de *Kompong-Chhnang*, des carcasses de chars américains finissent de rouiller le long de la route. Image de paix, une équipe d'agriculteurs débroussaille une terre en friche avec des *instruments* de fortune...

Autour de Pursat, militaires vietnamiens, soldats cambodgiens et miliciens villageois montent la garde sur le pas de leur guérite et à l'intérieur de casemates en terre battue. Leur mission est d'intercepter les colonnes des Khmers rouges *qui*, à *la saison* sèche, descendent de la chaîne des Cardamomes pour aller se ravitailler sur les rives du Grand Lac...

La grand-route Phnom-Penh-Battambang n'est souvent qu'un mauvais chemin de terre. Presque toutes les poules du monde pourraient y faire leur nid ! Il n'y a pas un sou pour la voirie dans les caisses de l'État. *« L'important, c'était d'abord d'écarter le danger de famine »*, explique le guide. Qu'importe ! On passe quand même...

Fin de moisson : pour en dégager les grains, des paysans étalent leurs gerbes de riz, comme un tapis de couleur fauve, sous les roues des camions et des autobus brinquebalants qui font la navette entre Phnom-Penh et Battambang. Le voyage en chemin de fer dure deux jours. Le train ne circule pas la nuit ; il doit, pour des raisons de sécurité, « coucher » à Pursat.

La province de Battambang a 300 kilomètres de frontière commune avec la Thaïlande. *« Aucun village n'est occupé par l'ennemi »*, assure M. Som Sath, vice-président du Comité populaire *provincial*, *qui* signale seulement, comme un moindre mal, des vols de riz et des distributions de tracts.

Les beaux jours de la contrebande sont passés. Beaucoup de *trafiquants* utilisent maintenant la voie maritime plutôt que la voie terrestre pour introduire au Cambodge les marchandises venues du monde capitaliste. Malgré tout, les autorités locales comptent que 30 % des recettes tirées de la nouvelle taxe sur les produits importés tomberont dans leur escarcelle.

Sisophon est à 30 kilomètres seulement de la frontière thaïlandaise et des « zones libérées » par les Khmers rouges et les nationalistes. Une petite ville de garnison poussiéreuse où le commerce est roi. On y dénote une certaine aisance, alimentée par tous les trafics qu'a permis, jusqu'alors, la proximité des lignes ennemies. Ici, il y a toujours à « boire » pour les motocyclettes japonaises...

Tout au long de la route Sisophon-Siemréap, *les soldats vietnamiens* sont à pied d'œuvre sous leurs casques de latanier. Les « ennemis » rôdent dans les parages pour peu que la forêt avoisinante leur offre refuge. Fermé la nuit, cet important axe stratégique est ouvert, au lever du jour, par une démineuse.

Prise au milieu de querelles qui ne la concernent pas, victime de la sauvagerie et, plus encore, de la bêtise des hommes : Angkor, *« cette œuvre architecturale qui*, selon Henri Mouhot, son inventeur, *n'a peut-être pas, qui n'a peut-être jamais eu son équivalent sur le globe »*. A qui la faute si ces temples ont subi les outrages du temps ? *« Moitié aux envahisseurs siamois, moitié à la végétation »*, répond le guide, qui veut éviter la polémique.

Une œuvre de longue haleine

Sauver Angkor ? *Bien sûr !* Mais avec quel argent ? Huit experts indiens ont arpenté les lieux, pendant trois mois au printemps 1982, pour évaluer l'importance et le coût de cette restauration. Leur mission sera-t-elle sans lendemain ?

Pour l'heure, l'effectif de la conservation compte quatre-vingt-dix-huit personnes. *« Nous n'avons pas les moyens de faire autre chose que du petit entretien, balayer les temples, arracher les mauvaises herbes »*, regrette le guide.

Avant de restaurer cet ensemble architectural – une œuvre de très longue haleine, – ne conviendrait-il pas de parer au plus pressé, c'est-à-dire de le soustraire aux appétits *malsains* de ceux qui le dépouillent petit à petit de ses atours ?

A la *vérité*, Angkor n'a jamais cessé de souffrir du vandalisme. Mille bouddhas habitaient les galeries et les niches d'Angkor-Vat ; trente-sept *seulement* ont *survécu* aux mauvais traitements des Khmers rouges ; beaucoup ont été minés, d'autres ont servi à la construction de digues ! Sept mille pièces éparses – statues, bas-reliefs, etc. – avaient été mises à l'abri et répertoriées dans les locaux de la conservation. On en compte aujourd'hui mille cinq cents ; le restant a passé la frontière. Et le pillage continue...

Personne, dans cette affaire, n'a les mains nettes. Chacun y a sa part de responsabilité, aussi bien les Khmers rouges que ceux qui leur font face, aussi bien les civils que les militaires. *« Le domaine d'Angkor est très vaste (56 kilomètres de pourtour)*, souligne M. Oum Phal. *Nos forces assurent seulement la protection d'Angkor-Vat et d'Angkor-Thom. Le reste du territoire est confié à la surveillance des services de sécurité des villages. »* Des « coupeurs de têtes », on en arrête, paraît-il. Des chercheurs d'or fouillent encore cette terre sacrée pour tenter d'y trouver les trésors qui, depuis des siècles, seraient enfouis au plus profond des monuments funéraires.

Les autorités locales souhaiteraient ouvrir Angkor au tourisme. La visite d'Angkor-Vat ne pose pas de problème. Mais Angkor-Thom est, le plus souvent, interdit d'accès, *« pour des raisons de sécurité »*. Impossible *a fortiori* de faire le tour du site, le grand circuit, ou même le petit. La forêt alentour est l'alliée des *« forces du Mal »*. Leur présence ajoute au mystère des lieux.

Le sourire des apsaras

Tout au long des murs d'Angkor-Vat, les danseuses célestes – les apsaras – gardent le sourire. Peut-être ne veulent-elles pas céder au désespoir ? Pierre Loti, en son temps, le remarquait déjà: *« Malgré ses dehors si amoindris, ce peuple cambodgien déchu est resté le peuple khmer, celui qui étonna l'Asie d'autrefois par son mysticisme et son faste. »*

JACQUES DE BARRIN.

Etranger

A LA FRONTIÈRE CAMBODGIENNE

Cinq militaires thaïlandais ont été blessés dans un accrochage avec les Vietnamiens

Bangkok *(A.F.P.)*. – Cinq soldats thaïlandais ont été blessés vendredi après-midi 1er avril au cours d'un accrochage avec des forces vietnamiennes sur la frontière khméro-thaïlandaise, où se poursuivait, dans la soirée, la bataille de la base khmère rouge de Phnom-Chat. Selon des informations en provenance de ce secteur, l'incident frontalier a opposé trois unités thaïlandaises à un nombre non déterminé de soldats vietnamo-cambodgiens.

L'attaque de Phnom-Chat, par les forces vietnamo-cambodgiennes, a déjà fait plus de deux cents blessés et une quarantaine de morts parmi les quelque vingt mille réfugiés qui vivaient dans les trois camps situés autour de la colline de Phnom-Chat, en lisière de la frontière thaïlandaise.

Des duels d'artillerie, de part et d'autre de la frontière, ont été enregistrés vendredi pour le deuxième journée consécutive entre forces thaïlandaises et vietnamo-cambodgiennes. A 21 heures locales (14 heures G.M.T.), les combats entre maquisards et forces vietnamo-cambodgiennes se poursuivaient toujours.

Nicaragua

Des parlementaires américains protestent contre l'intervention de la C.I.A.

Washington *(A.F.P., Reuter)*. – Le Congrès de Washington pourrait restreindre plus sévèrement les activités des services secrets américains en Amérique centrale afin de les empêcher d'intervenir directement contre le gouvernement du Nicaragua, déclare M. Patrick Moynihan, sénateur démocrate, vice-président de la commission de renseignements du Sénat, dans une interview publiée par le *New York Times* du vendredi 1er avril.

Dans cette même interview, M. Moynihan affirme qu'un nombre croissant de parlementaires se demandent si la C.I.A. agit conformément à la loi. En décembre dernier, le Congrès a approuvé un amendement interdisant l'appui des Etats-Unis à toute force paramilitaire qui tenterait de renverser le gouvernement de Managua.

D'autre part, dans une lettre adressée vendredi au président Reagan, trente-sept membres de la Chambre des représentants ont exprimé leur inquiétude devant les informations sur l'aide apportée par la C.I.A. aux rebelles antisandinistes qui viennent du Honduras pour attaquer le Nicaragua. « *Nous pensons que les attaques actuelles*, écrivent-ils, *créent un climat dans lequel des hostilités ouvertes entre le Nicaragua et le Honduras ne sont pas à écarter. (...) Nous vous demandons instamment d'agir en stricte conformité avec nos obligations légales intérieures ainsi qu'avec celles des chartes internationales des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains.* »

LA MORT D'UN MÉDECIN FRANÇAIS

Les vérités de Pierre Grosjean

Depuis huit jours, la femme de Pierre Grosjean, le jeune médecin français tué le 26 mars dans le village de Rancho-Grande, au Nicaragua, évoque un souhait auprès de tous ceux qui lui témoignent leur affection. « *Si seulement sa mort pouvait servir à quelque chose...* » Si sa mort, plus précisément, pouvait entraîner une prise de conscience dans une France brusquement rappelée au souvenir du Nicaragua par la disparition du médecin coopérant, du glissement progressif de ce pays d'Amérique centrale vers la guerre.

Est-ce fou de le penser ? Ballottée par la houle de son chagrin, Rosangelina, jeune femme d'origine brésilienne, ne sait pas. Elle ne sait plus. L'opinion française a tant d'autres préoccupations. Jeudi, en fin d'après-midi, elle s'est rendue devant l'ambassade des Etats-Unis, à Paris, avec quelques centaines d'amis et de sympathisants pro-sandinistes. Elle voulait rappeler « *la responsabilité américaine* » dans la mort de son mari, mais cette démarche, place de la Concorde, n'a pas troublé l'indifférence générale d'un début de week-end pascal.

Certains proches de Pierre Grosjean, comme le docteur Willy Rosenbaum (président du comité de coordination scientifique et technique (C.C.S.T.) France – Nicaragua) voudraient croire à l'amorce d'une réaction. L'écho des obsèques à Vagney (Vosges), le village natal de Pierre Grosjean, l'émotion des milieux de coopérants d'Amérique latine, la prise de position du ministère des affaires étrangères, la déclaration, surtout, de M. Pierre Mauroy, qui n'a pas hésité à imputer la mort de Pierre Grosjean à « *des bandes de mercenaires armés et entraînés à l'étranger* », peuvent être considérés comme « *autant de signes* » d'un éveil de l'opinion française aux préoccupations actuelles du Nicaragua.

Les proches du jeune médecin ont conscience, en tout cas, que la mort de Pierre Grosjean a servi, dès son annonce à Managua, ceux qui souhaitent voir le gouvernement américain désigné comme le responsable indirect de la tension en Amérique centrale. « *Sans doute existe-t-il une tentative de récupération de la mort de Pierre*, explique Michèle Grosjean, l'une de ses sœurs, *mais c'est bien légitime* ». Le Nicaragua, ajoute Rosangelina, « *se débat dans d'incroyables difficultés. Il est cerné de tous côtés et abandonné* »

« Le peuple »

La famille de Pierre Grosjean évoque l'analyse faite par le médecin coopérant lui-même, « *enthousiaste* », tiers-mondiste, mais non militant, durant les semaines qui précédèrent l'attaque, le 26 mars, du village de Rancho-Grande, près de Matagalpa, par les somozistes. Elle lit notamment une lettre du frère à sa sœur, écrite le 20 mars, et qui n'a pas été postée. « *Les Américains ne sont pas fous et il le savent. Plus il y aura de problèmes, plus les gens seront contre les sandinistes. On met des bandes armées dans la montagne, dans des zones de production caféière (30 % des devises) et le tour est joué. La production s'effondre. Le régime aussi.* » Pierre Grosjean écrivait encore un peu plus loin : « *Les Américains oublient toujours un truc, comme au Vietnam ou au Salvador. Le peuple. Du moins en tant que force, car ils n'oublient pas de leur envoyer leurs bombes sur la gueule.* »

Pour ses proches, le jeune médecin coopérant, déclaré « *martyr* » de la révolution au Managua, fait chevalier de la Légion d'honneur à Paris à titre posthume, est bien une victime de la « *politique américaine en Amérique centrale* ». Même les parents de Pierre, raconte Michèle Grosjean, des commerçants vosgiens catholiques pratiquants, en sont persuadés : « *Cette vérité* », qui, par ailleurs, soulage un peu leur peine, ne doit pas être cachée. La fidélité des proches de Pierre Grosjean à la mémoire de celui-ci passe aussi pas l'évocation de ses certitudes. Rosangelina, depuis son retour en France en début de semaine, répète donc ses accusations devant les caméras. Les amis médecins du jeune coopérant, qui, comme lui, ont vécu l'expérience sandiniste, évoquent le souvenir de leur camarade en des termes qui tranchent, disent-ils, « *avec la prudence et les silences pudiques environnants* ».

Ils redoutent, plus que leur chagrin, la retombée de l'indifférence après les feux de l'actualité et les accents de l'émotion. « *Tant de morts au Nicaragua ces derniers mois*, note Willy Rosenbaum, *n'ont provoqué en Europe aucune réaction . Pourquoi cela serait-il différent avec la mort de Pierre ?* »

Que restera-t-il dans le sillage des adieux officiels et des témoignages d'amitié ? L'Amérique centrale, comme l'Amérique latine, expliquent encore les frères et sœurs de Pierre Grosjean, ne parvient pas à susciter l'intérêt des consciences européennes et françaises. Le jeune médecin l'écrivait lui-même le 20 mars : « *Les Nicaraguayens vont se faire avoir (...). Leur isolement est de plus en plus sensible.* »

PHILIPPE BOGGIO.

LA CHINE ET SES HÉROS

Lei Feng, « petite vis au service du parti »

La crise de confiance de la jeunesse chinoise – qui s'était notamment révélée à l'époque et au lendemain du « Printemps de Pékin » en 1979 – ne s'est pas dissipée. Le pouvoir tente d'y remédier en proposant aux nouvelles générations des modèles de « héros » propres à réveiller leur enthousiasme pour la révolution et la construction du socialisme.

De notre correspondant

Pékin. – La révolution a-t-elle besoin d'imbéciles ? Cette question angoissante reste toujours, en Chine, d'actualité. Un obscur fantassin de l'Armée populaire de libération, devenu par une fantastique construction de la propagande un héros du nouveau régime, y avait pourtant apporté, il a déjà plusieurs lustres, une réponse conforme à la manière carrée qui sied à la fois aux hommes de troupe et aux âmes simples. A ceux qui se gaussaient de son abnégation sans borne, de son enthousiasme, bref, de sa foi sans rivage dans le communisme, le brave soldat Lei Feng avait répliqué : « *Certains me prennent pour un imbécile. Si tel doit être le sort de ceux qui agissent comme moi, je veux bien être traité d'imbécile. La révolution a besoin de tels imbéciles, et cela vaut aussi pour l'édification du communisme* ».

Même les vérités les plus simples méritent d'être répétées. Et lorsqu'elles sortent de la bouche d'un idéologue, elles gagnent encore en force et en pureté. Rappelant récemment les propos du trop modeste soldat Lei Feng – passés à la postérité grâce aux soins vigilants des archivistes d'un *big brother* asiatique – M. Hu Qiaomu, l'interprète suprême de la pensée marxiste dans la Chine contemporaine, déclarait : « *Telle est l'essence de l'esprit de Lei Feng. Cet esprit ne sera jamais dépassé, car lui seul peut faire de notre patrie un pays fort et prospère, lui seul peut faire aller de l'avant notre société et rendre notre peuple heureux* ». Lei Feng est mort, mais, même à l'heure des quatre modernisations, « *l'esprit de Lei Feng* » vit encore.

Une loyauté indéfectible

Toutes les grandes causes ont besoin de personnages historiques ou exemplaires. L'épopée de la Longue Marche a fourni pendant longtemps à la révolution chinoise son contingent de valeureux « *fils du peuple* ». Mais ces braves parmi les braves, grognards sans peur et sans reproche, d'une loyauté indéfectible, encore qu'un peu balourds et plutôt frustes, ne pouvaient servir éternellement. Aussi bien, en 1963, Mao Zedong, dans un de ses appels messianiques restés célèbres, appelait-il la jeunesse chinoise à « *s'inspirer de l'exemple de Lei Feng* ».

Judicieux conseil, d'autant plus pertinent que l'heureux bénéficiaire de cet honneur ne pouvait protester, ayant passé l'arme à gauche un an auparavant, fauché dans la fleur de l'âge dans un stupide accident de la circulation. La « *petite vis au service du parti* » s'était brusquement bloquée dans la grande machine du destin. L'honnêteté de Lei Feng n'avait pu sonder les voies impénétrables de la providence. Mais, parfait en tout depuis son plus jeune âge, il laissait derrière lui une vie de saint achevé. Chaque écolier chinois connaît les moindres faits et gestes de ce « *modèle de civilisation spirituelle socialiste* » : sa joie à repriser ses grosses chaussettes de troupier, son bonheur à laver son linge sur une planche de bois, son plaisir à donner un coup de main aux copains dans le pétrin, son application à recopier ses leçons de marxisme-léninisme dans un petit cahier dont il ne se séparait jamais. Symbole non seulement de solidarité, de fraternité et d'entraide, valeurs premières dans une société fondée sur la cohésion collective, Lei Feng était – est – aussi celui de l'amour de la patrie, du socialisme et du parti.



Dessin de VIOLETTE LE QUÉRÉ

Trop angélique

Le temps aidant, il a fini malgré tout par présenter certains inconvénients : trop angélique dans une société de plus en plus complexe, ce paysan mal dégrossi, d'un niveau culturel assez sommaire, ne pouvait plus être donné en seul exemple à une jeunesse étudiante désormais invitée à atteindre le plus rapidement possible les sommets de la sophistication scientifique et technique. Son « histoire » était aussi un peu trop liée à celle de l'armée, sa véritable famille. Or, celle-ci n'est plus, dans la Chine d'aujourd'hui, l'unique foyer des vertus. Déjà, en leur temps, ces garnements de « gardes rouges » s'étaient moqués de ce personnage qu'ils trouvaient vraiment trop niais.

Pas question pourtant pour les idéologues de remiser Lei Feng au rayon des accessoires défraîchis. Le brave petit soldat peut encore rendre des services. A preuve : le vingtième anniversaire de l'appel de Mao a été célébré au début du mois de mars, à Pékin, en présence de sept membres du bureau politique.

Mais il convient de découvrir de nouveaux Lei Feng, plus conformes à l'époque contemporaine, des « *Lei Feng des années 80* ». Aussi, assiste-t-on depuis quelques mois à l'irruption sur la scène politico-idéologique chinoise d'une diversité de héros dont la principale fonction est de renouveler le genre.

Il y eut, voilà environ un an, la pittoresque histoire du paysan Yue Anlin. Ce saint homme était tellement passionné par l'élevage des porcs qu'il n'hésitait pas à accueillir sur sa couche des truies avec leurs petits au grand dam de son épouse légitime. Obsédé par l'idée qu'il fallait à tout prix « *frayer une nouvelle voie à l'élevage des porcs* » en Chine, il s'était mis à l'étude des langues étrangères – anglais, russe, japonais et même, oh miracle, français – afin de dévorer les ouvrages spécialisés publiés dans ces pays. Le problème qui ne le laissait pas en paix était le suivant : comment est-il possible qu'à l'étranger il faille cinq mois pour engraisser un porc jusqu'au poids de cent kilos, alors qu'en Chine il faut un an.

Yue Anlin n'eut, dans la vie publique chinoise, qu'une existence éphémère. Son histoire, apparemment, était encore plus invraisemblable que celle de Lei Feng. Mais le choix de ses « découvreurs » n'était pas innocent. D'abord, ce n'était pas un militaire. Ensuite, ce paysan était curieux de connaissances étrangères, signe que même le vaste monde des campagnes doit s'adapter à « l'ouverture » sur le monde extérieur. Enfin, et comme par hasard, Yue Anlin était originaire du Shanxi, la province dans laquelle est située l'ancienne brigade de choc de Dazhai. Individualiste, Yue incarnait en quelque sorte le contre-modèle de Dazhai.

Plus durables sont les lauriers qui ont couronné au mois de juillet dernier l'action d'un certain Zhang Hua. N'écoutant que son courage, cet étudiant en médecine de vingt-quatre ans n'avait pas hésité à sauter dans une fosse septique pour tirer d'affaire un paysan âgé de soixante-neuf ans, qui s'était fourvoyé dans ce lieu à la suite d'un malaise. Acte héroïque, mais acte inutile, les émanations méthaniques ayant été fatales au vieil homme et à son sauveteur.

Les journaux, la télévision, lancèrent aussitôt un grand mouvement conviant le peuple à « *s'inspirer de l'exemple de Zhang Hua* ». Mais, sur les campus, cette idée bizarre fut accueillie avec des risées. « *Quel gâchis*, écrivit un étudiant au *Journal de la jeunesse. Est-ce que le véritable sens de la vie est de mourir dans une fosse septique ? Est-cela toute notre ambition ?* » et certains d'aller jusqu'à comparer l'effort financier fourni par l'Etat pour la formation de Zhang Hua, l'avenir prometteur de ce futur médecin et le peu d'espérance de vie qu'avait de toute façon devant lui le malheureux paysan. M. Hu Qiaomu, déjà cité, eut beau dire que la vie de Lei Feng s'était « *prolongée dans celle de Zhang Hua* » et que « *le sang chaud du premier coulait dans le corps du second* », Zhang Hua n'était décidément pas l'ersatz idéal au modèle maoïste des années 60.

Un sacrifice tragique

Le maître-idéologue eut la main plus heureuse quelques mois plus tard dans une autre action dont il prit personnellement l'initiative. S'étant fait ouvrir les colonnes du *Quotidien du peuple*, M. Hu y célébra les mérites de deux brillants ingénieurs, d'une quarantaine d'années, Jiang Zhuying et Luo Jianfu, récemment décédés par suite de maladies, apparemment, incurables. Mais M. Hu soutenait que ces deux représentants de l'intelligentsia avaient été, en réalité, les victimes de leurs mauvaises conditions de vie et de travail et de l'indifférence de la société à leur égard. Et il s'étonnait que la presse n'ait pas accordé jusque-là plus d'attention au sacrifice tragique de ces deux savants.

Le message de M. Hu Qiaomu fut reçu cinq sur cinq. Dès le lendemain, tous les journaux entonnaient les louanges de Jiang Zhuying et de Luo Jianfu. Le but de l'opération était particulièrement clair. Renouant avec une sombre période de l'histoire chinoise, le parti avait été particulièrement dur envers les intellectuels pendant la Révolution culturelle, les reléguant au rang « *d'individus puants de la neuvième catégorie* », derrière les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments, les droitiers, les traîtres, les agents secrets et les capitalistes. Déjà, sous la dynastie mongole des Yuan (1279-1368), les lettres avaient été classées au neuvième échelon de la hiérarchie sociale entre les filles publiques et les mendiants. L'appel de M. Hu Qiaomu signifiait tout simplement qu'ils allaient maintenant émerger de ces bas-fonds pour accéder au troisième rang des couches « *parfumées* » de la société chinoise derrière les ouvriers et les paysans.

Cinq règles, quatre beautés

Mais le véritable « *Lei Feng des années 80* » a peut-être été découvert tout récemment avec la révélation du personnage de Zhang Haidi. Paralysée des deux jambes à la suite d'une maladie, cette jeune autodidacte de vingt-huit ans est devenue à force d'énergie, un être utile à la société, luttant pour créer une nouvelle vie, faite de beauté. Après avoir étudié la médecine, elle s'est mise aux langues étrangères (anglais, japonais, allemand et esperanto). Son niveau de connaissances lui a déjà permis de traduire une nouvelle de l'anglais. Elle se consacre aujourd'hui, pour l'essentiel, à l'écriture et, à temps perdu, elle pratique son hobby : l'acupuncture.

Du brave Lei Feng à la courageuse Zhang Haidi, en passant par les ingénieurs Jiang Zhuying et Luo Jianfu, l'arsenal de la propagande chinoise dispose désormais d'un éventail varié de personnages édifiants. Le robuste ancrage maoïste n'est pas abandonné, mais il est complété par des « modèles » intellectuellement plus affinés. Ces nouveaux héros de l'édification socialiste sont aussi des êtres plus soucieux des « *wu jiang, si mei* », les « *cinq règles* » traditionnelles de la bienséance, de la courtoisie, de l'hygiène, de la discipline et de la morale et les « *quatre beautés* » de l'esprit, du langage, des attitudes et de l'environnement, auxquelles viennent de s'ajouter les « *trois amours ardents* » (patrie, socialisme, parti). Un comité national pour la diffusion et l'observation de ces règles d'« *éthique socialiste* » vient d'être mis en place avec à sa tête un membre du bureau politique. Et le mois de mars est désormais, chaque année, le mois de la civilité. C'est à croire que pour atteindre le statut, auquel elle aspire, de « *pays socialiste moderne, puissant et disposant d'un haut degré de civilisation* », la Chine n'a plus seulement besoin de gentils imbéciles.

MANUEL LUCBERT.

L'Arabie Saoudite entre la tradition et la modernité

En moins de trois jours de revenus pétroliers, le roi Fahd pourrait s'offrir le palais de Buckingham. L'or noir a transformé la cité de Dieu en cité des affaires... Mais la coexistence n'est pas toujours très harmonieuse.

« Le royaume empoche chaque jour 315 millions de dollars (environ 2 milliards de francs). *Avec ce taux de revenu quotidien, les Saoudiens pourraient acheter la banque Barclays en onze jours vingt et une heures trente-six minutes, Marks et Spencer en onze jours seize heures quarante-huit minutes, la British Leyland en deux jours sept heures douze minutes... Dans le cas tout à fait théorique où le palais de Buckingham finirait sur le marché de la promotion immobilière du centre de Londres, le roi Fahd pourrait s'offrir une agréable résidence, bien située près de Saint James Park, avec le produit de moins de trois jours de pompage... Et cette richesse fantastique est partagée entre quatre à cinq millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent selon un code moral simple et sévère qui n'a guère changé depuis des siècles »*, écrit Robert Lacey dans un livre imagé, de lecture aisée (1).

Cette richesse a une origine : premier exportateur mondial, l'Arabie Saoudite détient 26 % des réserves de pétrole de la planète (30 % il y a quelques années). Et ce pétrole a fait une puissance de cet État, seul membre de l'ONU à porter le nom d'une famille, celle des Saoud. Elle a introduit dans le pays le wahhabisme – sorte de jansénisme islamique – au dix-huitième siècle, et Abdel Aziz le Grand en a fait un royaume le 18 septembre 1932, après avoir vaincu les autres tribus et unifié les deux grandes provinces : le Hejaz (la barrière), commerçant et islamique, où se trouvent les lieux saints de La Mecque et de Médine, et le Nejd (sommet d'un plateau) puritain et pétrolier. Depuis la mort de Nasser en 1970, Ryad aspire à être à la fois le rassembleur de l'islam et le chef de file du monde arabe.

La révolution des ayatollahs à Téhéran en 1978-1979 et la vague intégriste qui menace la région, la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran depuis septembre 1980, la crise que connaît l'OPEP depuis trois ans, constituent autant de dangers que redoutent les dirigeants saoudiens. Pourtant, les périls internes ne sont pas moins grands. Ils découlent de l'évolution de la société saoudienne, partagée entre la tradition et la modernité, entre les exigences de la morale et les délices de la richesse. Dès lors, les chancelleries occidentales se posent une question : quel est l'avenir de l'Arabie Saoudite, principal allié de l'Occident dans le Golfe ?

« Quand on regarde une carte de la région, *on est généralement intrigué par deux losanges situés à la frontière de l'Arabie Saoudite avec l'Irak et avec Koweït, appelés « zones neutres ».* C'est un des derniers legs de l'impérialisme britannique. Il marque un jalon dans l'histoire du royaume que racontent David Holden et Richard Johns dans un excellent ouvrage – le meilleur sur le sujet, – mais on regrette que la traduction française ait amputé 15 % de l'original en anglais (2).

Ils expliquent, en effet, qu'une conférence tenue en 1922 dans le petit port d'Ouqayr, face à Bahrein, *« garantit pour la première fois des limites à l'expansion des Saoud et imposa aux Bédouins le concept de pâturages tribaux et la notion de frontières nationales »*. Sir Percy Cox, haut-commissaire britannique à Bagdad, avait alors tracé la frontière nord du pays et délimité les deux enclaves dont l'Arabie partagerait la souveraineté avec ses deux voisins, tout en autorisant les tribus à aller y chercher des pâturages. C'est à ce moment, donc, que le royaume d'Abdel Aziz Ibn Saoud avait commencé à assumer sa transformation en État moderne.

Mais ce tournant a eu une conséquence importante. Pour réduire les tribus, Ibn Saoud, l'unificateur, s'était appuyé sur les *Ikhwans* : soldats de Dieu avides de gloire, ces Bédouins du Nejd qui portaient de grandes barbes et condamnaient tout luxe furent les précurseurs des Frères musulmans. Or, après l'accord d'Ouqayr, ils refusèrent le carcan des *« zones neutres »*, condamnèrent l'alliance avec l'Angleterre et voulurent, pour l'exemple, massacrer les commerçants du Hejaz, auxquels ils reprochaient de trop sacrifier à Mammon (le « grand Satan » de Khomeiny). Dès lors, ils représentèrent pour le roi un défi constant. Aussi, peu avant 1930, il se retourna contre leurs chefs, Fayçal al Douwich, Ibn Hithlayn de la tribu des Adjam, et Ibn Bijad, de la tribu des Oteyba. Vaincus, les Ikhwans se calmèrent mais ne disparurent pas... Un demi-siècle plus tard, ils inspireront l'action de Djouhayman Ibn Mohamed al Oteyba qui occupera la grande mosquée de La Mecque et, quinze jours durant, fera trembler la maison des Saoud.

Deux mille à trois mille princes

Entre-temps, la société s'est développée tout en conservant nombre de ses archaïsmes et en aiguisant ses contradictions internes. Ainsi, Abdel Aziz avait-il créé en 1951 le ministère de la santé et en 1967 le pays disposait-il de 663 médecins, 1 153 infirmiers et 637 infirmières, presque tous étrangers, il est vrai. Le gouvernement ouvrit trois écoles d'infirmières pour les Saoudiennes, mais les oulémas interdisant les autopsies, il dut renoncer alors à créer une faculté de médecine et envoya les Saoudiens étudier à l'étranger.

La situation faite aux femmes ne risque-t-elle pas de devenir un jour explosive ? En tout cas, note Holden, *« ceux des Saoudiens qui fréquentaient d'autres pays avaient de plus en plus tendance à choisir leurs épouses dans les pays arabes plus évolués, d'où la nécessité d'éduquer les jeunes filles »*. C'est ce qu'entreprit le roi Fayçal, tandis qu'un de ses proches constatait : *« On ne peut garder les femmes à la maison si on leur donne de l'instruction. »*

Conformément au Coran, la femme a le droit de gérer ses biens. Le régime a donc créé des banques réservées aux femmes et administrées par elles : on estime que leurs avoirs atteignent 20 % de ceux de l'ensemble des établissements ! Pourtant, les oulémas continuent à interdire aux femmes de conduire une voiture. Qu'à cela ne tienne, raconte Holden : *« Les filles des familles riches s'ennuyaient ou se sentaient frustrées au point de rouler lentement dans les villes austères et de demander à leurs chauffeurs de passer leurs numéros de téléphone aux conducteurs qui leur plaisaient. »*

Le clan des Saoud, y compris les branches collatérales, comprend peut-être vingt mille membres dont deux mille à trois mille princes qui ont la préséance, en toute circonstance, sur les roturiers parmi lesquels se recrutent les technocrates. En 1963, Fayçal, souhaitant distinguer la caisse de l'État de celle de la dynastie, avait établi deux critères pour l'attribution d'allocations royales : la proximité de sang par rapport à l'ancêtre de la famille, Fayçal Ibn Tourki, et l'âge. A titre d'exemple, les fils d'Ibn Saoud recevaient 200 000 ryals par an et jusqu'à 30 000 ryals par mois (1 ryal = 2 F) et les plus jeunes entre le cinquième et le sixième de cette somme. Il est vrai que chaque grand prince entretient de cent à mille familles de domestiques auxquels il assure dot, soins médicaux, éducation, etc.

A cela, il faut ajouter le système du *« sponsoring »* qui permet aux *« parrains »* saoudiens de prélever sur toutes les transactions avec l'étranger de substantielles commissions. L'une, restée célèbre, a atteint 17 % de plusieurs millions de dollars. Si un certain nombre de princes consacrent du temps et beaucoup d'énergie aux affaires de l'État – ce qui ne les empêche pas, parallèlement, de faire des affaires, – beaucoup d'autres se laissent vivre et vivent, leur reprochent certains, dans la débauche. Au plus bas de l'échelle figurent quelque deux millions de travailleurs immigrés et les chiites des villages de Qatif, Safwa et Seihat. Ces derniers fournissent les meilleurs ouvriers du pétrole ; estimant être méprisés par le pouvoir central, ils avaient fait grève dans le passé et se sont livrés à des violences, pillant des magasins et brûlant des voitures, en décembre 1979.



Les méfaits de l'enrichissement (Caricature de Réalités, *Tunis)*

Le système est-il malsain ? En tout cas, le 20 novembre 1979, premier jour de l'année 1400 de l'hégire, un homme de quarante ans, barbu et échevelé comme les Ikhwans dont il se réclame, Djouhayman Ibn Mohamed Oteyba, s'empare de la grande mosquée de La Mecque. Holden et Johns font le récit le plus complet dont on dispose en français sur l'événement. Ils notent qu'après avoir démissionné de la garde nationale il avait publié de violents pamphlets qui lui avaient valu d'être arrêté avec quatre-vingt-dix-huit autres personnes en 1978.

L'armée, cette inconnue

Pourquoi a-t-il été libéré et comment a-t-il échappé à la vigilance de la police ? On peut se poser cette question, à bien des égards embarrassante pour les autorités. En effet, dans ses textes, il développait l'argument suivant : *« Les dirigeants musulmans qui ne respectent pas le Coran et la Sunna ne méritent pas qu'on leur obéisse mais qu'on s'oppose à eux. La famille royale est de ceux-ci ; elle est corrompue et cupide, elle détourne la loi pour parvenir à ses propres fins et elle s'allie avec des non-croyants et des athées. »* Les Saoud ne respireront que lorsque le 9 janvier 1980 roulèrent dans le sable de huit villes les soixante-trois têtes des conjurés qui avaient survécu au siège de la grande mosquée.

Les autorités ont, depuis, commencé *« à reconnaître les problèmes causés par la désintégration de la vie pastorale des Bédouins, la migration des ruraux vers les centres urbains, la disparité grandissante entre les niveaux de vie des ruraux et des citadins, et, enfin, par l'échec d'une distribution équitable des richesses de l'État »*. Elles sont devenues plus vigilantes. Mais cela suffira-t-il quand on sait qu'aux yeux de tous les observateurs l'armée constitue une autre inconnue.

Forte de trente-cinq mille hommes, cette armée, qui avait déjà couvé une conspiration en 1969, dispose d'armes représentant quelque 10 milliards de dollars, *autant que celle du chah* avant sa chute, tandis que quarante mille Américains, présents dans le royaume, travaillent pour des contrats d'armements. Robert Lacey considère néanmoins que l'Arabie Saoudite ne sera pas un nouvel Iran parce qu'elle est un pays essentiellement tribal, où jouent les solidarités face au danger. Holden et Johns estiment, eux, que l'armée *« représente un facteur potentiel de déstabilisation, car ceux qui rejoignent ses rangs sont en grande partie détribalisés »*. Ce qui est sûr, c'est que pour encourager leur fidélité le gouvernement a doublé les soldes au printemps 1981 : celle d'un lieutenant passant à 8 209 ryals par mois et celle d'un général à 21 561 (respectivement 56 000 et 140 000 francs environ).

Alors, quel avenir pour le royaume ? Dans un ouvrage synthétique et dense, le baron Georges de Bouteiller (3), qui a été ambassadeur de France à Djedda de 1968 à 1975, lance une mise en garde qui s'adresse surtout aux États-Unis : *« L'Occident ferait bien de chasser l'illusion que les civilisations étrangères se laissent modeler à sa convenance... et qu'on peut tout réduire à un grand schéma géo-politique. Tel le triangle magique Arabie Saoudite-Égypte-Israël, avec l'Amérique au centre. Une alliance de l'argent, du nombre et de la technique imaginée par quelque penseur en chambre de Washington. »* Mais il conclut prudemment sur une interrogation : *« Étrange destin en vérité que celui de l'Arabie Saoudite. Défenseur du monde libre. Pilier de son économie. Mais gestionnaire de l'Eternel en des temps de contestation... Cité de Dieu, cité des affaires et de la technologie occidentale. Laquelle l'emportera dans le défi du quinzième siècle de l'hégire au vingt et unième siècle scientifique ? »*

Face à cette interrogation, Robert Lacey, reprenant l'argumentation des Saoudiens, se montre optimiste. Il note que les Occidentaux croient que la vie dans le royaume ressemblera un jour à la vie ailleurs et ajoute : *« Aucun Saoudien ne partage cette conviction. Nous pensons que tôt ou tard l'Arabie deviendra soit occidentalisée et riche, soit islamisée et pauvre... mais les habitants du royaume ne voient pas pourquoi ils ne pourraient pas conserver le meilleur de ces deux modes de vie. »*

Richard Johns, qui a achevé le livre commencé par David Holden, assassiné au Caire dans des circonstances mystérieuses et jamais élucidées, donne, lui, une réponse pessimiste. *« Alors que je regardais de ma chambre d'hôtel la ville de Ryad avec ses bâtiments élégants et éclatants*, écrit-il, *je me souvins des réflexions que fit D. van der Meulen après qu'il eut visité, en 1952, les ruines de Diriya, berceau ancestral de la maison des Saoud* (détruit en 1819 par Ibrahim Pacha, fils de Méhémet Ali, vice-roi d'Egypte). *Vingt-neuf ans plus tard, ses mots me semblaient sonner toujours juste. »* Le wahhabisme est en ruine. La capitale, dont la grandeur et la richesse n'ont jamais connu d'égales dans l'Arabie centrale, est le témoin d'une ruine plus grande, bien plus grande que la première, parce que cette fois la ruine est spirituelle. *« Mais le royaume est-il toujours là ? »*, conclut-il sans qu'on sache s'il veut tempérer la sévérité de son jugement ou marquer son étonnement...

PAUL BALTA.

(1) *Le Royaume. La grande aventure de l'Arabie Saoudite, 1744-1982*, Presses de la Renaissance, Paris, 1982, 560 pages, 79 F.

(2) La Maison des Saoud, 1902-1980, Ed. Ramsay, Paris, 1982, 564 pages, 120 F.

(3) *L'Arabie Saoudite. Cité de Dieu. Cité des affaires. Puissance internationale*, PUF, Paris, 1981, 224 pages, 85 F.

LES ENTRETIENS ISRAÉLO-LIBANAIS

Beyrouth dément qu'un accord ait été conclu pour le maintien de la sécurité au Sud-Liban

M. Elie Salem, ministre libanais des affaires étrangères, a démenti, vendredi 1er avril, qu'un accord libano-américano-israélien ait été conclu pour la formation d'un comité militaire conjoint chargé du maintien de la sécurité au Sud-Liban après le retrait des troupes israéliennes. Il a précisé qu'une proposition dans ce sens avait été faite lors des dernières négociations israélo-libanaises de jeudi à Kyriat-Shmoneh, mais qu' *« aucun accord n'avait été conclu »*.

Un porte-parole libanais a ajouté que *« toute spéculation sur la conclusion d'un accord était prématurée »* et que *« les détails diffusés au sujet des patrouilles mixtes israélo-libano-américaines étaient inexacts et trompeurs »*. De même, à Washington, le gouvernement américain s'est refusé à confirmer la conclusion d'un *« accord de principe »* sur la création de *« patrouilles communes »*.

● A JÉRUSALEM, M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, a jugé *« étonnante »*, vendredi, la décision du président Ronald Reagan, annoncée la veille, de ne pas livrer à Israël des chasseurs-bombardiers F-16 tant que l'armée israélienne ne se sera pas retirée du Liban. *« Le président Reagan sait parfaitement*, a dit M. Shamir dans une interview télévisée, *que l'opération Paix pour la Galilée n'était inspirée par aucun désir de conquête. Nous avons simplement cherché à éloigner le danger terroriste de nos frontières. Ayant agi dans ce sens, nous n'avons plus rien à faire au Liban, sinon négocier pour que la situation antérieure au 6 juin ne se reproduise pas. »*

« Nous ne sommes pas toujours parfaitement d'accord avec Washington, et les Etats-Unis ont leurs propres impératifs dans la région, mais il n'en reste pas moins que nous approchons d'un accord sur le retrait du Liban », a poursuivi M. Shamir, qui a affirmé par ailleurs que l'État hébreu souhaitait *« un Liban indépendant »*. *« Un voisin libre de toute présence étrangère est le meilleur garant de notre sécurité »*, a-t-il estimé. Il a ajouté que *« les forces de l'O.L.P. doivent partir du Liban en même temps que les Syriens »* et affirmé qu'il existe un *« consensus international »* à ce sujet.

M. Shamir a pourtant justifié les exigences israéliennes qui empiètent sur la souveraineté libanaise, estimant que *« le Liban n'est pas dans une situation normale après avoir été occupé pendant sept ans par les Syriens et l'O.L.P. Nous devons quitter le Liban, mais trouver des arrangements de sécurité. Ceux-ci entament d'une certaine manière sa souveraineté. Cela n'a rien d'extraordinaire, et c'était déjà le cas dans nos accords avec l'Égypte qui a accepté la présence d'une force multinationale dans le Sinaï. Nous voulons croire que dans l'avenir le Liban pourra assurer pleinement sa souveraineté, mais il est évident que, dans les deux prochaines années, cela ne peut être le cas »*. M. Shamir a enfin réitéré avec force l'exigence israélienne de voir le commandant dissident libanais Saad Haddad et ses milices faire *« partie intégrante des arrangements de sécurité »*.

● A AMMAN, M. Arafat s'est entretenu vendredi soir avec le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane. A l'issue de cet entretien, le chef du comité exécutif de l'O.L.P. s'est refusé à toute déclaration, disant seulement qu'il souhaitait attendre d'être reçu par le roi Hussein avant de faire des commentaires. Cette entrevue, déjà ajournée à deux reprises, pourrait avoir lieu ce samedi.

M. Arafat a cependant tourné en dérision la décision du président Reagan de ne pas reprendre la livraison des F-16 américains tant que les troupes israéliennes ne seraient pas retirées du Liban.

● A PARIS, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, parlant vendredi 1er avril sur Antenne 2, a, en revanche, jugé *« bon »* que les Etats-Unis ne livrent pas d'avions F-16 aux Israéliens tant qu'ils ne se retireraient pas du Liban. Le ministre a déploré que les négociations israélo-libanaises ne puissent aboutir, *« certaines conditions posées par les Israéliens n'étant pas acceptables »* par le Liban.

Interrogé sur la décision de l'Assemblée des Nations unies d'organiser une conférence sur la Palestine à Paris, au siège de l'UNESCO en août, le ministre a regretté ce choix. *« Nous ne voyons pas ce qu'elle* [la conférence] *va apporter, si ce n'est l'expression de thèses extrémistes qui ont déjà été exprimées bien des fois et qui ne nous rapprocheront pas de la paix »*, a dit M. Cheysson. Il a rappelé que la France n'avait pas été *« consultée »* et n'avait pas donné son accord lors du vote de l'Assemblée, mais qu'elle était *« tenue par une convention diplomatique avec les Nations unies de laisser se dérouler une conférence dans les bâtiments de l'UNESCO. Nous ne pouvons pas l'empêcher »*.

D'autre part, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, est attendu mardi 5 avril à Paris, porteur d'un message du président Moubarak à M. Mitterrand. Il partira ensuite pour Washington.

La campagne des pacifistes européens

(Suite de la première page.)

Deux thèmes dominent cette offensive contre les pacifistes : celui selon lequel ils font le jeu de Moscou et celui, repris par M. Claude Cheysson dans son intervention de vendredi, selon lequel le pacifisme au lieu de servir la paix la dessert.

Avant même la conférence de presse de M. Gromyko, on ne se faisait guère d'illusions dans les pays occidentaux, quant à la réponse qu'allait faire Moscou à la proposition américaine d'accord intérimaire à Genève. On ne se privera pas de reprocher aux pacifistes d'avoir encouragé la réponse négative formulée ce samedi par le ministre soviétique. Même s'ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble d'un mouvement assez diversifié dans ses objectifs, les Verts ouest-allemands avaient en effet catégoriquement repoussé cette proposition, avant le Kremlin, et avec des arguments assez proches des siens : elle maintient, ont-ils dit, un *« réarmement américain »* face à un *« désarmement soviétique »* puisque Moscou est invité à réduire son arsenal stratégique tandis qu'un déploiement partiel des fusées de l'OTAN reste prévu.

Ni cette proposition américaine, ni les plans futuristes exposés pas le président Reagan à propos d'un système de défense anti-missiles qui mettrait les populations à l'abri de tout conflit nucléaire n'ont, si l'on en juge par la mobilisation de ce week-end pascal, érodé pour l'instant le mouvement pacifiste européen. Mais l'offensive lancée de Washington pour le contrôle psychologique des opinions européennes ne fait, semble-t-il, que commencer.

C. T.

M. Gromyko rejette la proposition de M. Reagan sur les euromissiles

Moscou *(A.F.P., U.P.I.)*. – Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a déclaré ce samedi 2 avril que la dernière proposition de M. Reagan sur les armements avait accentué la divergence entre les positions américaines et soviétiques aux négociations de Genève sur les euromissiles.

« On a dit que sa proposition (à M. Reagan) *sur les missiles à moyenne portée ouvrait la voie d'un accord, la voie de la paix. Non. (Niet.) Cette assertion est fausse. Ce n'est pas le chemin de la paix ni celui d'un accord »*, a dit M. Gromyko au cours de la première conférence de presse qu'il a tenue à Moscou depuis 1979.

Le président des Etats-Unis a proposé mercredi 23 mars que, faute d'un accord possible sur le bannissement total des fusées nucléaires à moyenne portée en Europe *« option zéro »*, les Américains et les Soviétiques en limitent le nombre au plus bas niveau possible. (*Le Monde* du 25 mars.)

La *« solution intérimaire »* proposée par M. Reagan est *« inacceptable »*, a ajouté M. Gromyko, qui a souligné que l'U.R.S.S. *« ferait tout »* pour préserver l'équilibre des forces qui, selon elle, existe depuis plusieurs années entre l'Est et l'Ouest. Au cas où cet équilibre serait affecté par un déploiement de nouveaux missiles de l'OTAN en Europe occidentale, *« l'U.R.S.S. prendra des mesures pour défendre ses intérêts légitimes »*, a-t-il dit.

Les logiques d'une élection intermédiaire

Il existe une logique des élections intermédiaires. Une récente journée d'études de l'Association française de science politique a souligné cet aspect particulier des élections locales dans les systèmes de partis bipolarisés, qui se caractérise par le recul des formations gouvernementales par rapport à l'élection antérieure.

En Allemagne fédérale, la coalition au pouvoir recule dans quatre-vingts des quatre-vingt-deux élections aux Parlements de Länders intervenuesdepuis la guerre. En Grande-Bretagne, la régression du parti gouvernementalest également la règle, Mme Thatcher ayant seule, au cours de cette dernière décennie, fait exception, au lendemain des Malouines. Dans cette pespective, le recul de la coalition gouvernementale à l'élection intermédiaire se caractérise, au-delà des structures électorales, par le départ d'une fraction de ses anciens sympathisants, l'abstentionnisme différentiel qui frappe ses partisans et le caractère potentiellement réversible de ce double abandon. Les échecs de la droite aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977, comme ceux de la gauche aux cantonales de 1982 et aux municipales de 1983, indiquent clairement que la France n'échappe pas à ce modèle général. L'enquête conduite par l'IFOP pour R.T.L. à la sortie des bureaux de vote (1) en apporte une spectaculaire confirmation.

Deux grands blocs d'électeurs fidèles

La norme dominante reste bien entendu la stabilité. De l'élection présidentielle de 1981 à la consultation municipale de 1983, plus des deux tiers de l'électorat, plus de 80 % de ceux qui ont voté aux deux élections, sont des électeurs fidèles de la gauche et de la droite, dont ils constituent les solides noyaux. A la question : « *A quel moment avez-vous pris votre décision de voter pour la liste ou le candidat pour lequel vous venez de voter ?* », 60 % des votants ont répondu : « *Depuis toujours je vote comme ça* », et 20 % : « *Il y a déjà plusieurs mois.* »

Trois facteurs structurent en se combinant ces électeurs permanents de la gauche ou de la droite : la tradition politique familiale, la syndicalisation, la distance à l'égard de l'Église catholique. Alors que, dans l'ensemble de l'échantillon, le pourcentage de votes à gauche est de 45 %, il s'élève d'un coup à 85 % chez les syndiqués C.G.T., C.F.D.T ou F.E.N. et à 95 % chez ceux d'entre eux qui se déclarent « sans religion ».

De manière analogue, le pourcentage de votes de droite passe de 53 % dans l'ensemble à 64 % chez les non-syndiqués et à 80 % chez ceux d'entre eux qui « vont à la messe tous les dimanches ».

Inutile de s'appesantir sur ces électeurs stables, sinon pour souligner que la tendance à la désyndicalisation que l'on constate depuis quelques années, de même que la diminution de la pratique religieuse catholique ont probablement réduit quelque peu leurs effectifs et peuvent expliquer la volatilité accrue de l'électorat.

(Voir tableau I.)

Plus de 14 % d'électeurs mitterrandistes gagnés par la droite

Ce sont eux qui ont fait pour l'essentiel la décision du premier tour. Les données de l'enquête permettent d'esquisser leur portrait et de mieux cerner leurs motivations. A la première analyse, ces électeurs changeants constituent comme une réduction de l'électorat mitterrandiste de 1981 : un électorat moyen un peu insaisissable, un peu plus masculin, un peu plus jeune, un peu plus issu des couches moyennes salariées, mais pas de gros écart, rien qui prête au gros titres.

Quelques spécificités cependant. En premier lieu, il s'agit d'électeurs moins stabilisés par les structures culturelles de la gauche et de la droite, moins encadrés par le syndicalisme (87 % ne sont pas syndiqués), plus éloignés de l'incroyance ou de la pratique religieuse, plus tardifs à prendre leur décision (34 %, contre 11 % dans l'ensemble, ont décidé leur vote dans les derniers jours) parce que plus en lutte aux pressions contradictoires.

Il s'agit également, pour une partie d'entre eux du moins, d'électeurs sensibles aux enjeux locaux, à la personnalité du maire ou de son challenger : leur proportion s'accroît dans les communes de droite, surtout R.P.R., et est au contraire minimale dans les communes à tradition socialiste. On peut estimer à près d'un tiers (4 % sur 14 %) ces « mitterrandistes » présidentiels redevenus pour des raisons locales des électeurs de droite.

Parmi ces électeurs changeants et en particulier parmi ceux qui semblent plutôt influencés par leur jugement général sur l'action du gouvernement, l'ampleur de l'enquête permet de repérer certains groupes spécifiques que leur petitesse numérique exclut des analyses d'opinion classiques : avec la prudence qu'imposent leurs effectifs malgré tout réduits (entre 100 et 150 personnes) et en attendant des analyses complémentaires, on peut en signaler trois dont le taux de changement de gauche à droite depuis deux ans est particulièrement élevé, même si leur poids dans l'ensemble de l'électorat reste naturellement limité : les personnes qui se classent elles-mêmes israélites (est-ce une conséquence de la politique extérieure française à l'égard des problèmes du Proche-Orient ?) ; les syndiqués Force ouvrière (faut-il y voir une nouvelle étape du glissement à droite de cette confédération ?) ; enfin ceux des plus jeunes électeurs qui ont connu au cours des années récentes une période de chômage. Pour ces derniers et particulièrement pour ceux d'entre eux qui, installés à leur compte, doivent régler un loyer, la gauche n'a pas apporté de solution aux problèmes très concrets qu'ils doivent quotidiennement résoudre. De ce fait, c'est dans cette tranche d'âge que se fait le plus sentir le recul de la gauche par rapport aux municipales de 1977.

Au-delà de ces groupes spécifiques, un élément commun caractérise ces « déçus du socialisme », qui étaient loin d'être tous socialistes : leur centrisme fondamental. Près des trois quarts se classent sur les deux positions centrales de l'axe gauche-droite et c'est parmi les sympathisants radicaux de gauche, écologistes, C.D.S. et radicaux de droite que ces électeurs sont proportionnellement le plus nombreux.

Leur changement, ils le disent eux-mêmes, constitue principalement un vote d'avertissement (38 %). Ils n'étaient pas définitivement fixés à gauche (plus de 20 % d'entre eux étaient d'anciens électeurs conservateurs, surtout chiraquiens, ou écologistes du premier tour de l'élection présidentielle). Ils n'ont pas définitivement abandonné l'actuelle coalition gouvernementale (23 % seulement ont voulu manifester leur « opposition au gouvernement »). Le chômage a constitué leur principale préoccupation, particulièrement pour les plus jeunes. Le sentiment d'insécurité a plus joué pour les plus âgés.

(Voir tableau II.)

Un recul atténué par la dimension locale du scrutin

Cette hémorragie d'électeurs mitterrandistes de 1981 n'est qu'en faible partie compensée par un gain d'électeurs de droite : à peine 4 % des électeurs de M. Giscard d'Estaing le 10 mai 1981, soit 2 % de l'ensemble de l'échantillon. Très également répartis dans toutes les catégories d'analyse, ces nouveaux électeurs de gauche sont moins des convaincus du socialisme gouvernemental que du socialisme municipal. Leur vote s'explique essentiellement par la dimension locale du scrutin et on le trouve principalement dans les communes à maire socialiste.

On retrouve ici en filigrane cette fameuse prime au sortant, sur l'importance de laquelle se sont tous interrogé les observateurs à la veille du scrutin. Le solde entre électeurs gagnés et électeurs perdus s'établit ainsi pour la gauche à – 9 dans les communes gérées par un R.P.R., – 6 dans les communes U.D.F., – 5 dans les communes communistes et – 2 dans les communes socialistes.

Les trois variables du second tour

Le léger redressement de la gauche au second tour, qui ne fait qu'atténuer son recul du premier, résulte de l'addition de trois éléments : la mobilisation des abstentionnistes du premier tour, plus souvent anciens électeurs de F. Mitterrand que de M. Giscard d'Estaing et qui ont soutenu les listes de gauche dans une proportion de 60 %-40 % ; le report massif des électeurs écologistes du premier tour (près des trois quarts) sur les listes de gauche : enfin des gains marginaux mais parfois décisifs dans les petites listes classées divers droite.

(Voir tableau III.)

On retrouve bien en définitive les quatre composantes essentielles des élections intermédiaires : la stabilité des noyaux électoraux, l'abstentionnisme différentiel du premier tour au détriment de la gauche, dont témoigne *a contratio* la mobilisation différentielle du second tour en sa faveur, l'évolution vers la droite d'une fraction de l'électorat présidentiel de M. Mitterrand, facteur décisif du verdict électoral, enfin le caractère éventuellement réversible de cette évolution, puisque plus du tiers de ces « mitterrandistes » déçus, 36 % exactement, déclarent souhaiter la victoire de la gauche en cas d'élections législatives. Pour les élections décisives, les jeux restent ouverts.

JEAN-LUC PARODI.

(Maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques ; conseiller pour les études politiques de l'IFOP.)

(1) Enquête réalisée en deux parties, la première le 6 mars 1983 auprès de 9 351 personnes représentatives de la population des villes de plus de 9 000 habitants, la seconde auprès de 4 394 personnes le 13 mars dans huit villes différentes.

TABLEAU I

	PERMANENTS DE LA GAUCHE %	« MITTERRANDISTES » GAGNÉS PAR LA DROITE %	« GISCARDIENS » GAGNÉS PAR LA GAUCHE %	PERMANENTS DE LA DROITE %
ENSEMBLE DES VOTANTS (1)	40	7	2	41
SEXE				
– Hommes	43	8	2	38
– Femmes	36	6	2	45
AGE				
– 18-24 ans	36	6	2	24
– 25-34 ans	50	9	3	31
– 35-49 ans	43	7	2	43
– 50-64 ans	38	8	2	47
– 65 ans et plus	28	5	2	56
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ				
– Ouvriers	58	6	2	23
– Employés	46	9	2	35
– Cadres moyens	39	9	1	44
– Inactifs, retraités	31	5	2	50
– Cadres supérieurs	30	7	1	55
– Industriels, commerçants, artisans	19	7	3	64
– Professions libérales	17	7	1	66
APPARTENANCE SYNDICALE				
– C.G.T.	86	3	2	4
– C.F.D.T.	74	6	1	14
– F.E.N.	85	2	1	9
– F.O.	45	12	1	36
– C.G.C.	19	7	1	67
– Autres	23	10	2	58
– Non syndiqués	33	7	2	47
APPARTENANCE RELIGIEUSE				
– Catholiques pratiquants réguliers	10	6	2	73
– Catholiques pratiquants irréguliers	22	8	3	57
– Catholiques non pratiquants	43	8	2	39
– Protestants	48	6	3	35
– Israélites	28	25	1	27
– Sans religion	71	4	1	13
APPARTENANCE POLITIQUE DU MAIRE SORTANT				
– P.C.	47	7	2	35
– P.S.	46	5	3	35
– U.D.F.	29	8	2	52
– R.P.R.	29	10	1	46
POSITION SUR L'AXE GAUCHE-DROITE				
– Gauche	87	4	1	3
– Centre	28	12	3	48
– Droite	2	3	1	83

(1) Total inférieur à 100 en raison des non-réponses à la reconstruction du vote présidentiel.

TABLEAU II

« Parmi les possibilités suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre état d'esprit ? »	« MITTERRANDISTES » GAGNÉS PAR LA DROITE %
« J'ai voulu manifester mon soutien au gouvernement »	7
« J'ai voulu donner un avertissement au gouvernement »	38
« J'ai voulu manifester mon opposition au gouvernement »	23
« Je n'ai pas tenu compte de mon attitude à l'égard du gouvernement »	32

« Parmi les problèmes suivants, quel est celui qui a le plus compté dans votre vote aujourd'hui ? »	« MITTERRANDISTES » GAGNÉS PAR LA DROITE %
Le chômage	39
L'inflation	15
L'insécurité	22
Les impôts locaux	14
Les immigrés	11
L'enseignement privé	7

TABLEAU III

	VOTE AU SECOND TOUR	
	Listes de gauche	Listes de droite
Listes de gauche	97	3
Listes écologistes	74	26
Abstentionnistes du 1er tour	60	40
Listes divers droite	19	81
Listes de droite	4	96

M. Defferre est réélu maire de Marseille

Marseille. M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a été réélu pour la sixième fois consécutive, vendredi 1er avril, maire de Marseille par soixante-quatre voix (socialistes et apparentés, communistes, groupe d'action municipale, économique et social, écologistes) sur soixante-quatre votants. Les trente-sept conseillers R.P.R. et U.D.F. n'ont pas pris part au vote et ont quitté la salle (1).

De notre correspondant régional

Dès l'ouverture de la séance, après le discours de la doyenne d'âge, Mme Irma Rapuzzi, sénateur (P.S.) des Bouches-du-Rhône, M. Jean-Claude Gaudin a tenté de prendre la parole pour « *une explication de vote* ». Mme Rapuzzi a refusé de lui donner satisfaction en lui rappelant que selon la loi « *l'élection du maire a lieu à bulletin secret sans débat* ». Applaudi par les élus de l'opposition et hué par ceux de la majorité, M. Gaudin a insisté sans succès, puis a quitté l'enceinte municipale entraînant avec lui l'ensemble des élus R.P.R. et U.D.F. « *Je voulais expliquer aux Marseillaises et aux Marseillais*, a déclaré M. Gaudin, à sa sortie de la mairie, *comment l'élection de M. Defferre a été acquise. Il sera le seul maire de France à avoir moins de voix que son concurrent puisque ma liste a obtenu 3 438 suffrages de plus que la sienne sur l'ensemble de la ville. Je voulais également condamner les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne électorale entre les deux tours, les scandaleux amalgames et tout ce qui a pu être fait avec la complicité de l'Etat et de hauts fonctionnaires. Nous avons saisi la justice des fraudes qui ont été commises. Tant qu'elle n'aura pas rendu sa décision, je considère que l'actuelle municipalité est une municipalité de fait et non de droit.* » M. Defferre commentant cet incident a déclaré : « *J'espère, qu'il s'agit là d'un mouvement de mauvaise humeur ou de dépit* (...) *et que l'opposition remplira à l'avenir pleinement son rôle à l'égard du conseil municipal et de la majorité.* »

Sur les trente postes d'adjoints, treize ont été distribués aux socialistes dont le premier qui sera occupé par M. Jean-Victor Cordonnier, et le troisième par M. Michel Pezet, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et secrétaire de la fédération du P.S. des Bouches-du-Rhône (*le Monde* du 2 avril).

Conformément aux accords qui avaient été conclus avant les élections, les communistes disposent de onze postes d'adjoints, dont celui de deuxième adjoint, attribué à M. Georges Lazzarino, secrétaire de la fédération du P.C.F. des Bouches-du-Rhône.

Les radicaux de gauche et les représentants des groupes socio-professionnels ont respectivement obtenu, deux et quatre postes d'adjoints.

GUY PORTE.

(1) Le nouveau conseil municipal de Marseille est composé de soixante-quatre élus de la majorité, (trente-quatre socialistes, quinze communistes, quatre radicaux de gauche, dix divers gauche et un écologiste) et de trente-sept élus de l'opposition, (dix-huit R.P.R., dix-sept U.D.F., quatre P.R., deux C.D.S., un radical socialiste et de deux élus de la liste Marseille-sécurité).

M. Gilbert Gasperi, l'un des deux élus de la liste Marseille-sécurité qui avait fusionné au second tour avec les listes de M. Gaudin, s'est apparenté au groupe U.D.F. Le second, M. Bernard Manovelli (ex-R.P.R.), a déclaré de son côté ne faire partie d'aucun groupe.

L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le « plan de rigueur » sera examiné le 21 avril par l'Assemblée nationale

Les vacances des parlementaires sont terminées. Conformément à l'article 28 de la Constitution, la session de printemps de l'Assemblée nationale et du Sénat s'est ouverte samedi 2 avril. Députés et sénateurs ne seront pas, pour autant, privés de week-end pascal.

Les séances de samedi devaient être purement formelles, l'Assemblée nationale devait simplement élire son bureau (à l'exception du président, élu pour toute la législature) et constituer ses commissions ; chacune de celles-ci devant ensuite désigner son bureau.

Le travail législatif ne commencera véritablement que le mardi 5 avril avec la discussion de plusieurs textes, relatifs notamment à la garantie du titre des matières d'or (à l'Assemblée) et à la nomination d'attachés d'administration en qualité de magistrats (au Sénat).

Les choses les plus sérieuses seront pour le lendemain, lorsque le premier ministre engagera la responsabilité de son gouvernement.

La déclaration de politique générale que fera M. Pierre Mauroy donnera lieu au premier grand débat depuis les élections municipales. L'opposition se propose de se fonder sur les résultats du scrutin de mars pour réaffirmer que le gouvernement est « *dévalué* », tandis que le premier minisre s'emploiera à rallier la majorité au plan d'austérité. A l'occasion de la fin des premières assises nationales des retraités et personnes âgées, M. Mauroy a souligné, vendredi 1er avril, que « *l'impératif de justice sociale ne sera pas sacrifié sur l'autel de la rigueur* ».

Le débat du 6 avril continuera le 21, date à laquelle l'Assemblée nationale devra examiner les textes qui traduiront les mesures de rigueur dans le domaine législatif. Ces textes doivent être adoptés par le conseil des ministres du 13 avril. Le Sénat ne pourra en discuter qu'au début du mois de mai. Les nouvelles règles économiques, du moins celles qui nécessitent en texte de loi, ne pourront ainsi entrer en application avant le mois de juin.



Société

LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES DE LA VIE

La précocité insoupçonnée du nouveau-né

De qui le nouveau-né est-il la propriété ? De ses parents, des pédiatres, des psychiatres, des psychanalystes ? Plus que tout cela encore, n'est-il pas avant tout un prisonnier ? Un prisonnier enserré dans ses fantasmes premiers, dans ses attachements précoces, dans l'imaginaire de sa mère ?

Que sait faire le nouveau-né ? Est-il le « tube digestif » que décrivait la pédiatrie classique, jusqu'à ces dernières années ? Est-il aveugle et sourd, comme le veut la tradition ? Est-il au contraire capable, dès sa naissance, de percevoir le monde qui l'entoure, singulièrement l'univers maternel ? Et d'agir sur cet univers ? Pour la deuxième fois en trois ans, à Cannes après Lisbonne (1980), plus de mille cinq cents spécialistes se sont posé, ensemble, ces questions.

Ce deuxième « Congrès mondial de psychiatrie du nourrisson » aura assurément été celui des retrouvailles et des interrogations. Retrouvailles de spécialistes dont l'objet d'étude – le jeune enfant – est commun : pédiatres, psychiatres d'enfants en particulier ; interrogations sur le passé récent et sur l'avenir. Les trente dernières années montrent en effet que les connaissances relatives au développement du nourrisson progressent de manière vertigineuse. Mais elles posent aussi la question de leur possible intégration.

Dans la tradition médicale européenne, observation et traitement du nouveau-né étaient par nature le domaine des neurologues et des neurophysiologistes. Les médecins décelaient les troubles neurologiques et moteurs du nourrisson, établissaient des échelles d'évaluation, jaugeaient son « éveil » et élaboraient son « quotient de développement », auquel était attribuée une certaine valeur prédictive. Le nouveau-né, disait-on, mène une vie purement végétative, animée de réflexes archaïques et de fonctionnements automatiques.

Certes, les travaux des psychanalystes de la première, puis de la seconde génération, avaient permis, à partir des récits et des associations fournis par les adultes, de reconstituer les étapes essentielles de la formation de la personnalité. Mais la psychanalyse s'était peu, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, attachée à l'observation directe des premiers stades du développement.

C'est, en Grande-Bretagne, avec les travaux d'Anna Freud et, aux Etats-Unis, avec ceux de René Spitz qu'apparurent les premières descriptions du comportement infantile perturbé. Ainsi Spitz décrivit-il de manière très précise les carences définitives du développement provoquées par les déficiences massives de soins maternels, les séparations, les abandons, voire les hospitalisations. Sa description de l' « hospitalisme » de l'enfant irrémédiablement endommagé du seul fait d'un défaut de contact prolongé avec sa mère ne devait jamais être remise en question.

Sur cette lancée, un psychanalyste anglais, John Bowlby, fut chargé par l'Organisation mondiale de la santé d'une enquête d'envergure sur l'importance des soins précoces, travail paru en France au début des années 50 sous le titre *Soins maternels et santé mentale*. Bowlby y décrivait un élément crucial du développement somatique et psychique du nouveau-né, l' « attachement », mécanisme essentiel, structurant, fondé sur le lien du nourrisson avec sa mère.

La vue et l'ouïe dès la naissance

Les enseignements de l'éthologie, l'étude du comportement animal précoce, singulièrement celui des primates, devaient apporter à la suite des travaux de l'Américain Harry Harlow de nouveaux éléments d'observation, et leur transposition à l'homme constitue aujourd'hui les fondements de l'éthologie humaine.

D'autre part, l'application directe des modes d'interprétation psychanalytique à l'étude des *tout-petits* – tendance très récente, dont témoignent en France, notamment, les travaux des professeurs Serge Lebovici (1), René Diatkine et du docteur Michel Soulé – ouvrent l'abord de la dynamique inconsciente des interactions entre la mère et le nouveau-né.

La pédiatrie n'est pas demeurée en reste dans ce foisonnement (2), et l'ensemble de ces approches permet aujourd'hui de connaître des éléments jusque-là insoupçonnés du développement *précoce*.

Ainsi sait-on à présent, souligne le docteur Julien Cohen-Solal (Paris), que les enfants naissent munis de capacités sensorielles considérables : ils voient dès la naissance, contrairement à un mythe répandu (*hypermétropes, ils* disposent d'un vingtième de vision), ils entendent, reconnaissent dès l'âge de cinq jours l'odeur de leur mère et le goût de son lait. Quelques semaines après sa naissance, le nourrisson exprime des « *sentiments* », *tels que* la joie, la douleur, la recherche du sommeil, et poursuit avec sa mère l'établissement d'un « *dialogue tonique* », pour reprendre l'expression du professeur Julian de Ajuriaguerra (professeur honoraire au Collège de France), *un dialogue vocal*, tactile et affectif que les congressistes réunis à Cannes ont dénommé l'« *accordage* » (professeur Daniel Stern, université Cornell, New-York) ou la « *concordance* ».

A quatre mois, le nouveau-né est, normalement, joyeux. c'est au début du second semestre qu'il découvre l'angoisse, la crainte de l'étranger, qu'il ébauche une forme de représentation mentale de lui-même, la différenciation décrite notamment par le professeur Margaret Mahler (New-York) ; c'est le début (sept-neuf mois) de la relation d'objet avec la mère, objet reconnu par l'enfant comme distinct de son moi et indispensable à sa relation avec le monde ; ainsi s'affirme la notion d'objet permanent que Piaget plaçait au vingt-deuxième mois et que les travaux actuels situent beaucoup plus tôt.

Cette phase organisatrice cruciale, celle de l'émergence de la pensée réflexive, est aussi celle de l'angoisse – l'« *angoisse inimaginable* » dont parlait le pédiatre et psychanalyste Winnicott – que seul l'objet, l'objet d'attachement, peut combler ; période de vulnérabilité *intense à laquelle il* convient d'être particulièrement attentif.

Suivront l'acquisition des premiers mots – le premier « non », – *les premiers pas, puis*, à dix-huit mois, l'organisation de la pensée symbolique, du langage articulé, la perception intuitive du sentiment d'autrui, de la notion d'interdit, l'identification sexuelle.

« Compétences »

Au cours de sa deuxième année, l'enfant devra résoudre la contradiction qui surgit entre sa dépendance à l'égard de sa mère *et l'aspiration à l'autonomie* (3), une aspiration qu'alimentent la mégalomanie propre à ce stade du développement, la croyance en la toute-puissance de la pensée. Cette contradiction débouchera sur l'évolution œdipienne, période *organisatrice majeure, prélude* lointain à l'adolescence.

A ces connaissances s'ajoute une notion plus récente, que les travaux du congrès de Cannes ont constamment mise en évidence : celle qui permet d'analyser les « compétences » du nouveau-né, c'est-à-dire ses capacités propres à nouer avec sa mère le dialogue dont résultera son évolution.

*Ce foisonnement d'acquis ré*cents sur l'évolution du tout-petit prélude-t-il à de nouveaux clivages dans la pensée contemporaine à l'égard de l'enfance ? Il apparaît à tout le moins certain que bon nombre de ces notions ap*partiennent désormais sans* conteste au patrimoine des connaissances relatives au jeune enfant, telles que son extrême sensibilité précoce, son activité propre, sa très grande vulnérabilité à certains stades de son développe*ment*.

Mais la pensée théorique n'a pas dit son dernier mot. Ces acquis, nés de l'observation, pourront-ils s'intégrer au *schéma* conceptuel propre à la psychanalyse, d'où sont nées la majeure partie de ces *interprétations* du comportement infantile ? Seule une approche transdisciplinaire permettra ici encore de marquer de nouveaux progrès.

CLAIRE BRISSET.

(1) Le professeur Serge Lebovici a *écrit sur ce sujet un ouvrage*, « *le Nourrisson, sa mère et le psychanalyste* », qui vient de paraître aux éditions du Centurion.

(2) Notamment outre-Atlantique, avec les travaux *du docteur* Berry Brazelton (Cambridge, Massachusetts).

(3) « Le bébé en bon ordre psychosomatique » par le docteur Léon Kreisler in *les Bons Enfants*. Éditions E.S.F.

« La voie souterraine des organes »

Avant l'acquisition du langage, *l'enfant ne s'en exprime* pas moins, par son corps ou par l'expérience directe de l'angoisse *et de la dépression. Tel est l'en*seignement essentiel de l'investigation psychosomatique de l'enfant, dont le docteur Léon Kreisler (Paris), pédiatre, a dégagé à Cannes l'essentiel.

Aux premiers stades du développement, *souligne-t-il, l'ex*pression mentale doit emprunter *« la voie souterraine des organes »*, qui s'exprime par tout *un éventail* de troubles ; du plus grave, mettant en cause le pronostic vital, au plus bénin.

Leur *multiplicité* est presque infinie : troubles d'expression neurologique : insomnie, hypersomnie, cauchemar ; désordres alimentaires : anorexie, vomissements, « mérycisme » (rumination), coliques du premier trimes*tre, colites, diarrhées ;* perturbations respiratoires : asthme, spasme du sanglot ; troubles cutanés ; ou enfin grands syndromes généraux : nanisme, malnutrition, infections à répétition, etc.

Les troubles psychosomatiques du tout petit, estime le docteur Kreisler, peuvent relever de trois origines : soit de l' *« insuffisance chronique de l'attachement »*, pathologie psychosomatique du vide affectif, la plus grave; *soit de l'excès de stimula*tion ; soit enfin de l'incohérence, due par exemple à des ruptures dans les *modes* de garde, à des irrégularités dans le comportement des adultes.

Outre ces manifestations, le *nourrisson peut enfin connaître* une dépression véritable, dont témoigne la transformation de son comportement, la chute dans l'indifférence *« sans plainte ni larmes »*, et dont les séparations sont probablement des facteurs majeurs.

Une caractéristique, cependant, des troubles psychosoma*tiques de l'enfant est leur réver*sibilité : *« Rien n'est définitif*, souligne le docteur Kreisler, *avant l'adolescence »*, à la condition, bien entendu, que s'interpose une intervention thérapeutique adaptée.

C. B.

Sciences

LE PREMIER VOL DE CHALLENGER

Vous avez dit banal ?

Lundi 4 avril, 20 h 30 (heure de Paris) : le sixième vol de la navette spatiale américaine commence en principe. C'est aussi le premier que doit accomplir Challenger après les exploits de sa sœur aînée Columbia. Banalité, routine, est-on tenté de dire. Voire.

Pour la sixième fois en deux ans, des Américains vont s'envoler pour l'espace à bord d'une navette spatiale. Quatre hommes qui vont ajouter *leur nom à la liste* déjà longue de ceux qui ont eu la chance d'aller là-haut et que l'on s'empressera, si tout va bien, d'oublier : l'heure des premiers exploits paraît bien lointaine. La routine s'est presque installée. Même si les astronautes ne sont pas encore devenus, comme les pilotes d'avion, des conducteurs de transport en commun, force est de reconnaître que la part d'aventure des missions qui leur sont confiées *a singulièrement diminué.*

Pourtant, malgré cinq tirs *réussis avec la navette spatiale* Columbia, la NASA va devoir à nouveau faire ses preuves. C'est en effet un engin tout neuf, baptisé Challenger, qui doit s'envoler de Cap Kennedy (Floride) pour une mission de cinq jours confiée au commandant de bord Paul J. Weitz (cinquante ans), vétéran *de l'espace, au pilote* Karol J. Bobko (quarante-cinq ans) et aux deux « spécialistes-mission » Story Musgrave (quarante-sept ans) *et Donald* H. Peterson (quarante-neuf ans).

*Une mission banale ? Il est dif*ficile d'oublier son coût : 266 millions de dollars, et surtout les quatre astronautes américains auront *fort à faire, dont un certain* nombre de tâches relativement complexes :

– Accomplir une mission opérationnelle avec un engin qui effectue son premier vol ;

– Essayer en vol un véhicule qui a subi par rapport à Columbia une « cure d'amaigrissement » d'environ 2 tonnes et demie ;

– Vérifier que les trois mo*teurs principaux de l'engin*, « poussés » pour ce vol, délivrent bien une puissance de 4 % supérieure à ceux de Columbia ;

– Tester le gros réservoir extérieur et les énormes fusées d'appoint allégés de plus de 6 300 kilogrammes ;

– *Effectuer*, le 7 avril, dans l'espace une « marche » de trois heures et demie que l'équipage précédent n'avait pu accomplir en raison des défauts présentés par les combinaisons spatiales dont chacune a coûté la bagatelle de 2 millions de dollars ;

– Mettre en orbite à partir de la navette le plus grand et le plus puissant *satellite de télécommunications jamais* lancé.

Ce dernier objectif est de loin le plus important de la mission, *car de son succès dépend en* grande partie la réussite des vols qui suivront. Paradoxalement, en effet, la NASA qui, ces dernières années, a accompli des prodiges en établissant des liaisons avec des sondes automatiques envoyées aux confins du système solaire, qui a su retransmettre au monde entier – et avec quelle maîtrise – les marches des astronautes sur la Lune, *n'est pas actuellement* en mesure de communiquer en permanence avec la navette. Le réseau existant des stations d'émission et de réception au sol n'est pas adapté à de telles missions et ne permet des liaisons avec le véhicule que pendant 15 % de la durée du vol.

C'est la raison pour laquelle, plutôt que de construire au sol de nouvelles installations de télécommunications, les Américains ont décidé de mettre en place un « réseau relais » de trois satellites de télécommunications qui permettront ce contact permanent entre *la navette* et le sol.

Le premier d'entre eux, qui porte le nom de T.D.R.S.-A (Tracking and Data Relay Satellite), devrait être mis en orbite au cours de ce vol (1). Un second devrait l'être en août à l'occasion du huitième vol de la navette et du troisième vol de Challenger, de manière à assurer la retransmission du gigantesque flot d'informations que réclame la réussit[e] en septembre de la mission qu'e[f]fectuera l'équipage du laboratoir[e] spatial européen. Dans ces cond[i]tions, en effet, la NASA s'estim[e] en mesure d'assurer en perm[a]nence la liaison avec la navette, [à] *l'exception toutefois d'une très p[e]*tite période de temps, lorsq[ue] celle-ci passera au-dessus [de] l'Asie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Ce réseau servira également [à la] retransmission de données provenant [de] divers satellites comme, par exemple[, le] satellite d'observation de la Te[rre] Landsat-4.

Grains de sable

C'est finalement avec dix semaines de retard que la navette spatiale américaine Challenger doit effectuer son premier vol dans l'espace. A plusieurs reprises en effet, les responsables de la NASA ont dû reporter le tir en raison de fuites détectées sur des canalisations où circule de l'hydrogène liquide.

Ce qui, au début, paraissait n'être qu'un incident concernant un seul des trois moteurs principaux de l'engin, s'est vite transformé en une « épidémie », qui a conduit à la réparation de deux des moteurs et au remplacement complet du troisième.

D'autre part, les responsables du programme ont dû faire face à quelques problèmes à cause du satellite T.D.R.S. que la navette Challenger doit mettre en orbite dix heures après son lancement. Des grains de sable portés par un violent orage s'étaient introduits dans le satellite, risquant d'en perturber le fonctionnement.

Tous ces contretemps ont perturbé le calendrier des tirs de navettes pour les prochains mois. La NASA pense, d'ici à la fin de l'année, rattraper le retard pris si la première mission de Challenger se déroule conformément au plan de vol.

Dans ces conditions, la prochaine mission de la navette (STS-7), au cours de laquelle doit voler dans l'espace la première femme américaine (Sally K. Ride), aurait lieu à la mi-juin, la suivante début août et une autre à la fin du mois de septembre avec le lancement du laboratoire spatial européen Spacelab.

J.-F. A.

Sports

Moto, cher plaisir...

Il y a les motards et les autres. Les motards suivront avec passion, dimanche 3 avril, le Grand Prix de France de vitesse, au Mans. Plus de six cent mille jeunes gens possèdent aujourd'hui une moto.

Le P.-D. G. l'utilise pour montrer son dynamisme, les truands s'en servent pour s'évanouir dans la nature, les amoureux du tout-terrain s'évadent à son guidon, les coursiers de presse apprécient son côté pratique, la police en fait des « brigades d'intervention », la mairie de Paris des « ramasse-crottes », les jeunes y trouvent leur compte de vitesse et de liberté...

Alors, tout le *monde* est heureux en Harley-Davidson ? Eh bien ! non. Car l'image de marque de la moto n'a guère évolué en quatorze ans, depuis *que* les Japonais ont relancé la mode du deux-roues en France avec la célèbre 750 Honda. Il faut dire que le deux-roues souffre toujours de *tares rédhibitoires : il* va très vite, il est conduit par des jeunes pas encore formés à l'école de la prudence ni à celle du savoir-vivre. *Il* tue énormément et rend beaucoup de jeunes infirmes. Ces derniers méfaits, moins importants que ceux de l'alcool et du tabac mais plus spectaculaires, bénéficient d'une publicité disproportionnée dans les médias, aggravant *l'in*compréhension. La moto, phénomène social, ne représente pourtant qu'un petit marché : 116 940 immatriculations en 1982, 6,8 % du marché automobile français ! Et il est essentiellement composé de *machines étrangères*. Seulement 4 % des machines sont françaises. *Bref*, les Japonais se taillent la part du lion avec 85 % du marché. *Honda est largement* en tête devant Yamaha, qui essaie de suivre le train d'enfer de ce rouleau compresseur qui a *décidé*, en 1983, de *confirmer* de manière définitive son leadership. D'où une gamme ahurissante de modèles impliquant un investissement hors pair destiné à distancer définitivement Yamaha mais aussi Suzuki et Kawasaki, qui ne s'en laissent pas conter. En moto, l'innovation et la technique sont japonaises !

Cette profusion de modèles a *dopé le marché en 1982, lui* permettant de progresser de 10 % par rapport à 1981, année, il est vrai, très mauvaise. *La réforme des permis*, intervenue en 1981 – trois permis pour les 80 cm³, 400 cm³ et au-delà, – avait traumatisé le marché. Mais les Japonais ont vite contourner la loi en sortant des machines de 399 cm³ frôlant les 185 km/h et des 80 cm³ *hypersophistiqués*, rendant de ce fait la réglementation caduque. De plus, une année de « braderie » a permis l'écoulement de stocks préoccupants. Motobécane, le constructeur français, a dû suivre, sacrifiant ses 80 cm³ mais déposant son bilan dans la foulée...

Il sera *difficile d'endiguer* ce processus, car le marché français est un marché particulier, tourné vers les extrêmes : 54 % de motos de moins de 125 cm³ et surtout 10 % de plus de 750 cm³ et 18 % de plus de 650 cm³ ! Les cylindrées moyennes de 250 cm³ sont boudées – bien qu'elles ne soient soumises qu'à une T.V.A. de 17 % – alors qu'elles sont très prisées en Angleterre.

Mais les jeunes veulent-ils être sages ? Les motards ne sont pas fortunés et sacrifient tout à leur passion malgré un environnement hostile; un réseau routier conçu pour *les* quatre-roues, des automobilistes ignorants les deux-roues, des assurances hors de prix (environ 9 500 F *pour une* 1 000 cm³), un entretien onéreux et des risques permanents...

Ce tableau noir justifie à lui seul le petit frémissement *au moment* de verrouiller le casque intégral, la route qui vous saute au visage dans les grandes courbes prises *un genou* au sol, les reprises fulgurantes, le contact physique avec la machine et les odeurs champêtres des petites *départementales* au printemps. Une jouissance immédiate et illégale.

DOMINIQUE GAUTRON.

Les jeunes « Franco-Algériens » et la caserne

De notre envoyé spécial

Lyon. – Un important mouvement silencieux de refus de l'armée est en train de naître, en France, alors même que les réseaux traditionnels d'insoumis apparaissent depuis mai 1981 de plus en plus squelettiques. Ces nouveaux réfractaires sont ces quelque cent cinquante mille jeunes hommes nés en France de parents algériens depuis l'indépendance. Français pour la loi française lorsqu'ils sont nés après le 1er janvier 1963, toujours Algériens pour l'Algérie (1), ils sont appelés par ces deux pays à accomplir leur service militaire. Certains, âgés de dix-neuf ou vingt ans, ont d'ores et déjà été convoqués par les consulats algériens ou par les autorités militaires françaises. Rarissimes sont ceux qui ont accepté de revêtir l'uniforme français, minoritaires restent ceux qui partent en Algérie. Doublement insoumis donc, même s'ils ne se revendiquent pas comme tels ; décidés par tous les moyens à échapper à ces trois ans de service (deux ans en Algérie, un an en France) auxquels ils sont théoriquement condamnés en l'absence de tout accord, pour l'instant, entre les deux pays.

Ainsi Mansour, né en France il y a dix-neuf ans, menait-il une existence paisible entre les cafés de la place du Pont, à Lyon, et le commerce de son père où il aidait un peu lorsqu'il fut convoqué coup sur coup, il y a deux mois, par l'armée française et le consulat algérien. Pas question, dit-il, « *d'être sous les ordres de ceux qui ont tué nos familles* ». Pas davantage question, pour lui, de partir en Algérie, « *ce pays à la mentalité différente* ». Il se rendait le 9 février au centre de recrutement de Lyon, bourré de cachets. « *J'étais complètement K.-O.*, raconte-t-il, *je les ai insultés et ils m'ont pris pour un camé, pour un malade mental* ». Le soir même, il était exempté. Le consulat algérien, lui, le déclara apte : cette fois-ci il n'avait pas avalé de « *bino* », ce médicament de tableau B auquel beaucoup recourent : « *Réformé ou pas*, explique-t-il, *l'Algérie, c'est loin. Ils ne viendront pas me chercher, et mon pays, c'est ici* ». Mansour ne se définit pourtant ni comme Français ni comme Algérien, juste comme musulman – « *Un musulman jeune, bien sûr, qui aime bien draguer et boire le samedi soir* ».

Les principes et les sentiments

Les dix jeunes Maghrébins désœuvrés autour de cette table de café, musique disco en bruit de fond, partagent les opinions de Mansour : trop Algériens pour porter l'uniforme français, pas assez « *niais* » ou « *influencés par les parents* » pour partir en Algérie : « *C'est la zone, l'armée, là-bas*, explique Karib. *Un cousin m'a raconté. On n'est pas habitué à cette chaleur et à ce niveau de discipline.* »

Combien sont-ils à opposer une double résistance aux armées française et algérienne ? Aucun chiffre n'est disponible. Les représentants de l'armée, en France, expliquent non sans raison qu'ils considèrent ces jeunes comme des Français ordinaires ; ils ne possèdent pas à leur sujet de statistiques particulières. Les autorités algériennes ne veulent pas fournir de précision, comme ce consul d'Algérie à Lyon qui, « *débordé* », ne répondra à aucune question. L'opposition au service militaire français semble malgré tout assez générale et la possibilité d'un sursis automatiquement accordé jusqu'à l'âge de vingt-deux ans largement uitilisée, ce qui reporte les premières vraies difficultés en France, à l'année 1985. Certains, en revanche, accomplissent le service militaire algérien : « *Une minorité* », d'après M. Christian Delorme, un permanent de la CIMADE qui vit depuis dix ans parmi ces jeunes ; « *l'immense majorité* » selon le responsable de l'amicale des Algériens dans le Rhône qui explique ce choix massif par « *les vexations subies en France* » et par « *l'attachement à leur pays* ».

« *Les stars du bled* » en tout cas, ces quinze Algériens de dix-sept à dix-neuf ans qui créèrent, il y a un an à Pierre-Bénite dans la banlieue lyonnaise, une troupe théâtrale, sont tous décidés à partir en Algérie le 1er janvier prochain. Ils n'ignorent rien « *des brimades et des petits frottements* » subis par les Algériens de l'étranger ou la dureté d'un service militaire à laquelle la plupart veulent échapper « *grâce au piston* ». La cohésion de ce groupe de jeunes d'une cité à taille humaine et leurs fréquents voyages familiaux à Biskra, d'où ils sont originaires, expliquent leur réaction unanime : Algériens ils sont, Algériens ils resteront malgré la carte d'identité française qui leur a été imposée : leurs frères aînés, après tout, sont partis et « *ne sont pas morts* ».

Aucun en revanche ne se rendra aux épreuves de sélection de l'armée française : « *Si les gendarmes*, dit l'un, *arrivent chez moi je sors par la fenêtre* ». La guerre d'Algérie, trop lointaine, n'est pas invoquée. Le racisme de la société française l'est souvent pour justifier leur refus.

Ils tiennent malgré tout, leur service achevé, à regagner la France qui reste à leurs yeux « *une société plus libre* ». D'où leurs craintes : ne leur imposera-t-on pas alors une autre année de service ? Ne seront-ils pas les cobayes d'une mauvaise farce ? « *Plus les échéances approchent*, explique l'un, *plus on y pense même si l'on nous répète qu'ils trouveront bien un accord.* »

« *Le problème est difficile* », reconnaît-on au Quai d'Orsay où l'on affirme « *en avoir parlé à maintes reprises aux autorités algériennes, proposant de régler cette question dans la perspective d'une convention* ». De négociation, il n'est point question dans cette déclaration. Il ne peut s'agir, en l'état, pour l'Algérie, d'admettre que quelque trois cent mille nationaux, nés en France, après la guerre d'indépendance, puissent lui être repris : la France ne veut pas remettre en cause ce principe du code de nationalité qui veut qu'« *est Français l'enfant légitime ou naturel né en France lorsque l'un des parents y est lui-même né* ». Cette guerre de grands principes ne saurait pourtant justifier que l'on ne trouve un accord pratique, sinon à la question de la nationalité, du moins à celle pour le moins incongrue de ce double service militaire.

NICOLAS BEAU.

(1) Les jeunes nés avant le 1er janvier 1963 sont considérés par les autorités françaises, en application de la loi de 1973, comme nécessairement Algériens. Certaines familles sont désormais sur le plan légal en partie françaises, en partie algériennes.



(Dessin de PESSIN.)

Sous le vol, le recel

Du théâtre de la délinquance, nous ne retenons que les acteurs. Pas un mot des coulisses, de la machinerie économique sans laquelle le vol serait une occupation de piètre avenir. « S'il n'y avait pas de receleurs, il n'y aurait pas de voleurs », résume le commissaire Serge Devos, chef de la brigade de répression du banditisme (B.R.B.) à Paris.

Conjuration du silence ? Pourquoi pas ? M. Gilbert Bonnemaison, président de la commission des maires sur la sécurité, s'en émeut : « *Pourquoi passe-t-on si souvent sous silence les circuits commerciaux qui vivent de la délinquance ? Elle n'a pas que des acteurs, elle a aussi ses profiteurs !* » En somme, n'est-il pas plus commode de focaliser l'attention sur le cambrioleur récidiviste, le jeune délinquant, l'immigré chapardeur et de se désintéresser des commanditaires, cette partie enfouie de l'iceberg, plus complexe, moins spectaculaire ? C'est une des questions dérangeantes posées par le rapport de la commission des maires, remis en décembre 1982 au premier ministre. Elle s'étonne que la répression ne soit pas plus « *dirigée contre les organisateurs de la délinquance* », contre le recel qui « *a pris les proportions d'un véritable commerce* », les filières qui « *sont en passe de constituer de véritables petits empires* ».

Les maires sont catégoriques : « *Une véritable politique répressive démantelant les réseaux organisés n'a pas encore été mise sur pied* », tandis que « *les receleurs déférés à la justice sont trop souvent des immigrés appâtés par les prix très bas de ce marché* ». Bref, les receleurs occasionnels sont à plus rude épreuve que le recel organisé.

Le rôle des « gens honnêtes »

Si le sujet dérange, c'est qu'il échappe aux clichés sur la délinquance. A l'intersection du banditisme réprouvé et du commerce respecté, il dément les catégories simplistes, partageant la France en malfaiteurs et honnêtes gens. Ici, les certitudes des spécialistes policiers bousculent la bonne conscience : des circuits commerciaux honorables, ayant pignon sur rue, profitent de la délinquance. Le commissaire Devos avoue sa surprise : « *Dans les grosses affaires de vol, même si nous remontons jusqu'aux auteurs, nous ne retrouvons pratiquement jamais la marchandise, ou seulement une partie infime.* » Conclusion : le circuit d'écoulement commercial préexiste au vol, en est la condition *sine qua non*.

Deux exemples : délaissant les banques désormais trop protégées, les spécialistes du hold-up se sont reconvertis dans la bijouterie. Ainsi, pour une valeur de 8 millions de francs, des montres Rolex ont été volées lors d'un « casse » à Paris. Toutes numérotées, répertoriées, signalées à Interpol. Maigre résultat policier au bout du compte : une montre retrouvée en Allemagne, une autre à Paris, une troisième à Marseille. De même, sur les 40 millions de francs de bijoux dérobés lors de cinq cambriolages – chez Van Gold et Cartier notamment – et attribués à Bruno Sulak, les policiers n'ont récupéré que 3 millions. « *Des bijoux pourtant marqués, poinçonnés* », répètent les enquêteurs.

Second exemple, plus significatif : le « vol de fret » – camions ou wagons, chargement compris – connaît un essor nouveau, à tel point que, depuis mars 1982, un groupe spécialisé s'en occupe à la B.R.B. Et là aussi la marchandise est le plus souvent introuvable. « *Pour les bijoux, on peut invoquer les filières étrangères, penser qu'ils sont retaillés à Anvers ou en Israël* », commente le commissaire Devos. « *Mais pour un camion de bouteilles de whisky ou de Ricard, un wagon de magnétoscopes, il faut alors se faire à l'idée que la marchandise passe par des circuits commerciaux classiques, distincts du cambrouillage ; s'avouer que des gens honnêtes ont une moralité élastique et ne crachent pas sur le recel.* » Devant l'ampleur de ces vols de chargements entiers, en particulier de matériel audiovisuel, la B.R.B. a effectué récemment, et sans succès, des perquisitions dans les dépôts de dépositaires fort connus.

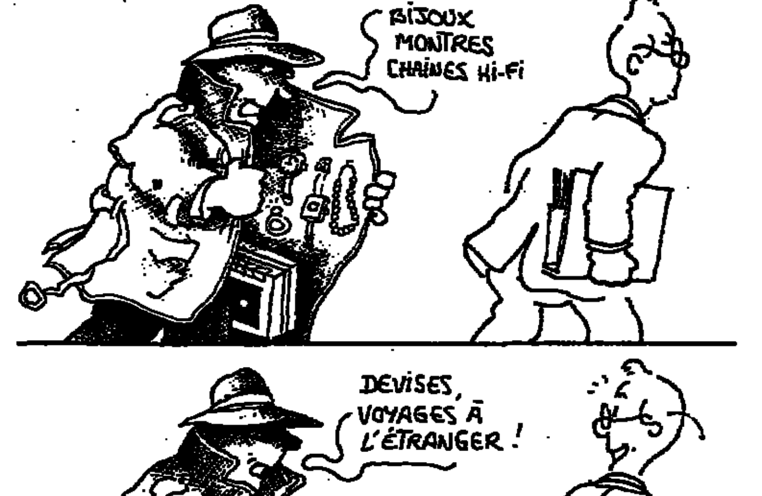
La première qualité de ces filières d'écoulement est la rapidité. Des magistrats parisiens estiment que le butin de cambriolages importants peut se retrouver dans la nuit à Amsterdam ou être négocié dans les deux-trois heures dans la capitale. Indice de ce degré d'organisation : les vols répétés de fourrures durant les week-ends de ces derniers mois. Le scénario ne varie guère : voiture volée, pavés dans la vitrine, cinq ou six manteaux arrachés. « *Ces gens-là savent dès le départ qu'ils peuvent écouler, immédiatement.* »

Reste à expliquer la relative impuissance policière et judiciaire devant le recel. Deux obstacles : la loi et les habitudes. Précisant qu'« *en matière de meuble, possession vaut titre* », le code civil ne contribue pas à une sévérité contre les receleurs. Si la jurisprudence insiste sur la démonstration de la « *bonne foi* » du possesseur, celle-ci est souvent supposée d'emblée. Ainsi les antiquaires doivent-ils indiquer l'identité de leurs fournisseurs sur un registre dit livre de police. « *S'ils ont respecté cette formalité, ils sont supposés de bonne foi*, explique M. Devos. *Si la marchandise est volée, si l'identité s'avère fausse, si la transaction s'est faite en liquide, nous ne sommes pas dupes, mais nous ne pouvons rien.* »

Quant aux habitudes, les policiers en reconnaissent volontiers le poids : « *C'est une question de standing : l'auteur du crime nous intéresse spontanément plus que le receleur. La justice a le même penchant : il suffit de comparer les peines données pour recel aux condamnations pour vol.* » Tout comme les assurances qui, pour la récompense, exigent la récupération de la marchandise... et l'arrestation des auteurs. Aux Etats-Unis, des compagnies ont récompensé le seul retour de l'objet du vol, mais au prix d'un effet pervers : des receleurs ont alors engagé des équipes pour des « casses », à seule fin de toucher la prime en rendant obligeamment la marchandise...

Au « standing » de la chasse aux voleurs s'oppose donc la recherche ingrate des receleurs. Moyen détourné, le fisc bien sûr. Moyen policier classique, l'indicateur, avec les inévitables arrangements d'usage : comment ne pas fermer les yeux si l'« indic » s'est fait acheteur pour mieux « balancer » l'affaire aux policiers ? Cependant, « *pas question d'avoir comme « indic » un receleur professionnel*, assure le commissaire Devos. *Couvrir en permanence, c'est absolument proscrit.* » Enfin, moyen direct, la pénétration de l'environnement marchand : il existe ainsi, à la B.R.B., un « groupe des antiquaires », composé de huit inspecteurs et enquêteurs, dont la tâche essentielle est de traîner sur les marchés aux Puces parisiens. Au Quai des Orfèvres, on les appelle le « *groupe des brocs* ».

EDWY PLENEL.



(Dessin de PLANTU.)

Nouvelles inculpations en marge de l'affaire du Coral

M. Raymond Huryta, cinquante-six ans, moniteur de colonie de vacances, qui s'était constitué partie civile en octobre 1982, au nom d'une association de sauvegarde de l'enfance, dans l'affaire de pédophilie du Coral d'Aimargues (Gard), a été inculpé, le 29 mars, d'attentat à la pudeur sans violence sur des enfants de moins de quinze ans et d'excitation de mineur à la débauche, par M. Michel Salzmann, juge d'instruction à Paris. Il a été placé sous mandat de dépôt. Accusé par plusieurs enfants de s'être livré sur eux des actes impudiques, il n'a jamais fréquenté le Coral, ni ses dirigeants, mais était en relation avec M. Gérard Durand, professeur de flûte à [illegible], que M. Salzmann a inculpé, et qui a été détenu pendant trois mois. M. Huryta sera défendu par Mᵉ Jean-Louis Tixier-Vignancour.

M. Salzmann a notifié, d'autre part, les mêmes inculpations il y a quelques jours à M. Bruno Harand, trente-deux ans, menuisier, qui aurait été un certain temps éducateur dans un « lieu de vie » de l'Ariège, et à M. Yves Renard, vingt-cinq ans, marin, ami des époux Sigala, qui aurait effectué de courts séjours au Coral. Ces deux inculpés ont choisi pour défenseur Mᵉ Elisabeth Auerbacher.

Un jugement du tribunal de Nîmes : une chute à ski est un accident de la circulation

Un accident de ski est un accident de la circulation et doit être indemnisé comme tel. Tel est le jugement que vient de rendre le tribunal de Nîmes à la suite de la mort d'un médecin de cette ville, le docteur Henri Fourcade, décédé après une chute sur les pentes de la station d'Avoriaz (Haute-Savoie), en février 1981.

La compagnie d'assurances du docteur Fourcade, l'U.A.P., avait versé à sa veuve l'indemnité prévue en cas d'accident, soit 600 000 francs environ. Mme Fourcade prétendait cependant obtenir une indemnité supérieure de 50 %, prévue en cas d'accident de la circulation.

A la demande de Mᵉ Marcel Lobier, avocat à Nîmes, le tribunal lui a donné satisfaction, selon une argumentation qui mérite d'être notée. La requête de Mme Fourcade s'appuyait sur les termes de la police d'assurance de son mari définissant un accident de la circulation comme « *un accident provoqué par l'usage comme conducteur ou comme passager d'un moyen de transport privé ou public par voie de terre ou de fer* ». Bien que M. Fourcade ait utilité le ski pour ses loisirs, ces skis « *n'en demeurent pas moins un moyen de transport comme un autre* », a estimé le tribunal, en soulignant que leur utilisation « *est même indispensable dès lors que la neige dépasse une certaine densité* ».

L'U.A.P. a fait appel de cette décision. Mme Fourcade devra donc attendre l'arrêt de la cour pour percevoir, éventuellement, l'indemnité à laquelle, selon le tribunal, elle a droit. Si la cour d'appel venait à confirmer cette décision, il est probabe que les compagnies d'assurances reverraient la rédaction de leurs contrats pour se mettre à l'abri de telles surprises.

Arrestation d'un espion à Meaux

M. Patrick Guerrier, vingt-cinq ans, archiviste dans une société industrielle, a été inculpé d'intelligences avec des agents d'une puissance étrangère et écroué à la prison de Meaux, mercredi 30 mars, a-t-on appris vendredi 1er avril. Une information, recueillie il y a plusieurs semaines par des agents de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), avait permis d'établir que certains projets de la société de mécanique de précison employant M. Guerrier avaient pris le chemin de Moscou.

C'est au début de la semaine dernière que le jeune archiviste a été interpellé à Meaux, alors qu'il remettait à un attaché commercial de l'ambassade soviétique à Paris une enveloppe contenant plusieurs photocopies de plans.

● *Un deuxième avocat pour Klaus Barbie.* – Le bâtonnier Alain de la Servette, qui s'est commis d'office pour assurer la défense de Klaus Barbie, a décidé de faire appel, pour l'aider dans sa tâche, à Mᵉ Robert Boyer, du barreau de Lyon. Mᵉ Boyer, qui est aussi prêtre – il appartient à la compagnie de Jésus, – avait assuré avec Mᵉ André Soulier la défense de Jean-Marie Deveaux, un jeune commis boucher lyonnais, soupçonné d'avoir tué une fillette, condamné lourdement par la cour d'assise de Lyon, puis acquitté ensuite par celle de Dijon. Mᵉ Boyer a aussi été le défenseur des prostituées qui occupèrent, en 1975, l'église Saint-Nizier de Lyon, transformée en forum. Il est l'auteur d'un ouvrage parue en 1976 chez Denoël, *la Justice dans la balance*.

● *Deux des militants bretons* interpellés mardi 29 mars devant la maison d'arrêt de Rennes ont été écroués. Ils comparaîtront le 6 avril devant le tribunal correctionnel de la ville. MM. Jean-François Bideault, vingt-trois ans, mécanicien à Rennes, et Jean-Pierre Le Mat, trente ans, ingénieur agronome à Landerneau (Finistère), s'étaient opposés à l'entrée dans la prison du fourgon cellulaire qui ramenait deux de leurs camarades qui avaient été jugés l'après-midi pour insoumission. Au cours des incidents qui avaient eu lieu devant la maison d'arrêt, deux gendarmes avaient été assez sérieusement blessés (*le Monde* du 31 mars). – (*Corresp.*)

● *Condamnation d'un ancien directeur financier.* – Pour faux, usage de faux et détournement de fonds (une somme de 5,6 millions de francs), le tribunal de Poitiers a condamné, le jeudi 31 mars, M. François Perdigon, trente-sept ans, ancien directeur financier de Centre-Ouest-Équipement, à quatre ans de prison ferme. M. Perdigon avait tenté, en 1979, de relancer l'entreprise Lelot S.A. de Poitiers, qui comptait deux cent soixante salariés répartis dans les succursales d'Angoulême, Saintes, La Rochelle, Niort et Châtellerault. Cette société avait déposé son bilan. Les détournements de fonds ont été effectués entre 1979 et 1982 (*le Monde* du 18 juin 1982. – (*Corresp.*)

● *Des explosifs dans le sous-sol de l'Ecole polytechnique.* – Cinq cents grammes de plastic, un détonateur et un bouchon allumeur dissimulés dans un sac ont été découverts dans le sous-sol d'un des bâtiments de l'Ecole polytechnique situé à Palaiseau (Essonne). Selon le général Daniel Guillon, directeur de l'École, la présence de ces explosifs n'est « *en rien dramatique ou exceptionnelle connaissant la facétie des élèves* ».



MARSEILLE SE PENCHE SUR SON PASSÉ

Un atelier du patrimoine et musée un musée d'histoire

L'archéologie a révélé peu à peu la richesse historique de Marseille et promet sans doute encore de belles découvertes. La ville vient donc de se doter d'un musée qui permet d'ores et déjà de comprendre ses origines et qui doit se développer encore dans les prochaines années. Mais la curiosité archéologique semble se doubler enfin à Marseille d'une plus grande sollicitude pour le patrimoine.

Il se passe quelque chose à Marseille, quelque chose qui n'est pas une affaire de truand, de facture, ni même d'élection (ou pas tout à fait). C'est une affaire de culture, et plus précisément d'histoire, de patrimoine. Chose inouïe, Marseille entreprend à son tour de modérer, tout doux, son mépris pour son propre passé et cette exaltation urbanistique qui, ici comme ailleurs, a si cruellement perturbé l'image traditionnelle de la ville au profit des signes conventionnels, stéréotypés, du « modernisme ».

Hors Marseille, et à Marseille même, Marseille passait pour une ville sans intérêt architectural, sauf quelques rares monuments, pour une ville noire et sale, terriblement mutilée par la guerre (mais les plans de destruction étaient préalables à l'arrivée des Allemands), et, finalement, pour une ville sans histoire hormis celles qu'on prête à ses habitants. Un ensemble hétéroclite de signes et de réalités est venu modifier cette impression fâcheuse, rendant caduques les réticences au voyage de ceux, insolents, qui prétendent ne pas aimer la ville de M. Defferre. Ainsi, récemment, l'exposition « L'Orient des provençaux » révélait, aux quatre coins de la cité et de manière un peu fanfaronne, tout un aspect du port et de sa région. A cette occasion, les « étrangers » venus du nord – mieux tolérés ici que ceux venus du sud – pouvaient découvrir, côté spectacle, les travaux de restauration entrepris à la Vieille Charité, et côté quotidien, la multiplication des immeubles anciens ravalés ou réhabilités. Ils pouvaient entrevoir aussi l'effort déployé en faveur de l'archéologie et parcourir la salle d'exposition temporaire du musée d'histoire de Marseille, encore inachevé alors, salle où une intéressante exposition montre comment les quais savent, eux aussi, garder la mémoire.

Des rapports passionnels

L'histoire de Marseille sera également celle, un jour, de ses rapports... disons passionnels, avec les services des monuments historiques. En attendant, c'est celle, en premier lieu, car en première ligne, d'un organisme original, l'Atelier du patrimoine. Dirigé par l'architecte Daniel Drocourt, homme trop intelligent et entreprenant pour qu'on ne lui imagine pas quelques solides inimitiés, cet Atelier, au croisement des questions d'archéologie, de conservation du patrimoine, donc d'architecture, ou même d'animation des rues, a beaucoup embrassé et pourtant bien étreint, dans la mesure de ses moyens. C'est à lui, notamment, que la ville doit de retrouver peu à peu ses anciennes couleurs et, si la « modernité » ne plaît pas à tout le monde, il faut lui reconnaître de belles actions et une saine influence.

L'Atelier du patrimoine devait être, plus ou moins aisément, partie prenante dans le musée d'histoire, ouvert maintenant depuis le 21 février, et dont les Parisiens peuvent avoir une idée à travers l'exposition présentée à l'hôtel de Sully (1). Faisons grâce au nouveau musée de son enveloppe architecturale, le ventripotent Centre-Bourse, comme nous le ferons grâce à la ville des commentaires acides que nous inspirent les réalisations contemporaines environnantes. En revanche, on peut se féliciter de la proximité du « Jardin des vestiges », aménagé dans les ruines de l'ancien port. Cette proximité permet, dans une certaine mesure, de donner corps *in situ, de visu*, aux idées, aux explications, à l'histoire évoquée dans les salles.

Seule une première partie du musée de Marseille est, pour l'heure, aménagée. La muséographie n'en est pas d'avant-garde et ne parvient pas à pallier le caractère encore assez ténu des collections. Au moins les efforts n'ont pas été ménagés pour mettre en valeur, et même en spectacle, l'épave retrouvée dans l'ancien port tout proche. L'original, magnifiquement lyophilisé, gît dans un formidable catafalque qui le protège des agressions de la vie retrouvée, mais autorise, par quelques fenêtres, la curiosité des enfants : c'est quoi ces vieux morceaux de bois aplatis ? Une reconstitution gradeur nature, dans une salle voisine en bois tout neuf mais selon les techniques d'antan, permet de comprendre à quoi correspond la momie, et de comparer aussi les méthodes de construction navale passées avec celles du présent. C'est ainsi qu'on comprend tout soudain ce qu'était une « enture en trait de Jupiter ». Et si les explications ici données sur ce qu'est une enture (2) ne vous satisfont pas, la salle de documentation est là pour éclairer le Marseillais sur tous les secrets et le passé de sa ville.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

(1) « A la découverte de Marseille antique », Caisse nationale des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine, Paris. Jusqu'au 30 avril.

(2) Il s'agit d'un système d'assemblage particulièrement ingénieux des pièces d'un navire.

Colonie d'une colonie

« Au temps du roi Tarquin, de jeunes Phocéens venus d'Asie mirent à la voile vers les golfes les plus reculés de la Gaule et fondèrent Marseille. (...) Les chefs de la flotte furent Simos et Protis. Ils allèrent trouver le roi des Ségobriges, sur le territoire duquel ils désiraient fonder une ville. Le roi était occupé à préparer les noces de sa fille Guptis. Tous les prétendants avaient été invités au banquet. Le roi y convia ses hôtes grecs. On introduisit la jeune fille, et son père lui dit d'offrir l'eau à celui qu'elle choisissait pour mari. Alors, laissant de côté tous les autres, elle présente l'eau à Protis, qui, d'hôte devenu gendre, reçut de son beau-père un emplacement pour y fonder une ville. »

Ainsi Justin, historien romain du deuxième siècle, rapporte-t-il la fondation légendaire de Massalia, six cents ans avant notre ère. Mais il ne fait que reprendre ce que rapportaient avant lui le Gaulois Trogue-Pompée au premier siècle avant Jésus-Christ et Aristote trois siècles auparavant. C'est bien la même histoire, avec ce goût tout oriental d'embellir une réalité qui manque parfois de poésie : Massalia, fille de l'Amour, cela a une autre allure que le récit de palabres entre une poignée de Grecs venus d'Asie en commerçants, en conquérants, et une peuplade ligure assez paisible, prête à vendre cher une partie inhabitée de son territoire afin que les nouveaux venus y fondent un comptoir sur une baie-charnière de la Méditerranée, échappant aux tenailles carthaginoise et étrusque.

Ces Phocéens venus d'Orient donner naissance à la première grande ville de Gaule faisaient partie d'un rameau de la famille hellénique, les souples et rusés Ioniens, qui, pressés par l'avance des rudes Doriens, avaient essaimé sur les côtes d'Asie Mineure au point d'en faire un pays grec. Pour eux, d'ailleurs, l'épisode de la fondation de Marseille avait eu un précédent comparable à la légende massaliote.

Au neuvième siècle avant Jésus-Christ, deux Athéniens, Damon et Philogénès, nous rapporte Hérodote, partirent en expédition et fondèrent Phocée (aujourd'hui Fotcha, près de Smyrne, en Turquie), une colonie dans une anse abritée qui rappelle étonnamment le Lacydon, le Vieux Port de Marseille, où leurs descendants aborderont trois siècles plus tard. Pas étonnant alors que Protis et Simos aient à leur tour jeté l'ancre dans cette calanque abritée des vents dominants, et qui évoque leur lointaine patrie.

Le miracle de la Bourse

Protis fut-il un capitaine venu en précurseur ou s'agit-il d'un débarquement massif de colons phocéens ? Ce qui est à présent certain c'est que cette colonisation a revêtu dès l'origine, dès le sixième siècle, une ampleur insoupçonnée jusqu'à une époque toute récente. La « barque fragile » de Protis cherchant, à travers les périls, un havre était sûrement le navire amiral d'une flotte de rapides pentécontères (bateau à rames et à voiles) au lourd éperon de bronze, et apportant techniques, croyances, coutumes des Grecs d'Orient. La déesse Artémis d'Ephèse vit son culte s'étendre à Massalia.

Hormis les descriptions faites par Strabon, dans sa *Géographie*, ou par Jules César venu, en 49 avant notre ère assiéger la cité qui avait joué Pompée, rien ne permit pendant longtemps de se faire une idée précise de la topographie de Marseille antique. Quelques fragments de colonnes, des pans restreints de murailles, des restes de gradins, une poignée de *dolia* et un chapiteau ionique de dimension colossale faisait rêver à un temple dont les colonnes auraient mesuré 8 mètres de haut, c'était tout ce qui restait d'une cité ayant rayonné sur tout le Bassin méditerranéen. Marseille était bien cette « *ville antique sans antiquité* » dont se désintéressaient les archéologues.

Et puis en 1967, au hasard d'un chantier derrière la Bourse, en plein centre, sur un terrain vide depuis le début du siècle, Massalia, telle Minerve, surgit tout entière aux regards étonnés. Marseille attendait depuis vingt-six siècles ces retrouvailles avec ses pères fondateurs. La sous-information entretenue par les querelles de spécialistes avait failli créer l'irrémédiable : engloutir sous le béton les restes de la cité antique. Désormais, au pied du Centre Bourse, sur ce qui constitue en fait la première « salle » (en plein air) et la meilleure introduction au musée d'histoire de Marseille, les Marseillais peuvent lire sur les blocs de pierre rosée quelques chapitres de l'histoire glorieuse de leur ville.

Sur le site même où Protis aborda, voici la « corne » du port antique que les Romains reconstruisirent avec un quai en pierre de taille haut de 4 mètres, utilisant souvent en remploi des blocs provenant de monuments grecs locaux, et que l'on peut voir dans le jardin des Vestiges. Voilà, au-dessus du port lui-même, avec son bassin d'eau douce intact et sa voie qui fut grecque avant d'être romaine, le rempart hellénistique (deuxième siècle avant J.-C.) édifié sous la *pax romana*, face à la convoitise celto-ligure, pour finalement subir l'assaut de Jules César, tenant six mois en échec le maître du monde. Les bases de la porte monumentale flanquée des restes de tours de défense encadrent la voie montant vers la cité, située sur la hauteur qui domine la rive droite de l'actuel Vieux Port et où se trouve le quartier du Panier, le plus ancien de Marseille. Entre les deux tours d'entrée, on est dans l'axe du clocher des Accoules, vers lequel monte en pente douce la rue Henri-Fiocca (ex-Grande-Rue). Les Marseillais y passent depuis vingt-six siècles...

La butte qui parle

Le site de la Bourse a livré le plus bel exemple d'architecture militaro-portuaire antique que nous possédions, et en prime les restes d'un navire marchand romain du deuxième siècle, exhumés en 1974 et qui constitueront l'une des pièces maîtresses du musée d'histoire. Mais la butte des Carmes, au nord de la Bourse, s'est mise à son tour à « parler ».

La Bourse donnait une image précise de l'évolution de la cité depuis l'époque hellénique, jusqu'au bas-empire romain ; la butte des Carmes raconte une bien plus longue histoire. Ses ruines, qui font l'objet actuellement d'une fouille de sauvetage de la part de la direction des Antiquités historiques avant que le chantier de rénovation urbaine en cours ne se poursuive, permettent de remonter le temps pratiquement jusqu'à l'arrivée des Grecs d'Asie. On y a retrouvé la suite du rempart hellénistique qui borde le port antique. Cela règle définitivement le problème du développement de la ville et de ses limites (1) et les trouvailles attestent l'occupation du site dès le sixième siècle avant notre ère, donc de l'ampleur de la colonisation phocéenne.

Ainsi les céramiques phocéennes à décor ondé caractéristique, que les fondateurs avaient dû apporter avec eux. Après la prise de Phocée par les Perses au cinquième siècle avant J.-C., apparaît une production locale : dans des couches plus récentes vient d'être découvert un véritable quartier consacré à la poterie avec ses fours géants (5 mètres de diamètre), ses rebuts de cuisson, ses bassins de décantation et ses restes d'amphores. Une abondante céramique archaïque (coupes ioniennes et amphores corinthiennes notamment) montre dans la première époque urbaine l'ampleur des échanges avec l'Orient. On attend des couches plus profondes où sont apparues des constructions en grand appareil de calcaire blanc noyées dans le remblais du rempart hellénistique de nouvelles révélations sur la vie quotidienne des premiers Marseillais, sur leur économie, leur commerce, leurs rapports avec les « *barbares* » et avec leur mère patrie.

La Butte des Carmes « *parle* » *aussi pour des époques* plus rapprochées : des tuiles en pierre (*tegulae*) qui pourraient provenir d'un temple, des restes d'habitat mérovingien, et tout récemment des arcades Louis XIV ayant servi à soutenir la partie est de la butte sous le couvent des Présentines, qui utilisa en remploi des blocs provenant du rempart grec !

Le bilan de toutes ces fouilles servira de thème d'ouverture au musée d'histoire de Marseille, qui présentera, dans une première tranche ouverte au public au cours du premier trimestre 1983, l'histoire de la ville « *de moins 600 à plus 600* ».

Depuis 1967, Marseille et les Marseillais sont débarrassés d'un complexe : ils savent que leur ville, contemporaine d'Athènes et de Rome, connut un extraordinaire rayonnement (les riches familles romaines envoyaient volontiers leurs rejetons parfaire leur éducation sur les bords du Lacydon, où Pétrone écrivit le *Satyricon*.

Ils ont enfin trouvé leurs communes racines, ces Marseillais souvent arrivés d'ailleurs, comme ces marins grecs venus jadis d'Orient, et qui surent que se trouvait là le terme de leur errance, connue par tant d'autres après eux...

JEAN CONTRUCCI.

(1) *On estime que Massalia devait* s'étendre sur 50 hectares et avoir une population de trente mille à cinquante mille âmes, ce qui est considérable pour l'époque.

Vu

Pivophonie

Pour le dixième anniversaire de son émission littéraire « Apostrophes » — lors de sa création, elle s'appelait « Ouvrez les guillemets » et en était vendredi 1er avril à sa 376e édition, — Bernard Pivot a eu la bonne idée d'inviter sept écrivains francophones non français. Son choix pouvait facilement être contesté mais il semble que Bernard Pivot n'ait pas voulu convier de grandes vedettes des livres francophones à cette émission qui se proposait de démontrer que « la langue française n'est pas xénophobe ».

Autour de lui, il y avait donc deux Algériens, Mehdi Charef et Azziedine Bounameur, le Tunisien Mustapha Tlili, l'Iranienne Afsaneh Eghbal, la Libanaise Vénus Khouri-Ghata, le Camerounais Mongo Beti et la Nord-Américaine Carol Bernstein, tous auteurs de romans publiés en France.

Malgré cet entourage, international s'il en est, qui rappelait le fait que l'on n'a jamais autant écrit en français hors de nos frontières qu'à notre époque, Bernard Pivot a éprouvé le besoin d'évoquer le temps « où le français était encore une langue universelle »... Entend-il par là que, pour être universel, un idiome doit être dominant, voire impérialiste ? L'hégémonie dans cent secteurs matériels de l'anglo-américain est peut-être justement ce qui amène aujourd'hui de plus en plus d'étrangers au français dans les domaines qu'affectionnent l'esprit et la fantaisie. C'est ainsi qu'Afsaneh Eghbal, de langue maternelle persane, et vivant en Afrique noire, a écrit en français un roman sur les Touaregs, ethnie dont elle a appris le parler, le tamacheq.

Sans doute Bernard Pivot s'est-il un peu avancé en voyant peut-être sept futurs prix Nobel de littérature autour de lui, mais il a parfaitement réussi à démontrer, bien au-delà du thème de la xénophobie, que le français est moins que jamais la propriété des Français.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Qui est le « Lieutenant X » ?

Des Africains, ou plutôt des « zootochtones », qui sont des « malotrus sanguinaires qui n'auraient jamais dû sortir de leur brousse natale ». Des cuisiniers noirs qui ne sont *que des « salpicons » et qui ne* savent sans doute pas *« préparer autre chose qu'un nègre en chemise ».* Un chef d'Etat au *« sourire cruel »* qui enferme ses prisonniers avec les lions. *Un garde à l'expression « sauvage ».* Des Noirs qui, voyant que *« la Joconde continuait à les suivre de son œil ironique, se mettaient les mains sur la tête et sortaient en courant ».* Les métiers de Noirs ? *« Arracheur de dents, guide pour touristes, recéleur d'objets volés... »*

Ailleurs, nous faisons connaissance avec Mme Schasch, au *« doigt crochu »* et à l'*« ongle pointu »*, tandis que l'auteur évoque les *« petits tripotages Glum »*. Sans commentaires.

C'est là une anthologie de citations extraites de Langelot chez le présidentissime et de *Langelot et le satellite*, deux des quelque quarante volumes de la série, publiée chez Hachette dans la « Bibliothèque verte ». Leur auteur ? Un mystérieux « lieutenant X ».

Le héros de ces livres, Langelot, est membre du SNIF (Service national d'information fonctionnelle). Comme son nom l'indique, et par contraste avec les personnages auxquels il a affaire, c'est un petit ange. *Blanc, blond et bon.*

Au travers des multiple aventures de celui-ci, l'auteur exhale ainsi, en termes caricaturaux, voire ingénieux, son mépris des Noirs, des juifs, des Arabes, bref, de tout ce qui ne ressemble pas à Langelot.

Mais qui est donc ce lieutenant X qui n'a même pas le courage de ses opinions ? La direction de Hachette se dit liée par le secret : pour elle, ce masque cache un « ancien » du contre-espionnage. Pour d'autres, la cause est entendue. Lieutenant X est un romancier en vogue qui a déjà été accusé de racisme. Pourtant, les livres qu'il signe sont beaucoup plus modérés. Il semble que son anonymat ne soit plus pour très longtemps un secret.

JEAN-JACQUES BARLOY.

● *Le clown soviétique Karandache vient de mourir*, annonce la *Pravda*. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Il avait effectué de nombreuses tournées à l'étranger avec le cirque de Moscou dont il était l'une des vedettes.

● *A l'Est républicain.* – M. Estoup, premier président de la cour d'appel de Nancy, a rendu, vendredi, sa décision sur la tierce opposition formée par M. Francis Boileau, directeur général de *l'Est républicain*, à la suite de l'arrêt du 18 mars concernant la nomination d'un administrateur provisoire dans ce quotidien. L'action a été déclarée recevable sur la forme, mais la cour a considéré, en ce qui concerne le fond, que la tierce opposition n'était pas fondée et a maintenu en tous points les dispositions de l'arrêt prononcé le 18 mars. – *(Corresp.)*

● « *Hebdo-T.C.* » a modifié sa présentation à compter du numéro daté samedi 2 avril. « *Pour être plus près du quotidien, prendre un aspect plus journal* », tel est le but poursuivi par la direction de *Témoignage chrétien*. (Le numéro : 10 F.)

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GARDE DE ROBE SUR LA PLAGE - Théâtre de Paris (280-09-30), sam. 20 h 30, dim., 15 h.
O PERCEVEJO - Palais des glaces (607-49-93), sam., 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim., 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour, la Colonie ; 14 h 30 : Intermezzo.
ODÉON (325-70-32), sam., dim., 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.
PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim., 18 h 30 : Partage.
BEAUBOURG (277-12-35) Cinéma-Vidéo : sam. Nouveaux films B.P.I., 16 h. Vivre en créole ; 19 h, Histoire des trains (Union Pacific) ; sam., dim., le cinéma indien : sam., dim., 15 h, De Chirico : 18 h, Paolo Gioli.
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., 20 h 45 : le Maître et Marguerite ; 18 h 30 : G.R.C.O.P.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam., 15 h et 21 h, dim., 15 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), sam., 20 h 30 : le Malentendu ; dim., 16 h : les Bonnes.
ATHÉNÉE (742-67-27), sam., 21 h : la Dédicace.
BASTILLE (357-42-14), sam., 21 h : Frankie et Johnnie.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), sam., 20 h 30 : la Cerisaie.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam., 19 h et 22 h, dim., 15 h 30 : En sourdine les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil (374-24-08), dim., 15 h 30 : la Nuit des rois ; **Théâtre de la Tempête** (328-36-36). I. : sam., 20 h 30 : Lamentu di l'omu persu tra mare e surgente ; II. Sam., 21 h, dim., 16 h : Kléber et Marie-Louise. – **Aquarium** (374-99-61), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Histoires de famille. – **Epée de bois** (808-39-74), sam., 20 h 30, dim., 16 h : la Mort travestie.
CASINO DE PARIS (874-26-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Superdupont ze show.
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Premier avertissement. La Plus Forte.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), sam., 21 h : Monsieur Milord.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), Sam., 21 h ; dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam., 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté ; 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.
ÉDOUARD VII (742-57-49), sam., 21 h, dim., 15 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Azaïs.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam., 20 h 30 : Hôtel Babel ; Sam., 22 h ; dim., 20 h 30 : le Faucon mal fait.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam., 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; dim., 17 h 30 : la Mouette.
ESSAION (278-46-42), sam., 20 h 30 : la Manekine.
FONTAINE (874-74-40), sam., 18 h, et 20 h 15, dim., 17 h : Vive les femmes ; II. Sam., 22 h, dim., 15 h : S. Joly.
GALERIE 55 (326-63-51), sam., 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?
GYMNASE (246-79-79), sam., 21 h, dim., 16 h 30 : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. Sam., dim., 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Archéologie. – II. 18 h 30 : Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule. Petite salle, sam., 18 h 30 : Om-Saad.
MADELEINE (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), sam., 20 h 45, dim., 15 h : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), sam., 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 15 et 21 h 30, dim., 15 h 30 et 21 h 30 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), sam., 21 h, dim., 15 h : R. Devos : Petit Montparnasse, sam., 21 h : dim., 16 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 22 h, dim., 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.
SAINT-GEORGES (878-63-47), sam., 20 h 45, dim., 15 h. : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam., 21 h, dim., 15 h 30 : le Fauteuil à bascule.
STUDIO THÉÂTRE BERTRAND (783-64-66), Sam., 20 h 30 : Des souris et des hommes.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) I. Sam., 20 h 30 : Freud ; sam. 22 h, dim., 15 h : l'Écume des jours : II. Sam., 20 h 30, dim., 15 h : Huis clos ; sam. et dim., 18 h 30 : Feu et Viols.
THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 : Lettres de guerre : 22 h : les Emigrés.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Antichambre.
THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30) I. Sam., 20 h 30 : Peines de cœur d'une chatte anglaise.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), sam., 22 h, dim., 18 h : le Paradis sur terre.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Ménagerie de verre.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), sam., 21 h, dim., 15 h : l'Emoi d'amour.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). – Grande Salle, sam., 20 h 30, dim., 15 h : Dylan.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), sam., 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30 : les Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92), dim., 15 h 30, sam., 18 h 45 et 22 h : l'Etiquette.

La danse

C.I.S.P. (343-19-01). Sam. 20 h 45 ; dim. 15 h : Ballet Iberia.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Belle au bois dormant.
L'ESCALIER D'OR (523-15-10), sam. 21 h : Chacun appelle.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), sam. 20 h : Triptyque, Evolutrick, Water Woman.
THEATRE PRESENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : K. Saporta, Cie Grand Magasin.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84). Sam. 20 h 45, dim., 16 h : J. Beaucarne.
FORUM (297-53-47). Sam. 21 h : Tchouk Tchouk Nougah.
GYMNASE (246-79-79) : voir théâtres.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 2, Dimanche 3 avril

MARIGNY (256-04-41). Sam. 21 h ; dim., 15 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49). Sam., dim. 21 h : Serge Reggiani.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 14 h 15, 17 h 30 et 21 h, dim., 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11). Sam. 20 h 30 : J. Clerc.
TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. à 15 h. et 20 h 30, dim. 15 h : Envoyez la musique.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41). Sam. 21 h 30 : Josefina.

Les concerts

SAMEDI 2

LUCERNAIRE, 21 h : A. Ouzounoff (Kagel, Globokar, Condé...).
ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h 30 : Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, dir. : Ph. Herreweghe.

DIMANCHE 3

THÉATRE DU ROND-POINT, 11 h : M. Kaplan, C. Carr, D. Golub (Beethoven, Dvorak).
ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h : R. Fernandez, S. Gras, M. Naes (Pergolèse, Bach, Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS-DOUCHES (887-34-40), Dim à 22 h 30 : Soirée dolce vita.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim. à 21 h 30 : M. Laferrière.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h 30 : Sazon.
CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), sam. à 20 h : J.-L. Milteau, Mauro, Ferry : à 23 h : Los Salseros ; dim. à 23 h : Roots of Exile.
DÉPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 ; sam. : Juliette et les Rockies.
DUNOIS (584-72-00), sam. à 20 h 30 : Mimar O'Berceau.
PATIO (758-12-30), sam. à 22 h : E. Cleanhead Vinson.
PETIT JOURNAL (326-28-59), sam. à 21 h 30 : J. Doudelle.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim. à 23 h : D. Huck, P. Diaz, G. Chevaucherie, P. Bacqueville.
REX CLUB (990-00-30), dim. à 20 h 30 : Afro Rythmes.
SLOW CLUB (233-84-30), sam. à 21 h 30 : Tin Pan Stompers.
SUNSET (261-46-60), sam., dim. à 23 h : Panam Fusion.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 2 AVRIL

15 h, la Garçonne, de J. Audry ; 17 h, Crime et Châtiment, de J. von Sternberg ; 19 h, Thomas Garner, de W. K. Howard ; 21 h, Carte blanche à Ph. Garrel : le Règne de Naples, de W. Schroeter.

DIMANCHE 3 AVRIL

15 h, Maria du bout du monde, de J. Stelli ; 17 h, la Mère, de M. Naruse ; 19 h, les Deux Aventuriers, de R. Walsh ; 21 h, Carte blanche à Ph. Garrel : Barocco, de A. Téchiné.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 2 AVRIL

15 h, le Bled, de J. Renoir ; 17 h, Hommage à I. Gyöngyössy : les Dix Mille Soleils, de F. Kosa ; 19 h, Un cerf-volant doré, de L. Ranody ; 21 h, Joe, c'est aussi l'Amérique, de J.G. Avildsen.

DIMANCHE 3 AVRIL

15 h, la Croisière noire, de L. Poirier ; 17 h 30, Hommage à I. Gyöngyössy : Pâques fleuries ; 19 h, Hommage à I. Gyöngyössy et B. Kabay : Légende tzigane ; 21 h, le Diable à trois, de C. Harrington.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11).
ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)
L'ARCHIPEL DES AMOURS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
L'AS DES AS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois (H.S.P.), 15e (554-46-85).
BANZAI (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ;
LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-All., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE BATTANT (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM No 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA COLONIA PENAL. EL REALISMO SOCIALISTA. SOTELO. LA VOCATION SUSPENDUE. (Chi.), v.o. : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) - V.f : U.G.C.-Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-35-25).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A., v. ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) - V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
L'ÉCRAN MAGIQUE (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) - V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHOIX DE SOPHIE, film américain de Alan J. Pakula, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE DÉMON DANS L'ILE (*), film français de Francis Leroi : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
FESTIVAL LOTHAR LAMBERT : Berlin-Harlem (**), la Femme de cauchemar (**) ; Fucking City (**) : v.o., Le Marais, 4e (278-47-86).
L'IMPÉRATIF, film allemand de Krzystof Zanussi, v.o. : Studio Cujas, 4e (354-89-22) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
MONSIGNORE, film américain de Frank Perry, v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON, film français de Claude Vital : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e, (327-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TYGRA, LA GLACE ET LE FEU, dessin animé américain de Ralph Bakshi, v.o. : Forum, 1er (287-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
UN DIMANCHE DE FLIC, film français de Michel Vianey : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) - V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97).
GANDHI (Ang., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'HOMME DANS L'OMBRE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
HYSTERICAL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-École, 5e (354-20-12) ; Normandie, 8e (359-41-18) - V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LES ILES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42, h. sp).
L'IMPOSTEUR (It., v.o.) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
NAAPET (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) - V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (343-79-17) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).
PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
LA PETITE BANDE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
PROSTITUTE (Ang., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
RAMBO (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Ambassade, 8e (350-19-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) - V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
LE RUFFIAN (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
LES SACRIFIÉS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic, 14e (542-67-42).
SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) - V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
SANS SOLEIL (Fr.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).
SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE TRIANGLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
UNE GIFLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) - V.f. : Français, 3e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : v.f. : Capri, 2e (508-11-69).

Les grandes reprises

ABSENCE DE MALICE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).
L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE BAISER DU TUEUR (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-33) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LA BÊTE (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Christine (Bis), 6e (325-47-46).
DEEP END (Ang., vo.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).
LE FLEUVE SAUVAGE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).
KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-78-04).
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43 ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (V.f.) Arcades, 2e (233-54-58).
SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang., v.o.) : Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic, petite salle, 14e (542-67-42).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
LES SEPT SAMOURAI (Jap., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).
SUNSET BOULEVARD (Boulevard du crépuscule) (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).
TOM JONES (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

France / Paris-région

UN GUIDE DU 14e ARRONDISSEMENT

Voyage au bout de la rue

Cela commence comme une carte d'identité. « Date de naissance : 1er janvier 1860 ; taille : 562 hectares, 78 mètres au-dessus du niveau de la mer et 210 mètres au dernier étage de la tour Montparnasse ; signes particuliers : est atteint de la maladie de l'immobilier, affection banale ayant entraîné des complications graves. » Il s'agit du 14e arrondissement de Paris, vu par Gérard Courtois. Un journaliste de trente-trois ans qui a le goût de la précision et de l'impertinence.



Dessin de NORBERT BOUSSOT.

En un an, sans argent mais avec une douzaine d'amis, ce garçon a accompli ce que tous les éditeurs de la capitale ont renoncé à faire : rédiger et lancer sur le marché un guide d'arrondissement. En l'occurrence, celui du quatorzième (1). Pourquoi ? Par esprit de clocher poussé jusqu'au défi.

C'en est un que de vouloir raconter Paris aux Parisiens. Les provinciaux affectionnent leur petite patrie, leur coin de terroir, leur ville natale. Ils veulent savoir ce qui se passe au conseil municipal, les malheurs de leur équipe de foot, le piéton renversé au carrefour. Les quotidiens locaux, les grands régionaux font leurs choux gras de ces menus détails. Les Parisiens, eux, ont la tête capitale. Ils raffolent des faits divers à condition qu'ils se passent aux antipodes. Le ras du pavé semble les faire bâiller. Il est vrai que les quartiers rabotés par la rénovation ont perdu jusqu'au souvenir des villages sur les ruines desquels ils ont poussé. Les plus jeunes des arrondissements sont déjà plus que centenaires, mais ils n'ont toujours pas découvert leur identité. Bref, les tentatives pour créer à Paris une presse locale ont échoué. Et les guides de quartier font fiasco.

Gérard Courtois, lui, a tenté ces deux aventures-là. D'abord, avec une vingtaine de bénévoles — de 1977 à 1981 — vivant de piges pour d'autres journaux, il a publié un mensuel : *Quatorzième Village*. Ayant réussi à glaner trois cents abonnés et deux mille lecteurs au numéro, il a persévéré pendant cinq ans en s'usant à la tâche. Mais ce qui devait arriver est arrivé. Le mensuel est mort en 1981 « de lassitude ». Restaient des dossiers, des fiches, une moisson d'informations en vrac. Pourquoi ne pas les consigner dans un guide, comme on tire sa dernière cartouche avant de hisser le drapeau blanc ?

« *Cette seconde ambition était aussi folle que la première. Je m'en suis aperçu ensuite,* dit aujourd'hui le petit reporter du Montparnasse. *Un journal, c'est déjà dur, mais un guide, c'est le bagne. Une besogne méticuleuse, infernale. Vérifier des centaines d'adresses, parcourir une à une les trois cents rues et places du quartier, tester les boutiques, les restaurants, rédiger une note sur chaque commerce et service, je l'ai fait, jour par jour, pendant douze mois. Une exploration passionnante mais harassante, car le quatorzième, figurez-vous, c'est l'équivalent d'une ville comme Dijon.* »

Portraits sur le vif

Courtois n'est pas un guide modèle standard. Il se refuse à compiler des adresses récoltées par d'autres et à les servir sans autre préparation à ses lecteurs. Il veut avoir vécu ce qu'il propose de vivre, goûter aux plats qu'il recommande, respirer l'air des squares avant les mères de famille. On imagine le travail.

Mais son bouquin se lit comme un almanach, émaillé qu'il est de mini-reportages et de portraits brossés sur le vif. Le flâneur du quatorzième ne se prive pas de commenter avec humour et même de donner des conseils. Il avertit : « *L'inventaire des boutiques d'alimentation est une sélection avec ses coups de cœur et ses limites.* »

Courtois a joué les explorateurs. Et c'est merveille de mesurer la richesse de ces 562 hectares de bâtisses et de ruelles. Qui connaît, au 4 de la rue Marie-Rose, l'appartement qui, pendant trois années, servit de P.C. à Lénine et à ses bolcheviks ? C'est pourtant un musée, à demi fermé, il est vrai.

Qui sait que le chef de file de la jeune colonie américaine s'appelle Jim Haynes et qu'il vit au fond d'un jardin où défilent les « clochards célestes », venus d'outre-Atlantique comme pendant les années 20 ? Qui est allé pique-niquer dans le plus grand parc du sud de Paris, semi abandonné et tout à fait champêtre, celui de la Cité universitaire ?

Chemin faisant, Gérard Courtois a déniché les derniers réparateurs spécialisés, les stades où l'on peut courir librement, les brocanteurs vraiment pas cher. Il soupire : « *Ça fend le cœur de divulguer ainsi ses bonnes adresses !* » Cabotinage ? Pas vraiment. Il aime son quartier, et, comme tout amoureux, il voudrait tout à la fois cacher et faire admirer l'objet de sa flamme.

Tenez : avez-vous entendu l'une des deux dernières fanfares de Paris ? Elle donne l'aubade au coin de la rue Jonquoy. A l'endroit même où chaque année, à la belle saison, les habitants de cette voie tranquille se réunissent pour banqueter sur la chaussée. Mais oui, on a encore ses habitudes dans le quatorzième. Comme Brassens et Robic — chers disparus — et bien d'autres célébrités avant eux les avaient. Comme les huit cent quarante religieux et couventines de l'arrondissement les ont encore, sonnant matines et trottinant vers leurs bonnes œuvres dès potron-minet.

Alors, d'« Accueil » à « Zen », voici la flânerie alphabétique de Gérard Courtois, l'amphytrion du pavé. Il sait exactement dans quel bar on peut gommer sa nuit jusqu'à quatre heures du matin. Précieux, pour les insomniaques. Au fond, son bouquin n'est pas un guide. C'est un récit de voyages. Le voyage au bout de la rue.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *Guide du quatorzième de A à Z.* 240 pages, 39 francs. 8, rue de l'Abbé-Carton. — 75014 Paris.

A LA DÉFENSE

Un sous-marin dans les nuages

Au millième étage, il y a l'homme à la pipe avec ses falzars trop courts et sa caméra en bandoulière ; au vingtième, il y a moi, à bord de mon attaché-case qui monte, qui monte... Une tour à la Défense, 8 h 30, heure d'été.

Dans *Play-Time* (1967), Jacques Tati nous prévenait des risques que nous aurions à encourir quand sonnerait l'heure de partir travailler en building, tous à la verticale, en boîte dans de l'aluminium et de l'air conditionné. Ce doux dingue s'était ruiné en décors — le quartier suçait encore le béton au biberon — pour bien nous faire comprendre ce à quoi nous étions promis. Le prophète avait laissé des plumes dans l'aventure, mais le film était drôle, très drôle. A 8 h 30, au pied du monstre, il n'y a plus de quoi rire.

Le R.E.R. a débarqué ses troupes en souplesse, pourvoyeur docile, ponctuel. Un ami. Les cordées s'élancent. Le travail pour gagner le camp de base... Escalators, couloirs, flèches, re-escalators. Des cheminements très compliqués, très tordus ; la moitié de l'énergie y passe. On arrive. Un chiffre sur un cadran lumineux, hop !, en route vers le ciel. Une journée sans printemps commence.

Plongée en eau profonde

On ne monte pas, on s'enfonce. Portes étanches ; aller chercher les nuages par le bas. L'ascenseur participe pour beaucoup à ce syndrome du sous-marin. Cette boîte à passage obligé (les escaliers sont réservés aux exercices d'alerte) est l'instrument de la première plongée en eau profonde. Promiscuité et départ en mission.

Ils sont cinq mille dans cette urne trop pleine, répartis en plusieurs tribus, avec leurs totems différents, leurs us et coutumes particuliers ; tous avec la même lancinante idée : comment redescendre, comment en ressortir. Pas simple.

L'homme d'affaires américain qui tournait dans le ciel de Paris à la recherche d'un pied-à-terre pour sa succursale française ne s'y était pas trompé. Il voulait voir s'installer ses troupes là : dans les branches hautes du cube noir ; ses cent trente lascars au chaud, prisonniers des altitudes. A sa botte. Un spécialiste de l'incarcération, ce champion du cash-flow. Tout ça avait été construit pour lui. Bien vu.

Un panorama et une gestion rigoureuse. Un damier fermé où les hommes et les femmes, où les équipes, auraient les plus grandes peines du monde à se joindre, à se rejoindre. *Never socialize !* (Ne socialise jamais !). *Love it or leave it !* (Tu aimes ou tu laisses !). *Never ask why, ask when !* (Ne demande jamais pourquoi, mais quand !). La place, avec ses fenêtres muettes, avec ses uniformes dans les antichambres, avec ses pompiers de service et ses badges de reconnaissance, devait pouvoir permettre ce genre de langage. Pas vraiment de l'oppression. Mieux : des verrous dans la tête.

Lui, le commis aux écritures, pris dans la nasse des horaires dynamiques (« *Il me reste douze minutes* »), entravé dans la circumnavigation du bâtiment, expliquait pourquoi le délicat de la chose était de trouver un juste « emboîtement » dans « l'emboîtement ». Comment vivre le moins péniblement possible dans cette bulle à angles : « *Si les bureaux sont mal aménagés, alors vous êtes deux fois enfermé.* » Deux fois dans les chaînes, deux fois dans le monastère. C'est trop. « *Une seule issue, une seule porte, celle que vous fermez de l'intérieur. Dans les limites de l'acceptable.* » Vous n'êtes pas là pour vous isoler trop souvent, mon vieux...

Les absences, on a aussi prévu. Dans la case directoriale, il y a un tableau lumineux qui relate en permanence l'état des effectifs. En sortant, on pointe ; en entrant, on pointe. Ça s'allume, ça s'éteint. Biblique.

De l'herbe poussait place de l'Opéra ; on voyait des pommiers en fleur boulevard des Capucines. Tati avait raison.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Les grandes migrations pascales portent loin de Paris les foires à la brocante et les salons d'antiquités. Profitons de ce calme plat pour rappeler que les principaux centres d'antiquités restent ouverts aux chineurs :

- Le Village Suisse (78, avenue de Suffren, 54, avenue de la Motte-Picquet) : cent cinquante boutiques autour des patios.
- Le Village Saint-Paul (17, rue Saint-Paul, métro : Saint-Paul - Pont-Marie - Sully-Morland) : soixante antiquaires et brocanteurs dans des cours pittoresques.
- Le Louvre des antiquaires (2, place du Palais-Royal) : deux cent cinquante magasins sous contrôle d'experts. L'exposition de porcelaines de Sèvres de 1850 à nos jours mérite la visite (sauf dimanche et lundi).
- Enfin les Puces de Saint-Ouen, avec leurs deux mille marchands répartis en sept marchés autour de la rue des Rosiers, restent le plus grand centre mondial des antiquités et de la brocante (métro Porte-de-Clignancourt).

Les chineurs en vacances auront le choix, selon leurs directions, entre la somptueuse Biennale de Cannes, les salons d'Antibes, de Perpignan et de Biarritz, de Bernax, ou les foires de l'Isle-sur-Sorgue (84), Barjac (30) et Thorigne-sur-Duc (72). On ne saurait trop recommander avant d'acheter de s'assurer de l'adresse permanente du vendeur, seule possibilité de recours si la marchandise ne correspondait pas à sa définition.

Dimanche 3 avril

Deux ventes de Pâques à moins de 100 km de Paris :

- Aux Andelys (par l'autoroute de l'Ouest) à 14 h 30 : meubles, tableaux, bibelots, linge, argenterie XIXe.
- A Provins (par la RN 19) à 14 heures : meubles rustiques et de style, bibelots, tapis, pianos.

EN BREF

DES TRAVAUX SUR LES PISTES D'ORLY. — La piste 3 de l'aéroport d'Orly va être fermée du 12 avril au 5 mai à la suite de travaux de réfection qu'Aéroport de Paris va y entreprendre. Toute l'activité d'Orly sera reportée sur la piste 4 pendant cette période. Cela va entraîner une modification temporaire des conditions d'exploitation de l'aéroport ainsi que des changements dans le survol des communes riveraines du Val-de-Marne et de l'Essone. C'est ainsi que les villes d'Orly, Choisy-le-Roi, Bonneuil, Thiais, Chennevières, Saint-Maur, Sucy-en-Brie, Ormesson et Le Plessis-Trévise seront touchées. Il est possible que la piste 2 soit utilisée pour les décollages. En ce cas Juvisy, Savigny-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois et Morsang-sur-Orge seraient également concernées. En contrepartie, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Boissy-Saint-Léger devraient connaître une accalmie.

PARIS EN VISITES

LUNDI 4 AVRIL

« Le Panthéon », 14 h 30, façade, Mlle Zujovic.

« *Jardins d'Albert Kahn* », 15 h, entrée rue des Abondances, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'Institut de France », 15 h, 23, quai Conti, Mme Camus.

« La Mosquée », 10 h 30, entrée, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru, M. Jaslet.

« Notre-Dame et le compagnonnage », 14 h 30, métro Cité (Lutèce-Visites).

« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Présence du Passé).

« Vieux Belleville », 15 h, métro Télégraphe (Résurrection du Passé).

MARDI 5 AVRIL

« L'Opéra présenté aux jeunes », 13 h 15, vestibule, M. Lépany.

« Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Bachelier (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Ateliers de l'Hôtel de la Monnaie », 14 h 15, 11, quai Conti, Mme Courrat (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Palais de Justice », 15 h, métro Cité, M. Czarny.

« Siège du P.C. », 15 h, métro Colonel-Fabien, M. Jaslet.

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

« Le Moyen Age », 15 h 30, 19, rue de Vaugirard (Visages de Paris).

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.
J.R. use de toute son influence pour mettre fin à la protection de Sue Ellen et de John Ross par les Farlow. Pam est dépressive.

21 h 35 Droit de réponse.
Émission de Michel Polac.
L'impérialisme blanc.

22 h 50 Etoiles et toiles : Numéro « Atomic ».
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand et M. Jouando.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De M. Drucker.
Autour de L. Escudero, R. Magdane, C. Lara, I. Huppert, M. Vlady...

21 h 50 Série : Une femme nommée Golda.
De H. Gast, réal. A. Gibson, avec I. Bergman, J. Davis, A. Jackson...
Golda Meïr a trente ans et devient la secrétaire du Comité des jeunes de Tel-Aviv. En 1954, après l'holocauste nazi, Golda Meïr combat pour la libération de prisonniers... Un destin de femme interprété par une grande actrice. Ingrid Bergman.

22 h 50 Jazz : La grande parade.
Émission de J.-C. Averty.
Vic Dickenson's cousins.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble .
Attention. sept stations régionales décrochent : le Nord-Picardie. l'Aquitaine et le Limousin pour « Requiem » de Fauré : Provence-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes-Auvergne pour « Pour le plaisir ». variétés avec Ch. Dumont : Pyrénées, pour une soirée catalane.

20 h 45 Programme national : on en connaît un rayon.
De J.-D. Verhaegue, réal. E. Monino.
Voyage et divertissement, chansons « en toute fantaisie » dans l'univers de la bicyclette. Imaginez !

21 h 40 Série : Jackie et Sara.

22 h 10 Journal.

22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 30 Musi-Club.
Messe pour Rome, de J.-S. Bach.

FRANCE-CULTURE

20 h, Un seul trapèze, c'est pas une vie, de C. Semprun-Maura. Avec E. Scob et L. Terzieff.

21 h 20, Les six paresseux, de J. Loisy. (Redif.)

22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné à la chapelle royale du château de Versailles) : « Confitebor tibi, pour soli, chœur et orchestre » de Desmarets ; « O sing unto the Lord » de Purcell ; « Deux motets a capella » de Purcell ; « Domine ne in furore » de Desmarets. Par les chœurs du New College d'Oxford et l'ensemble baroque Fiori Musicali ; dir. E. Higginbottom ; sol. B. Schlick, soprano ; M. Van der Sluis, soprano ; H. Geraerts, haute-contre ; H. Van der Kamp, basse.

22 h. Programme pascal : la Résurrection, de Haendel.

Dimanche 3 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Spécial Berlin : les grandes manœuvres des armées alliées ; bataille pour une vie après une mort.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : La Carapate,
film français de G. Oury (1978), avec P. Richard, V. Lanoux, R. Bussières, J.-P. Darras, Y. Gaudeau.
Pendant les troubles de mai 1968, un truand évadé d'une prison lyonnaise remonte vers Paris, en voiture, avec son avocat, qui veut obtenir sa grâce du général de Gaulle. Performances comiques du tandem Victor Lanoux-Pierre Richard dans une comédie façon « grande vadrouille » au temps des barricades étudiantes. Mise en scène soignée, comme toujours chez Oury, mais on regrette certains effets de vaudeville traditionnel.

22 h 20 Document I.N.A. : Mémoire.
Le Père P. Leroy de la compagnie de Jésus. Réal. F. Raoul Duval.
Pierre Leroy, jésuite entré en 1920 dans la compagnie de Jésus, raconte sa vocation religieuse et celle de biologiste. Une vie d'homme libre.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

18 h Dimanche magazine.
Juge Michel, le dossier entrouvert.

19 h Stade 2.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : la Chasse aux trésors.
de J. Antoine, réal. P. Gandrey-Rety. En Suède.

21 h 35 Document : Visite au musicien.
De A. de Chambure, réal. Baronnet. William Christie et les Arts florissants.

22 h 30 Magazine : Désir des Arts
de C. Hudelot.
Les anciens et nouveaux Francs.
Avec la participation de l'historien Georges Duby.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h Série : Bizarre, bizarre.

20 h 35 Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de J. Garcin.
Avec Jacques Chessex, prix Goncourt 1973 pour « l'Ogre ». Un reportage sur Jacques Lanzmann, un portrait de Jean-Marc Roberts...

21 h 35 Journal.

21 h 55 Aspects du court métrage français.
L'Horloge, de A. Borgini.

22 h 30 Cinéma de minuit : Tartarin de Tarascon,
film français de R. Bernard (1934), avec Raimu, F. Charpin, Sinoël, M. Mathis, J. Hélia, Saint-Granier (N.).
Un bourgeois de Tarascon, passionné de chasses africaines, les vit en imagination et se fait admirer de ses concitoyens. Il se trouve obligé de partir pour l'Algérie, pour chasser les lions de l'Atlas.
Une savoureuse adaptation du roman d'Alphonse Daudet, par Marcel Pagnol et illustré par Raymond Bernard pour qui ce fut un film de commande. Un grand numéro de Raimu.

0 h 3 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.

0 h 5 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

17 h 30, Escales de l'esprit : la comtesse de Ségur (Quel amour d'enfant).

18 h 30, Ma non troppo.

19 h 10, Le cinéma des cinéastes.

20 h, Albatros : André Zanzotto, poète italien.

20 h 40, Atelier de création radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

19 h, Jazz vivant : le quartette du saxophoniste et flûtiste Charles Lloyd.

20 h, Les chants de la terre.

20 h 30, Concert (donné à Brême le 25 mai 1981) : « Missa in domenica Resurrectionis » « Visitatio Sepulchri » par la Schola Cantorum Balsiliensis; dir. T. Binkley.

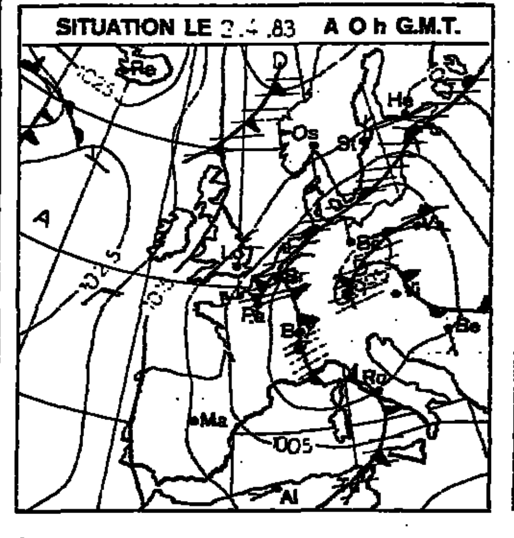
22 h 30, La nuit sur France-Musique : 23 h, entre guillemets.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 3 AVRIL

– *M. Gilbert Trigano,* président du Club Méditerranée, est l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » sur R.T.L., à 18 h 15.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 3.4.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 avril à 0 heure et le dimanche 3 avril à minuit.

Après avoir traversé la France du nord au sud, la zone dépressionnaire qui a donné de la pluie samedi s'éliminera progressivement dimanche vers le Sud-Est et les Alpes. Un flux de nord froid s'établira sur le pays donnant un temps instable.

Dimanche, seules les Alpes et l'extrême Sud-Est auront un ciel bouché une grande partie de la journée, pluie en plaine et neige en montagne vers 600 mètres. Sur toutes les autres régions de France, matinée fraîche, 1 à 3 degrés au lever du jour, temps très incertain avec succession rapide d'éclaircies et de nuages donnant des ondées éparses.

Au cours de la journée, amélioration, le ciel se dégagera un peu, des éclaircies plus durables se développeront. Les averses se feront plus rares, elles tomberont surtout dans le Sud-Est et sur les versants nord des massifs. Un après-midi plutôt agréable malgré des rafales de nord et des températures assez basses pour la saison : 8 à 10 degrés du nord au sud, à peine 12 degrés près de la Méditerranée.

En soirée, nouvelle offensive de la pluie et du vent à la pointe de Bretagne.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 2 avril à 8 heures, de 1 002,4 millibars soit 751,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er avril ; le second le minimum de la nuit du 1er avril au 2 avril) :

Ajaccio, 16 et 7 degrés ; Biarritz, 9 et 5 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Bourges, 10 et 3 ; Brest, 9 et 5 ; Caen, 8 et 4 ; Cherbourg, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 10 et 2 ; Dijon, 9 et 4 ; Grenoble, 8 et 2 ; Lille, 9 et 6 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille-Marignane, 12 et 6 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 7 ; Paris-Le Bourget, 7 et 5 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 13 et 7 ; Rennes, 10 et 4 ; Strasbourg, 13 et 7 ; Tours, 11 et 2 ; Toulouse, 10 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés ; Amsterdam, 12 et 5 ; Athènes, 17 et 14 ; Berlin, 12 et 5 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 34 et 14 ; îles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 12 et 4 ; Dakar, 24 et 20 ; Djerba, 19 et 13 ; Genève, 7 et 3 ; Jérusalem, 23 et 12 ; Lisbonne, 16 et 7 ; Londres, 7 et 3 ; Luxembourg, 9 et 4 ; Madrid, 15 et –1 ; Moscou, 16 et 10 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 11 et –1 ; Palma-de-Majorque, 17 et 9 ; Rome, 16 et 11 ; Stockholm, 10 et –1 ; Tozeur, 23 et 13 ; Tunis, 22 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Décès

– Mme J.-L. Brenier,
Mme A. Loupiac et ses filles,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacques L. BRENIER,
membre national
de l'Académie de chirurgie,
médaille de la Résistance avec rosette,
survenu dans sa soixante-neuvième année, le 31 mars 1983.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière de Saint-Sulpice-des-Rivoires (Isère), le 6 avril 1983, à 15 heures.

[Le docteur Jacques Brenier, membre de l'Académie de chirurgie, s'était fait l'ardent défenseur, au cours de la dernière décennie, de la libéralisation de l'interruption de grossesse. Il s'était exprimé à plusieurs reprises sur ce sujet dans les colonnes du « Monde ». Plus récemment, il avait milité en faveur d'une meilleure connaissance de l'épidémiologie des cancers en France.]

– M. et Mme Jean-Francis Levy,
M. et Mme Jean-Marc Levy-Leblond et leurs enfants,
M. et Mme Jean Cassio et leurs enfants,
M. et Mme Bertrand Leblanc et leurs enfants,
M. et Mme Jo Sirota,
Mme Micheline Leblanc,
M. et Mme Robert Lehman,
Et les familles Franck, Grosz, Rougeon et Rozenblit,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcel LEVY-REIN,
survenu le 30 mars 1983, à Boulogne (92), dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 6 avril, à 15 h 30, au cimetière israélite de Mulhouse (68).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
55, rue des Escarceliers,
30400 Montpellier.

– Mme Robert May, son épouse,
Florence, Thierry et Jean-François May, ses enfants,
Mme Gérard May, sa belle-sœur,
Mr. et Mrs. Michel Parroy, ses neveu et nièce,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MAY,
décédé le 24 mars 1983.

Les obsèques ont eu lieu le 28 mars, dans la plus stricte intimité.
3, rue des Girondins,
92210 Saint-Cloud.

– Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part de la mort de

M. Paul PERROT,
disciple de Léonce de Saint-Martin,
paroissien de Saint-Eustache,
chargé de mission
au cabinet du maire de Paris,
décédé le 31 mars 1983.

Ses obsèques auront lieu en la basilique de Paray-le-Monial, le mardi 5 avril, à 14 h 30.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le jeudi 7 avril 1983, à 19 heures, en l'église Saint-Eustache, Paris-1er.

« Dans tes mains, Seigneur, je remets mon esprit. »

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Alfred ROUSSEAU,
agrégé de l'Université,
maître-assistant
au collège universitaire d'Avignon,
survenu le 22 mars 1983, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de :
Mme Alfred Rousseau et de toute sa famille.

Les obsèques ont eu lieu le 24 mars 1983, à Aix-en-Provence.
Résidence Frédéric-Mistral,
Allée des Cigales,
13100 Aix-en-Provence.

– Neuilly-sur-Seine. Deauville.
M. Jean Roy, son époux,
M. et Mme Guy Roy et Caroline,
ses enfants et sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean ROY,
née Marinette Robardet,
survenu à Deauville le 1er avril 1983, dans sa soixante-quinzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mardi 5 avril 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Augustin de Deauville.

Inhumation le même jour, dans le caveau de famille, au cimetière de Neuilly-sur-Seine, rue des Graviers, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue de Varize, 75016 Paris,
14, rue de la Fontaine,
14440 Douvres-la-Délivrande.

Anniversaires

– En ce douzième anniversaire du rappel à Dieu de

Germaine VELLE,
agrégée de l'Université,

une pensée est demandée à tous ceux qui gardent son souvenir.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3419

HORIZONTALEMENT

I. Un habitué des loges. Aide à moindre risque de franchir une mauvaise passe. – II. Où monter consiste le plus souvent à descendre. Conclusion d'une excitation puérile. Evocation arborescente du lapin. – III. Permet à un président de se prévaloir d'un principat. Toile pour nature morte. – IV. Fait le point. Opulente déesse. En chair et en os. – V. Rase quand il a beaucoup plu. Cheval ou vache. – VI. Interrogation orale. Une amputation des bras lui provoquerait sans doute une paralysie de la langue. Ceux qui roulent dessus mènent grand train. – VII. Ultra de l'amour. Résidence principale du pithécanthrope. – VIII. Un « point » suffit pour la ponctuer. Démonstratif. – IX. Sujet cultuel à Memphis. Rogne ou ronge selon l'espèce. Obtus, il est mal assimilé par un sujet de même nature. – X. Auteur d'un fait d'armes faisant généralement l'objet d'une citation. Les poulets y introduisent parfois un mouton. – XI. La part du participant. Réunion d'éminences rouges. Lâcher des perles. – XII. Tour de cochon. Préambule ou véhicule. De nature à satisfaire un écologiste. – XIII. Théâtre d'exploits dont le héros fut porté au théâtre. Ville ou passage dans la ville. Fond de garantie palliant les pertes de liquide. – XIV. Romains qui nous ramènent à à Valentinien III. Chiffonnantes ou froissantes. Participe passé. – XV. Sa tour d'acier est aussi prestigieuse que sa « Tour d'Argent ». Hommage élevé à un personnage qui ne se relèvera plus.

VERTICALEMENT

1. Plus appréciée dans la conservation du thon que dans le ton de la conversation. Blessé au talon. – 2. Celle qui s'y fait cueillir est mûre et même noire. Le seul qui existe entre certains êtres, c'est de comprendre qu'ils ne se comprendront jamais. – 3. Devient douloureuse quand elle écorche. Exhalaison qui laisse mal augurer du dîner. – 4. Novateur grec. Période de crise occasionnant des chutes de cabinets. Injonction lancée à Rodrigue. – 5. Le porteur de l'un poursuit le porteur de l'autre. Vieux caractères celtiques. Système de défense conseillé par certains défenseurs. – 6. Une salle que personne ne tient à fréquenter. Lette ou chiffre. – 7. Sujet évoquant plus le son que la lumière. Son char s'embourbe souvent dans certaines ornières. Joueras sur les couleurs. – 8. Démonstratif. Briser la glace pour réchauffer l'atmosphère. Simplicité, dans un sens comme dans l'autre. – 9. Raccourci pour un descendeur de fond. Suivent un parcours parsemé de trous. – 10. Personnel. Récrimination généralement sans écho. Article. Copulative. – 11. Son ou lumière. Pris à la gorge. En rogne Casse la tête ou les pieds. – 12. Permettent de monter facilement des cols raides. – 13. Leur beauté ne se fane pas forcément quand elles deviennent belles. Article de « gros ». – 14. Femme toujours disposée à faire usage de son charme. – 15. Note. Roi qui ne digérait pas la cuisine aux lardons. On y tombe aveuglément.

Solution du n° 3418

Horizontalement

I. Espaliers. – II. Soupirail. – III. Puni. Rusa. – IV. Osa. Ce. EV. – V. Isis. Gîte. – VI. Résolu. – VII. Ecolier. – VIII. Nus. Mi. – IX. Us. Obèses. – X. Isolera. – XI. Té. Es. Clé.

Verticalement

1. Espoir. Nuit. – 2. Sousse. Ussé. – 3. Punaises. – 4. Api. Soc. Olé! – 5. Li. Lombes. – 6. Irrégulier. – 7. Eau. Sac. – 8. Risette. – 9. Slave. Rasée.

GUY BROUTY.

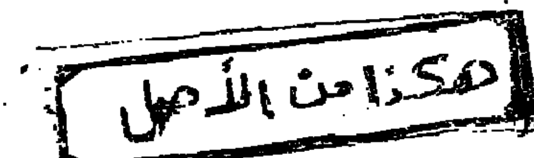
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 2 avril :

DES DÉCRETS

● Relatifs aux attributions du premier ministre, des ministres et secrétaires d'Etat ;

● Relatif au régime des caisses d'épargne.



Les effets de l'inflation et ceux du plan de rigueur

La réponse des ordinateurs

La politique économique menée en France depuis juin 1981 a eu pour effet, en même temps qu'elle soutenait l'activité, de détériorer le solde de notre balance commerciale et d'accélérer l'inflation, d'où la nécessité des deux réajustements de parités monétaires au sein du S.M.E. intervenus en octobre 1981 et juin 1982. Compte tenu de ces réajustements, l'impact total de la politique française a été une aggravation de 45 milliards de francs du déficit commercial de 1982 qui, si ces effets n'avaient pas joué, n'aurait donc été que de 48 milliards de francs (au lieu de 93 milliards de francs).

Ces effets continuant à jouer, on comprend très bien qu'un troisième réajustement ait été nécessaire, qui a conduit à une nouvelle dévaluation de 8 % du franc par rapport au deutschemark. La troisième dévaluation aura-t-elle une incidence favorable ? On trouvera dans le tableau ci-dessous — calculée avec le modèle MOGLI (1) — les effets pour 1983 et 1984 de cette troisième dévaluation du franc, ainsi que ceux des deux précédentes.

Incontestablement, la croissance se trouve stimulée : l'amélioration de la compétitivité entraîne en effet à court terme une *augmentation* du volume de nos exportations. La dévaluation du franc a toutefois comme contrepartie — sauf à mettre en œuvre un nouveau blocage — d'accélérer la hausse des prix, ce qui tend à en réduire les effets bénéfiques à court terme, notamment en ce qui concerne la compétitivité. En même temps, l'augmentation *induite de la demande intérieure* qui accompagne la relance de la production vient aggraver la tension entre l'offre et la demande.

Pour ces différentes raisons, l'accélération de la croissance du volume des exportations fait rapidement place à un ralentissement, si bien que, au total, le niveau du volume global des exportations en *1984* ne serait *supérieur* que de 0,3 % à celui qu'on aurait eu en l'absence d'une nouvelle dévaluation du franc. L'insuffisance de l'investissement productif au cours de ces dernières années va peser lourd, d'autant que la réduction du temps de travail en 1982 a eu pour conséquence de di*minuer la durée d'utilisation* des équipements et l'offre potentielle. Cela explique également que la dévaluation ait pour effet d'accroître le volume des importations.

Il apparaît aussi — à cause de *l'insuffisance de l'offre* — que la troisième dévaluation du franc risque d'être moins efficace que les précédentes pour la croissance et le solde commercial en volume. Le coût des importations étant par contre directement renchéri, *son effet sera en définitive* d'accroître respectivement de 10 milliards et 15 milliards de francs le déficit de la balance *commerciale* française en 1983 et 1984.

I. L'investissement va baisser en 1983 et 1984

(en % et en volume)

	1982	1983	1984
● PIB marchand	1,5	1,1	0,3 (1)
● Importations	3,6	2	1,2
● Consommation des ménages	3,4	1,2	0,1
● Investissement	− 0,9	− 3,5	− 3
● dont : Entreprises	+ 1	− 3,7	− 4,1
● Exportations	− 2	5,4	4,1
Prix : moyenne annuelle	12 %	9,6 %	10,2 %
Glissement (décembre/déc.)		10,2 %	9,8 %
Revenu disponible des ménages (en volume)		+ 0,2 % (2)	+ 0,1 %
Balance commerciale (en milliards de F.)	− 95	− 75	− 53
Besoin de financement extérieur	115	101	90
Demandes d'Emploi			
En moyenne		2 105 000	2 265 000
En fin d'année		2 140 000	2 330 000

(1) Compte tenu d'une indexation partielle des salaires sur les prix.
(2) En tenant compte de l'emprunt forcé.

Le tableau ci-dessus donne pour 1983 et 1984 les prévisions de GAMA. Celles-ci intègrent évidemment les divers effets de politique économique (dévaluations, mesures de références, hausse du dollar...) analysés dans l'article de R. Courbis et André Keller, effets mesurés dans l'autre tableau. Ainsi pour 1983, l'effet global de dévaluation et du plan de rigueur est une accélération de 0,4 % de la croissance économique mesurée en terme de PIB (tableau 2), celle-ci étant de ce fait portée à 1,1 % (tableau 1).

Toutefois, en même temps, les effets négatifs des deux premières dévaluations du franc continueront à jouer en 1983 et 1984. Leur incidence sera respectivement d'accroître de 35 milliards et 28 milliards de francs le déficit commercial de 1983 et 1984 (contre 18 milliards de francs en 1982). Il en sera de même pour les effets de la politique intérieure menée de juin 1981 à l'automne 1982. Nous avons évalué leur incidence à 27 milliards de francs sur le déficit commercial de 1982 (hors réajustements du S.M.E.). Pour 1983, l'incidence rémanente serait de 42 milliards de francs sur le déficit commercial.

Certes, la baisse d'environ 15 % du prix en dollars du baril de pétrole constituera un facteur favorable, mais il faut tenir compte ici du fait qu'en moyenne le dollar n'a valu que 6,57 francs en 1982. L'incidence du « choc dollar » sur le *déficit commercial* de la France sera de ce fait plus élevé d'environ 10 milliards de francs en 1983 qu'en 1982 — cela en faisant abstraction de la nouvelle augmentation du dollar par rapport au franc qui résulte du réajustement du S.M.E. de mars 1983.

Pour toutes ces raisons, loin de s'améliorer, le déficit commercial de la France *serait resté* d'environ 90 milliards de francs en 1983 si une politique corrective n'avait *été mise en place*.

L'offre ne pouvant être stimulée que progressivement, le seul remède était de réduire la demande intérieure — *en évitant* toutefois de peser sur les investissements productifs pour ne pas *hypothéquer à nouveau l'avenir*.

On comprend dès lors l'intérêt des mesures retenues le 25 mars dernier pour accompagner la dévaluation du 21 mars. Elles visent précisément (voir à ce sujet *le Monde* daté 27-28 mars) à réduire la *consommation* et la demande publique. Ces mesures ont pour effet immédiat de freiner la croissance (de 0,5 point en *1983*), mais les exportations se trouvent stimulées (de 0,7 point en 1983). La réduction de la demande intérieure permet en effet de libérer des capacités de production pour l'exportation.

Bien que *le* revenu disponible des ménages soit amputé de 25 milliards de francs au total en 1983, l'incidence sur la consommation des *ménages* est faible : respectivement 0,3 % et 0,4 % sur le niveau de la consommation en volume en 1983 et *1984*. Cela s'explique facilement : l'économétrie montre en effet qu'une augmentation de la fiscalité directe (*ou un emprunt forcé*) pèse beaucoup plus sur l'épargne que sur la consommation. Les mesures retenues conduiraient ainsi à une baisse de 0,6 point du taux d'épargne des ménages en 1983 — ce qui amortit l'effet que la baisse du revenu *disponible* a sur la consommation. En même temps, les limitations apportées pour les voyages *touristiques à l'étranger* conduiront à un report vers des dépenses en France. Par contre, l'augmentation des tarifs publics et celle de la fiscalité pétrolière pèseront sur la consommation.

La demande intérieure diminuant, qu'il s'agisse de la consommation des ménages ou de la demande publique, cela aura pour effet d'améliorer le solde commercial : de respectivement 17 milliards et 22 milliards de francs en 1983 et 1984. L'impact des « mesures *d'accompagnement* » sur le solde commercial fera donc un peu plus que compenser celui — défavorable — qu'a, à ce niveau, la troisième dévaluation du franc. L'impact global sera donc favorable : 6 milliards à 7 milliards de *francs de moins pour le déficit de* la balance commerciale en 1983 et 1984.

Bien que favorables, les effets des « mesures d'accompagnement » du 25 mars sur le solde extérieur seront insuffisants pour *compenser complètement* l'héritage de la politique intérieure de 1981-1982 et les effets des différentes dévaluations du franc. Malgré l'incidence favorable que pourra avoir la reprise de l'économie mondiale sur notre commerce *extérieur*, le déficit de la balance commerciale française restera élevé en 1983 : il pourrait atteindre *cette année* 75 *milliards* à 80 milliards de francs, soit nettement plus que l'objectif officiel de *45 milliards de francs*.

En 1984, le déficit commercial pourrait diminuer légèrement mais l'ampleur des mesures retenues pour freiner la demande intérieure est insuffisante pour rééquilibrer complètement les *échanges extérieurs d'ici à la fin* de 1984. Pour l'année prochaine — sauf à réduire de nouveau la consommation, — le déficit commercial devrait encore avoisiner les 50 milliards de francs.

Le rééquilibrage commercial ne pourra être obtenu que très progressivement. L'endettement extérieur de la France continuera donc à s'accroître ; mais l'augmentation des charges financières qui en *résultera* rendra *encore* plus difficile le rééquilibrage de la balance des paiements (2). La question se pose de savoir si une augmentation importante de l'endettement extérieur sera possible encore longtemps, sans crise financière grave ? Une telle incertitude ne manquera pas de peser sur le franc qui, faute d'un redressement suffisant de l'économie française, devrait de nouveau atteindre progressivement son cours-plancher pendant l'année prochaine.

A l'horizon de 1985, pour rééquilibrer la balance commerciale, il faudrait diminuer d'environ 5 % à 6 % le volume de la consommation des ménages, soit réduire d'environ 7 % à 8 % leurs revenus réels (*en sus de ce qui a déjà été* fait). Pour peser efficacement sur la consommation, il faudrait agir directement sur le pouvoir d'achat des revenus primaires et les transferts sociaux. Mais il conviendrait que le renforcement de la politique de rigueur pèse sur l'ensemble des Français, et non principalement sur les salariés *comme le font les mesures récentes* assises sur les revenus imposables.

RAYMOND COURBIS,
professeur
à l'université de Paris-X-Nanterre,
directeur du GAMA.

ANDRE KELLER,
maître-assistant
à l'université de Paris-II,
chargé de recherche au GAMA.

(1) Le modèle MOGLI est un modèle économétrique pluri sectoriel de l'économie française.

II. Incidence sur l'économie française des trois dévaluations du franc et des mesures d'accompagnement de mars 1983

	1983				1984			
	(1) Effets des dévaluations d'octobre 1981 et juin 1982	(2) Effets de la dévaluation de mars 1983	(3) Effets des mesures d'accompagnement de mars 1983	(4) Effets totaux = (1) + (2) + (3)	(1) Effets des dévaluations d'octobre 1981 et juin 1982	(2) Effets de la dévaluation de mars 1983	(3) Effets des mesures d'accompagnement de mars 1983	(4) Effets totaux = (1) + (2) + (3)
CROISSANCE (en %) (a)								
P.I.B. marchand	+ 0,8	+ 0,1	− 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	− 0,1	+ 0,6
Consommation des ménages	+ 0,7	− 0,1	− 0,3	+ 0,3	+ 1,2	+ 0,2	− 0,1	+ 1,3
Exportations	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,7	+ 2,2	− 0,7	− 0,5	− 0,2	− 1,4
Importations	+ 0,8	+ 0,4	− 1,1	+ 0,1	+ 0,5	− 0,4	− 0,3	− 0,2
INFLATION (en %) (b)	+ 2,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,9	+ 0,8	− 0,1	+ 2,6
CHOMAGE (en milliers)	− 35,5	− 1,6	+ 11,8	− 25,3	− 48,2	− 5,6	+ 18,6	− 35,2
SOLDE COMMERCIAL (en milliards de francs courants)	− 34,8	− 10,4	+ 16,6	− 28,6	− 27,9	− 15,2	+ 22,0	− 21,1

(a) Incidence (en points) sur le taux de croissance en volume (aux prix de 1970).
(b) Incidence (en points) sur le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (comptabilité nationale).

Le grand commerce est-il responsable du déficit extérieur ?

Les commerçants sont-ils responsables du déficit du commerce extérieur ? Depuis quelque temps, les professionnels s'inquiètent d'être ainsi montrés du doigt comme des moutons noirs. Certains d'entre eux commencent à *réagir... Le Printemps* lance *au* cours des prochaines semaines (et pour la seconde année consécutive) une campagne d'information dont il entend bien tirer aussi — tirer d'abord — un accroissement de ses bénéfices grâce à une augmenta*tion de ses ventes*. Au cours du printemps donc, le grand magasin du boulevard Haussmann relèvera ce qu'il appelle « le défi français ». Son objectif est simple : substituer *progressivement* — *et* dans la mesure où c'est possible — des articles nationaux aux marchandises étrangères. Et aussi de le dire à sa clientèle. En 1982, 16 % environ des articles vendus par les magasins du groupe (grands magasins ; Prisunic ; *Armand Thiéry*) *étaient d'origine* étrangère (13 % en 1981).

Mais les fabricants français ne paraissent pas tous prêts à répondre à la demande. Sur cinq cent *cinquante appels d'offre*, Le Printemps a reçu cent soixante seize réponses positives. Il est vrai que l'écart de prix de revient sur des articles de grande consommation *rend presque impossible la concurrence nationale*.

Ainsi pour les chemises, Prisunic vend chaque année environ un million de chemises pour homme (3 % de la demande nationale). Deux sur trois d'entre elles sont proposées aux *clients, au plus à 65 francs*. Aucun fabricant français ne peut en produire pour qu'elles soient écoulées à ce prix-là...

Les responsables du Printemps *remarquent encore que la mode* commence aussi à échapper à la France. Ses créateurs *avaient* pourtant quelle réputation ! Ils sont aisément supplantés pour nombre d'articles par les Italiens.

Pour les responsables du groupe, la *« maîtrise »* (ils *préfèrent* ce terme à celui de « reconquête ») du marché *national* doit être accompagnée par un développement des exportations.

Leur enseigne a déjà été concédée dans de nombreux pays. Ils s'engagent à *présent* dans des zones géographiques réputées difficiles : le Japon, la Corée du Sud, des pays du Proche-Orient... Les accords qu'il a déjà passés avec des distributeurs étrangers lui ont rapporté 120 millions de francs en *1982* (chiffre *d'affaires* du groupe 18 milliards de francs).

A.T.

Les syndicats veulent se faire entendre

(Suite de la première page.)

Il demande au premier ministre *« si l'objectif gouvernemental du maintien nominal et global du pouvoir d'achat demeurait »*. F.O. a ajouté que ses syndicats *« devront faire preuve de la plus grande vigilance »*.

Toutes les confédérations ont été unanimes *pour dénoncer* les insuffisances économiques du plan de rigueur, c'est-à-dire l'absence de mesures pour lutter contre le chômage et relancer l'activité industrielle. *« Si les travailleurs savent que la rigueur est nécessaire*, a déclaré M. Edmond Maire, *ils n'admettent pas que l'emploi soit sacrifié. »* Et la C.G.C., la plus virulente, a dénoncé l'incohérence de ce plan — certains disent qu'ils ont *« lavé »* la tête de M. Mauroy, reprochant au gouvernement son *« inadmissible lenteur »* pour définir et appliquer une *« nouvelle stratégie industrielle »*.

Quant aux *« corrections »* suggérées par les syndicats, si elles sont communes lorsqu'il s'agit d'obtenir une modulation des prélèvements fiscaux, elles divergent quand elles portent sur les recettes de remplacement où les compléments à apporter. La C.F.D.T., en réclamant la participation des syndicats aux instances chargées de relancer l'investissement dans les entreprises, irrite F.O. La C.F.D.T, en demandant une augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 %, et la C.G.T., en croyant toujours à une relance par l'augmentation des salaires et de fortes taxations sur les fortunes (un doublement) et les dividendes semblent pratiquer une surenchère qui gêne les autres confédérations plus modestes et réalistes dans ce domaine.

A *toutes ces revendications* auxquelles s'ajoutent, pour la C.F.D.T., la réduction des horaires, l'amélioration des conditions de travail et de la formation, pour la C.G.T., de nouvelles formes d'économies pour la Sécurité sociale, qu'a répondu M. Mauroy ?

Les syndicalistes ont été avares d'indications. *Il semblerait cependant* qu'outre les légères corrections sur les prélèvements fiscaux (familles, retraités) M. Mauroy annoncerait des mesures en faveur de la relance de l'activité économique. Selon F.O., *« le souci du gouvernement est de promouvoir une politique industrielle en aidant certains secteurs, la machine-outil par exemple »*. Selon M. Krasucki, des initiatives seront prises prochainement. Et Matignon confirme ce point en ajoutant que le discours du premier ministre comprendra *« un volet industriel »*.

En tout cas, les dirigeants syndicaux ont tous affirmé qu'ils détermineraient leur attitude après le discours de M. Mauroy, tout en laissant planer la menace d'actions revendicatives. La C.G.C. envisage des manifestations, voire une grève nationale ; F.O. fait savoir que ses syndicats ne resteront pas immobiles et que des *« conflits graves »* ne sont pas à exclure ; la C.F.D.T. plus modérée (elle *« ne veut pas jeter de l'huile sur feu »*) parle de *« mobilisation pour l'emploi »*. Et la C.G.T. ? *Les discours enflammés* qu'elle prononçait contre M. Barre sont certes bien oubliés et c'est la C.G.C. qui prend le relais et trouve M. Mauroy plus réactionnaire que le pouvoir giscardien. Mais le ton très froid qu'a utilisé M. Krasucki à la sortie de Matignon illustre la grande gêne de la C.G.T. Le numéro un de la centrale cégétiste a parlé d'intervention calme mais ferme des syndicats : *« Il faut se faire entendre pour être compris »*, a-t-il déclaré. Faut-il en conclure que M. Krasucki n'a pas été compris ? *Toujours est-il* que la Confédération a lancé une campagne, pour le moment, de sensibilisation. Des *millions* de *tracts* sont diffusés pour faire connaître le *« désaccord de la C.G.T. »* avec la *plupart des mesures* Delors. Pas question de porter atteinte au pouvoir d'achat, pas question de marquer une pause, indique *la Vie ouvrière*. Comme à la C.G.C. et à F.O., on indique que les protestations téléphoniques se multiplient. Des délégations sont prévues auprès des députés socialistes. L'action revendicative ira-t-elle plus loin et sera-t-elle plus forte ? Deux types de protestation pourraient se développer : contre le forfait hospitalier dont la C.G.T. en tête demande l'an*nulation* ; *pour l'ouverture immédiate* de nouvelles négociations sur les traitements des fonctionnaires. De la C.G.T., qui ne *« saurait accepter la poursuite du retard entre les rémunérations et les prix »* (et réclame donc l'indexation), à F.O., un front, certes diversifié, de contestataires pourrait se dresser contre l'État-patron. Chacun parle de « mobilisation » sans encore pouvoir dire s'il s'agira de « retrousser ses manches » pour que le plan modifié réussisse — hypothèse très aléatoire, — *de pratiquer le harcèlement* — voie plus probable — ou de déclencher la guerre.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Des précisions sur le nouveau contrôle des changes

La Banque de France a adressé, vendredi 1er avril dans la soirée, une série de directives aux banques sur les modalités d'application du dis*positif de contrôle des changes*. Le ministère de l'économie et des finances a rendu public, à travers un long communiqué, l'ensemble de ces directives qui apportent des précisions et des aménagements sur un certain nombre de points.

● Les voyageurs qui ont effectué le 24 mars au plus tard, soit la veille de l'annonce de la nouvelle *réglementation*, des versements d'acomptes ou d'arrhes pour des séjours à l'étranger peuvent régler le solde de la dépense, quel que soit son *montant*, sans l'imputer sur l'allocation touristique.

● Pour les voyages linguistiques, l'allocation annuelle est majorée de 2 000 F au maximum *pour* les personnes de moins de vingt-cinq ans. Les dépenses relatives à d'autres voyages *non touristiques* (notamment les déplacements sportifs ou artistiques, les missions humanitaires, ou les stages à l'étranger) peuvent donner lieu à autorisation particulière.

● Si leur activité professionnelle le justifie, les travailleurs indépendants, les membres de professions libérales, etc., pourront obtenir, auprès des autorités compétentes, l'autorisation d'utiliser leur carte de crédit à l'étranger.

● Lorsqu'un résident français se rend à l'étranger pour y recevoir des soins médicaux, les frais d'hospitalisation et de soins peuvent être transférés sans être imputés sur *son allocation touristique*.

● Toute acquisition de titres donnant droit à l'étranger à des *prestations* à caractère touristique (bons d'essence, bons d'échange) doit être imputée sur l'allocation annuelle, avec mention sur le carnet de change.

Economie

POUR SAUVER L'EMPLOI CHEZ SAUVAGNAT, LES SYNDICATS ACCEPTENT UNE RÉDUCTION DE 17 % DE LA MASSE SALARIALE

Un protocole d'accord réduisant d'environ 17 % la masse salariale pour sauver l'emploi a été signé, vendredi 1er avril, par tous les syndicats à l'usine Sauvagnat-Industries (490 salariés : fabrication de parapluies, de meubles de jardin, etc.) à Aurillac, dans le Cantal.

Les représentants de la C.G.C., qui avaient refusé de donner leur adhésion en raison d'une « *amputation de 15 %* » des salaires des cadres, ont finalement signé dans l'après-midi de vendredi.

Ce protocole d'accord sur la réduction de la masse salariale, de l'ordre au total de 17 %, était le préalable mis par les pouvoirs publics, et notamment le comité interministériel de redéploiement industriel, pour octroyer à Sauvagnat, dans le cadre d'une convention financière de comblement du déficit, un prêt de 42 millions de francs.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. avaient été les premiers à se déclarer favorables au document prévoyant la contraction des salaires.

ROTHMANS DEVIENT ACTIONNAIRE DE CARTIER

Cartier, la célèbre maison de la place Vendôme à Paris, classée numéro un mondial dans la bijouterie et les articles de luxe (montres, pendules, briquets, articles de maroquinerie, parfums, lunettes, etc.) avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, ouvre son capital à l'étranger. La manufacture internationale de tabacs et cigarettes Rothmans vient d'acquérir un peu plus de 20 % des actions de l'entreprise française pour 30 millions de livres sterling (320 millions de francs environ).

Pour le groupe Rothmans, qui, – avec ses trente et une manufactures de cigarettes (vingt-neuf en Europe, deux au Canada) et un chiffre d'affaires de 3 milliards de livres (32 milliards de francs), se situe au quatrième rang mondial dans l'industrie des tabacs, cette acquisition marque une étape importante dans la diversification de ses activités) entreprise afin de contrebalancer l'effet produit par la contraction des marchés liée aux campagnes antitabac.

L'entrée de Rothmans dans Cartier se fera par Cartier Monde, holding luxembourgeoise du groupe, qui détient 99,9 % de Cartier S.A.

LE CHOMAGE A L'ÉTRANGER

Légère baisse aux Etats-Unis

Washington (*A.F.P.*). – Le taux de chômage aux Etats-Unis a légèrement baissé en mars, atteignant 10,3 % de la population active, au lieu de 10,4 % au cours des deux mois précédents (10,8 % en décembre), ce qui indique les premiers effets favorables de la reprise sur l'emploi. Il s'agit de la seconde baisse de taux enregistrée par le département du travail depuis que l'économie américaine est entrée, à l'été 1981, dans la plus importante récession de l'après-guerre. Mais la première amélioration, observée en janvier, était due en partie à un changement de méthode statistique.

Malgré ce résultat, près de 11,4 millions d'Américains étaient encore inscrits au chômage en mars, tandis que le nombre de « *travailleurs découragés* », selon les statistiques officielles, c'est-à-dire ceux qui ont cessé de s'inscrire au chômage, demeurait inchangé : il était de 1,8 million. En fait, seul le taux de chômage des travailleurs blancs (hommes) – qui représentent la moitié de la main-d'œuvre au total – a sensiblement baissé, revenant de 9,9 % en février à 9,6 %.

Ralentissement en Grande-Bretagne

Londres (*A.F.P.*). – Le nombre de chômeurs officiellement secourus en Grande-Bretagne a diminué de 27 000 de la mi-février à la mi-mars, revenant à 3 172 390, soit 13,6 % de la main-d'œuvre disponible. Toutefois, il ressort des statistiques du ministère de l'emploi que cette amélioration est due entièrement aux facteurs saisonniers, favorables à cette époque de l'année. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs a au contraire encore augmenté de 25 000, se situant à 3 025 600

La petite reprise de l'activité économique, qui s'est amorcée au cours des récentes semaines, ne provoque encore qu'un ralentissement des licenciements, indique la Confédération de l'industrie britannique, qui prévoit que le nombre des chômeurs croîtra encore d'environ 100 000 pendant l'année courante. Pour leur part, les syndicats estiment le nombre réel des sans-emploi à 4,5 millions avec les non-secourus, les préretraites et les emplois temporairement créés par l'Etat.

Stabilisation au Japon

Tokyo (*A.F.P.*). – Le chômage au Japon s'est stabilisé en février, touchant 1 650 000 personnes, soit 2,71 % de la population active (après ajustement saisonnier). Par rapport à février 1982, 300 000 chômeurs supplémentaires ont été enregistrés. Le nombre des hommes au chômage est évalué à 1 030 000 et celui des femmes à 620 000, l'augmentation par rapport à février 1982 étant dans chaque cas de 150 000. En janvier 1983, le Japon avait connu, avec un pourcentage de 2,72 %, le taux de chômage le plus élevé jamais enregistré depuis l'établissement de telles statistiques en 1953.

Négociations en cours sur les dettes des pays latino-américains

Plusieurs pays d'Amérique latine continuent de négocier le rééchelonnement de leurs dettes extérieures et l'obtention de nouveaux crédits.

● VENEZUELA : le ministre des finances, M. Arturo Sosa a annoncé à New-York, où il négocie avec un comité de douze banques (dont la Banque de Paris et des Pays-Bas) le rééchelonnement de quelque 10 milliards de dollars de dette publique venant à échéance cette année, que des discussions s'ouvriront la semaine prochaine avec le F.M.E. en vue de l'obtention d'un crédit de confirmation (stand-by).

● MEXIQUE : la Banque mondiale pourrait accorder un prêt de 500 à 700 millions de dollars au Mexique pour aider ce pays à développer ses exportations.

● ÉQUATEUR : le gouvernement vient de demander au Fonds monétaire la conclusion d'un accord de confirmation (crédit stand by) pour un montant de 170 millions de dollars. Cette demande fait suite à la dévaluation du sucre, la monnaie nationale (*le Monde* daté des 20-21 mars).

Le pays doit également négocier le rééchelonnement sur une période de sept ans de quelque 1 224 millions de dollars de dettes publiques venant à échéance cette année. Ce chiffre représente environ le quart de la dette totale.

Reste encore une dette privée importante qui atteindrait 1 615 millions de dollars, dont 1 257 viennent prochainement à échéance.

● CHILI : les négociations ont repris cette semaine à New-York avec les banques créancières pour le rééchelonnement de la dette extérieure venant à échéance en 1983, soit 1,75 milliard de dollars en principal et 1,64 milliard en intérêts (le total de la dette s'élève à quelque 18 milliards de dollars, dont 7 à 8 milliards de dollars de dettes non garanties). Les sommes à rembourser représentent environ 80 % de la valeur des exportations. Le gouvernement chilien s'était initialement refusé à prendre en charge la dette extérieure privée, mais a dû revoir sa position après la suspension de toute ligne de crédit par les banques étrangères.

Le Chili a obtenu la prolongation jusqu'au 10 avril de la suspension de remboursement des dettes échues au premier trimestre.

● L'Uruguay demande un moratoire de trois mois de sa dette extérieure privée. – L'Uruguay a sollicité une suspension de paiement de trois mois sur sa dette extérieure privée.

Ce moratoire de quatre-vingt-dix jours, qui s'appliquera aux échéances de capital, doit être mis à profit pour organiser le rééchelonnement des dettes arrivant à échéance pendant l'année courante (environ 570 millions de dollars). En outre, l'Uruguay voudrait obtenir des banques 250 millions de dollars de crédits supplémentaires pour combler le déficit de sa balance des paiements pour l'année courante.

Les négociations seront facilitées par l'accord intervenu en janvier entre les autorités uruguayennes et le Fonds monétaire international. – (*A.F.P.*)

Les poisons du silence

(Suite de la première page.)

Le dédouanement et l'entreposage à Saint-Quentin (Aisne) ne peut être qu'un changement de procédure, dû à une difficulté de dernière minute.

Les Allemands utilisent le même argument de l'autorisation préalable. D'où le démenti, le 31 mars, du ministère fédéral de l'intérieur. Mais la France affirme aujourd'hui que, dès novembre 1981, une société allemande a proposé ses services au futur transporteur français, M. Bernard Paringaux, aujourd'hui écroué à la maison d'arrêt de Saint-Quentin. Et, depuis, toutes les demandes de mise en décharge ont été faites auprès d'entreprises des deux États allemands (R.F.A. et R.D.A.). L'enquête menée en France depuis l'arrestation de M. Paringaux en aurait apporté les preuves. Le gouvernement fédéral allemand lance donc à son tour l'enquête, notamment dans les Länder de Hesse et de Bade-Wurtemberg. Sait-on jamais ?

Cette série de cachotteries, de non-dits et de dénégations précipitées prouvent une chose : les déchets de Seveso brûlent les doigts. La société propriétaire de l'usine rejette l'obligation du secret sur le transporteur, qui la rejette sur le récupérateur, toujours chargé des basses besognes. Les gouvernements, croyant rassurer leurs populations, affirment que les déchets ne sont pas chez eux, du moins officiellement. Mais personne n'ose dire : « *Ils sont là.* » Or tant qu'on ne le dira pas, preuve à l'appui, personne ne croira personne. Ce jeu de cache-tampon est toujours ridicule. S'agissant d'un produit hautement toxique, plein d'inconnues scientifiques, le jeu devient dangereux. Surtout pour des démocraties qui se veulent ouvertes, transparentes, et qui font à tout propos la leçon au reste du monde.

ROGER CANS.

Marée noire : la France au secours du Qatar

La marée noire en dérive dans le golfe Persique menace de plus en plus les émirats de Bahrein et de Qatar. Des équipes de spécialistes américains, britanniques, néerlandais et français se tiennent prêts à intervenir, mais le conflit irano-irakien paralyse toute action rapide. Pour accéder aux puits en mer qui perdent chaque jour des milliers de tonnes de brut dans le gisement iranien de Nowrouz, il faudrait que l'Irak lève son blocus maritime.

Or ce pays n'a toujours pas annoncé sa participation à la réunion à Koweït des pays membres de l'ORPEM (Organisation régionale de protection de l'environnement marin, comprenant les huit Etats riverains du Golfe), maintenant repoussée au mercredi 6 avril. Au Qatar, où une usine de dessalement est particulièrement menacée, deux barrages de fortune ont été mis en place.

En France, le secrétariat d'Etat à la mer indique qu'une opération de coopération internationale, coordonnée par la société havraise Abeilles International, est actuellement préparée. On précise que le matériel nécessaire à l'opération ne sera pas prélevé sur les stocks mis en réserve pour la protection des côtes françaises.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 28 au 31 mars 1983

LA PAUSE

RAMENÉE à quatre séances en raison du long week-end pascal, cette semaine a permis à la Bourse de Paris d'observer une pause bien méritée après la hausse de plus de 4 % engrangée la semaine précédente qui a permis aux valeurs françaises de gagner près de 20 % pour le seul premier trimestre de l'année en cours.

Cette fois-ci, les gains ont été plus modestes (0,75 % environ) et de nombreuses valeurs-vedettes qui apparaissaient irrésistiblement tirées vers le haut depuis plusieurs semaines ont accepté de céder un peu de terrain. D'une façon générale, le programme draconien de « *sursaut national* » annoncé par le gouvernement, le 25 mars dernier, a été plutôt favorablement accueilli sous les colonnes dans la mesure où il marquait pour les professionnels un simple retour aux règles d'orthodoxie financière qui leur sont familières en matière de comptabilité publique.

Mettre enfin l'accent sur le nécessaire rééquilibrage du commerce extérieur tout en freinant la consommation des ménages et en pratiquant une politique de vérité dans le domaine des tarifs publics quitte à perdre 2 % de croissance, voilà qui sonne agréablement aux oreilles des boursiers parisiens. Le message a d'ailleurs aisément franchi les limites de l'hexagone, si l'on en juge par les commentaires positifs qui ont suivi – y compris dans la presse dite d'affaires – la mise en place d'un dispositif devenu draconien pour les Français tentés cette année par de lointaines vacances.

Si l'on connaît les grandes lignes de l'action gouvernementale destinée à fournir quelque 65 milliards de francs d'économies à la France, il reste encore à découvrir le contenu des deux volets social et industriel qui semblent bien avoir été précipitamment rattachés au premier train de « *mesures d'accompagnement* » de la récente dévaluation du franc français.

En attendant la déclaration de politique générale que doit faire, le 6 avril, prochain le premier ministre a la tribune de l'Assemblée, le palais Brongniart a un peu décroché par rapport à l'actualité pour passer au tamis les groupes de cotation.

Lundi, pour la première séance de la semaine, marquée par une hausse de près de 0,8 % des actions françaises, le ton était encore à l'euphorie ; témoin les vagues d'achats qui ont déferlé sur L'Oréal, Moët-Hennessy et le Club Méditerranée, trois valeurs « *réservées à la hausse ce jour-là* ». Le lendemain, l'heure était à la réflexion et les mêmes titres qui se mêlaient de tirer la cote la veille, faisaient amende honorable pour permettre aux opérateurs de réaliser quelques prises de bénéfices bien compréhensibles. L'Oréal et Moët-Hennessy perdaient 4 % à 5 % et les « *gentils organisateurs* » de M. Gilbert Trigano avaient vendu leurs fameux « *colliers de boules* » pour calmer le marché.

De fait, les cours étaient en baisse de 0,4 % et la séance de mercredi, tout à fait insignifiante, ne modifiait en rien les positions, une velléité de nouvelle hausse étant toutefois perceptible à la veille du week-end de Pâques lorsque les actions françaises se mirent en tête de progresser de 0,3 % dans leur ensemble. Visiblement, le choix des investisseurs était plus diffus, et aux valeurs, vedettes de ces dernières semaines (essentiellement les traditionnelles sociétés bien ancrées aux États-Unis ou bénéficiant des effets comptables d'un dollar fort et de la dévaluation du franc) succédait un engouement subit pour deux catégories de titres bien distinctes : les sociétés liées au secteur du logement et la distribution.

Que les investisseurs aient trouvé dans les dernières propositions gouvernementales une série d'éléments propres à relancer l'activité du bâtiment, des travaux publics et du secteur qui les finance (la banque), rien que de très compréhensible et nul ne s'offusquait de voir Routière Colas, Screg, Poliet, Prétabail, UCB jouer les francs-tireurs. Par contre que certains opérateurs aient jeté leur dévolu (étrangers de surcroît) sur la consommation, voilà qui ne manquait pas d'étonner sous les colonnes. Délaissant Viniprix qui serait encore dans « *le rouge* » ou Darty, qui a subrepticement quitté le soleil espagnol, l'intérêt des opérateurs ne s'est pas démenti sur des titres tels que BHV, Guyenne Gascogne, Galeries Lafayette, La Redoute, le Printemps, autant de sociétés malmenées depuis plusieurs mois en Bourse et qui devraient normalement subir le contrecoup de la volonté manifestée par le gouvernement de freiner des quatre fers la consommation.

Tout en transmettant les ordres d'achats, de nombreux professionnels continuaient à s'interroger, et une seule explication leur venait à l'esprit : ce secteur de la distribution est finalement beaucoup moins mal en point que d'aucuns le prétendent et il y a de fortes chances pour que les Français « *tirent* » sur leur épargne disponible avant d'accepter de restreindre leurs dépenses de consommation. Le schéma de pensée sera rapidement vérifié.

SERGE MARTI.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	28 mars	29 mars	30 mars	31 mars	1er avril
Terme	385 279 993	337 247 541	252 363 071	227 195 513	...
Comptant					
R. et obl.	946 900 138	1 443 151 550	1 001 089 781	954 233 062	
Actions	238 295 921	127 272 685	164 855 179	180 831 974	
Total	1 570 467 052	1 907 671 776	1 418 308 031	1 362 260 549	

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

Franç.	116,7	116,5	116,8		
Étrang.	113,1	112	111,9		

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

Tendance	122,6	122	122,1	122,4	

(base 100, 31 décembre 1982)

Indice gén.	114,9	114,5	114,6	114,8	

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
B.S.N.-Gervais-Danone	65 200	111 287 975
Moët-Hennessy	96 850	100 692 875
L'Oréal	57 230	90 597 256
Club Méditerranée	131 350	85 841 700
Elf-Aquitaine (1)	257 025	32 755 789
Air liquide (1)	45 925	22 599 825

(1) Trois séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 25 mars	Cours 31 mars
Or fin (kilo en barre)	96 000	97 800
– (kilo en lingot)	96 000	97 500
Pièce française (20 fr.)	700	685
Pièce française (10 fr.)	419	401
Pièce suisse (20 fr.)	661	685
Pièce latine (20 fr.)	661	660
● Pièce tunisienne (20 fr.)	620	618
Souverain	781	788
Souverain Elizabeth II	875	860
● Demi-souverain	405	390
Pièce de 20 dollars	3 900	3 906
– 10 dollars	1 920	1 860
● – 5 dollars	1 050	1 018
– 50 pesos	4 085	4 230
● – 20 marks	790	780
– 10 florins	705	700
● – 5 roubles	420	425

● Cotation hebdomadaire.

● Yashica, le fabricant d'appareils photo, est absorbé par Kyocera Corp., qui est le « numéro un » des composants électroniques en céramique. Cette opération interviendra le 1er octobre prochain. Elle se fera par échange de titres (1 action Kyocera pour 13 actions Yashica). Ce rapprochement est la conséquence de la crise régnant dans l'industrie photographique. Pour l'exercice financier arrêté le 31 mars dernier, Yashica a enregistré une perte de 280 millions de yens (8,5 millions de francs).

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Calme et irrégulier

Après son récent galop, Wall Street s'est montré très indécis cette semaine sur l'attitude à adopter. Partagé entre la satisfaction causée par la décision de Londres de ne pas porter un coup de canif à l'accord pétrolier en abaissant raisonnablement le prix du baril de brut de la mer du Nord et les inquiétudes soulevées par la tension des taux d'intérêt, le marché a tour à tour monté, puis baissé, puis remonté, faisant même très rapidement volte-face jeudi, à la veille du week-end pascal. Finalement, l'indice des industrielles, un moment parvenu à son plus haut niveau historique (1 152) le 31 mars en cours de séance, s'est établi à 1130,03, soit à 10,05 points en-dessous de la cote à laquelle il était parvenu le vendredi précédent.

Les opérateurs ont analysé avec soin les dernières statistiques économiques. Vues sous un certain angle, celles-ci leur sont apparues rassurantes. Mais, analysées dans le détail, ces statistiques font apparaître que le redémarrage de l'expansion n'est pas uniforme et que son ampleur risque d'être faible. Avec la crainte d'un resserrement du crédit, les opérateurs ont préféré prendre leurs distances avant les fêtes pascales.

L'activité a porté sur 298,45 millions de titres, contre 416,42 millions.

	Cours 25 mars	Cours 31 mars
Alcoa	32 1/2	32 1/8
A.T.T.	66	64 1/2
Boeing	40 5/8	40
Chase Man. Bank	53 1/4	53 1/4
Du Pont de Nem	40	41 5/8
Eastman Kodak	85 7/8	82 1/4
Exxon	30	30 5/8
Ford	39 7/8	40 1/4
General Electric	105	105
General Foods	42 3/4	40 1/2
General Motors	59 1/2	59 3/8
Goodyear	28 3/4	28
I.B.M.	102 1/8	101 3/4
I.T.T.	37 5/8	35 5/8
Mobil Oil	26 1/4	28 3/4
Pfizer	75	75 3/4
Schlumberger	38 5/8	42 3/4
Texaco	31 5/8	33 1/8
U.A.L. Inc.	35 1/4	33 1/2
Union Carbide	61	59 7/8
U.S. Steel	22 7/8	22 7/8
Westinghouse	47 3/4	46 1/2
Xerox Corp	42	41 3/8

TOKYO

Au plus haut

Soutenu par l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt mais aussi par des achats étrangers, le marché a poursuivi son avance. Malgré un pas en arrière fait à l'approche du week-end, il a atteint, samedi, son plus haut niveau historique. Au total, 2 613 millions de titres ont changé de main.

Indices du 1er avril : Nikkeï Dow Jones, 8 479,59 contre 8 319,09 ; indice général, 615,21 contre 612,49.

	Cours 25 mars.	Cours 1er avril.
Akaï	418	422
Bridgestone	477	490
Canon	1 310	1 340
Fuli Bank	500	500
Honda Motors	868	851
Matsushita Electric	1 320	1 280
Mitsubishi Heavy	226	218
Sony Corp	3 590	3 580
Toyota Motors	1 080	1 070

LONDRES

Reprise en fin de semaine

D'abord déprimé par la crainte d'une déstabilisation du marché pétrolier, mais aussi la faiblesse corrélative de la livre, le marché, rassuré par la décision de la B.N.O.C. d'abaisser raisonnablement les prix de son pétrole, a comblé son retard. Il a été d'autant plus incité à le faire que les dernières prévisions économiques de la Banque d'Angleterre lui sont apparues encourageantes.

Indices « F.T. » du 31 mars : industrielles, 655,1 (contre 656,9) ; mines d'or, 559,7 (contre 537,9) ; Fonds d'Etat, 80,82 (contre 80,63).

	Cours 25 mars	Cours 31 mars
Beecham	381	378
Bowater	183	174
Brit. Petroleum	320	330
Charter	221	223
Courtaulds	92	95
De Beers (*)	7,35	7,75
Dunlop	45	49
Free State Geduld*	38 1/4	40 1/4
Glaxo	760	815
Gt. Univ. Stores	535	538
Imp. Chemical	398	396
Shell	444	458
Unilever	865	840
Vickers	136	136
War Loan	35 5/8	35 7/8

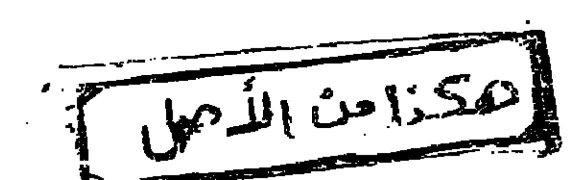
(*) En dollars

FRANCFORT

Nouveau record

Sur l'afflux des ordres achats provenant de l'étranger, le marché a établi un nouveau record et l'indice de la Commerzbank s'est élevé jeudi au palier de 909, le plus haut atteint depuis treize ans (contre 901,7 le 25 mars).

	Cours 25 mars	Cours 31 mars
A.E.G.	56	54,50
B.A.S.F.	140	141,30
Beyer	138,20	139
Commerzbank	161,70	160
Deutschebank	325	324
Hoechst	142,80	142,90
Karstadt	264	265
Mannesman	169,50	169
Siemens	324,70	330
Volkswagen	171,50	180,70



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Ne tirez pas sur le pianiste

La signature française se place plus difficilement à l'étranger. Deux opérations en donnent présentement l'exemple. Il s'agit de l'euroémission de 50 millions d'ECU du Crédit national et, sur le marché intérieur néerlandais, d'un emprunt obligataire de 100 *millions de florins* du Crédit foncier de France, l'une et l'autre étant garantis par la *République française.*

La première transaction d'une durée de dix ans avec, au choix des porteurs, une possibilité de remboursement anticipé après huit ans, est pourtant dotée d'un coupon annuel alléchant puisque de 12,25 %. Malgré cet attrait, la clientèle privée traditionnelle du Benelux, qui, en d'autres temps, *n'aurait pas manqué de* réserver un accueil chaleureux à une offre de ce type, ne semble pas cette *fois très empressée.*

Les banques belges soulignent cette réserve qui se reflète dans une décote de l'ordre de 1,625 — 1,825 sur le marché gris, c'est-à-dire celui qui s'instaure officieusement pendant la période de souscription publique d'une euroémission. Cette décote qui est supérieure à la commission de vente de 1,25 % que reçoivent les banques pour placer le papier parmi leur clientèle, montre que pour décider cette dernière à acquérir les euroobligations du Crédit national, il faut lui offrir un stimulant.

Un autre facteur a également négativement influencé le comportement du « dentiste belge », c'est-à-dire de la clientèle privée d'outre-Quiévrain. C'est la décision rapportée, huit jours plus tôt dans ces colonnes, des deux banques américaines de ne pas participer à l'opération parce que le garant, c'est-à-dire l'Etat français, n'a pas voulu, dans le contrat de prêt, prendre à son compte les clauses d'égalité entre tous ses créanciers et de réciprocité en cas de défaut éventuel de paiement. Ce refus a jeté une certaine suspicion dans l'esprit des investisseurs qui se sont interrogés sur ses raisons.

L'emprunt de 100 *millions de florins* du Crédit foncier, qui a une durée de dix ans, a été lancé en début *de semaine sur le marché néerlandais* des capitaux avec un coupon annuel de 8,25 %. Celui-ci sera augmenté de 0,25 % *pour être porté à* 8,50 % le mardi 5 avril parce que de toute évidence les investisseurs néerlandais n'ont guère montré d'enthousiasme à l'égard de la proposition *française.*

A titre de comparaison, les deux grandes banques Amsterdam-Rotterdam Bank et l'Algemene Bank Nederland viennent juste de lever sur le même marché chacune 150 millions de florins sur une durée de vingt ans avec un coupon de 8,25 % et un prix au pair. A la veille du week-end pascal, leur papier se traitait déjà avec une légère prime sur le marché secondaire.

Tout cela est fâcheux pour le standing de la France à l'*étranger*, même si elle va moins emprunter cette année en dehors de ses frontières ; M. Jacques Delors estime que cette activité ne devrait guère dépasser 8 *milliards* de dollars en 1983.

De toute manière, il semble qu'entre les 22 à 23 *milliards* de dollars recherchés l'an dernier par l'ensemble des emprunteurs français et les 12 à 14 *milliards officiellement* reconnus par les autorités la différence est telle qu'elle devrait pouvoir s'appliquer en 1983.

Les débiteurs français ont emprunté à l'étranger l'équivalent de 3 *milliards* de dollars *pendant* les trois premiers mois de cette année. Près de 2 milliards de dollars ont été drainés par le truchement de placements obligataires divers et le solde au travers d'eurocrédits bancaires.

Un service inestimable

Même si elle a fortement ralenti le rythme de ses emprunts extérieurs depuis un mois, il est difficile de croire que la France ne lèvera que 5 milliards de plus, d'ici à la fin du mois de décembre. Si elle arrive à réduire à 15 milliards de dollars ses emprunts étrangers cette année, elle aura déjà accompli un beau tour de force. C'est tout au moins l'opinion de la communauté bancaire internationale, y compris celle de ses représentants français. Dans le privé, ces derniers le reconnaissent à l'instar de leurs euroconfrères d'Amérique, du Japon, du Moyen-Orient et d'Europe, qui tous soulignent que 15 milliards de dollars supplémentaires porteront l'endettement brut extérieur de la France dans la zone des 70 *millions de dollars. Compte tenu* des périodes de franchise, le gros des remboursements susceptibles de diminuer ce montant n'interviendra qu'avec la prochaine législature.

On comprend dès lors que les commentaires faits à New-Delhi cette semaine par M. Claude Cheysson, affirmant que l'énorme croissance du marché des eurodollars était à la base du présent désordre monétaire international, auraient fait sourire s'ils n'émanaient d'un représentant d'un pays dont l'équilibre des paiements n'a été ces derniers temps assuré que grâce, *précisément*, à cet immense réservoir d'eurocapitaux venus de tous les horizons du monde.

Les eurobanquiers ayant pris connaissance de ces déclarations ont *estimé qu'il était maladroit de la* part d'un ministre d'une nation, sollicitant sans cesse l'ensemble de l'euromarché, de *critiquer ce dernier*. Comme du surcroît, les banques nationales françaises en font partie intégrante, les mêmes font également remarquer ironiquement que par voie de conséquence c'est à une critique indirecte de son propre gouvernement que s'est livré le ministre français des relations extérieures.

Il faut rappeler que la fonction créant l'organe, l'euromarché n'a pu se constituer que parce qu'il fallait un appareil financier capable d'accompagner le développement extraordinaire des échéances commerciaux internationaux après la seconde guerre mondiale. Lorsque le premier choc pétrolier est intervenu en 1973, il n'existait pas davantage d'organismes susceptibles de recueillir les énormes excédents en devises des pays producteurs de brut. Leur volume était si ample qu'aucun marché des capitaux n'aurait pu les abriter. Même New-York aurait éclaté sous leur brusque venue. Les institutions internationales comme le F.M.I. toujours en retard d'un train parce que la nécessité de mettre tout le monde d'accord avant de prendre une décision tend à les rendre inopérantes, n'étaient pas préparées à cette avalanche.

L'euromarché a rendu un service inestimable dans le recyclage des capitaux. Il continue maintenant, non seulement d'assumer le financement d'infrastructures et de projets industriels inombrables dans le tiers-monde, mais aussi l'équilibre des balances des paiements compromis par des aléas divers. Sa non-ingérence dans les politiques sociales et économique des pays emprunteurs en fait un partenaire recherché tant à l'Est qu'à l'Ouest. M. Cheysson aurait-il préféré recourir au F.M.I. ?

CHRISTOPHER HUGHES

Les devises et l'or

Fermeté du dollar et de la livre sterling

Les grandes places financières internationales n'ont pas connu durant les quatre journées précédant le long week-end de Pâques l'agitation de ces dernières semaines. Maintenant que la nouvelle règle du jeu est définie, après le réajustement des parités dans le système monétaire européen, et que les mesures d'austérité accompagnant la dévaluation du franc ont été annoncées, le *calme est revenu.*

Ces journées n'en ont pas moins été marquées par la persistante fermeté du dollar, la baisse puis le raffermissement de la livre sterling, le très bref décollement du franc français de son cours *plafond vis-à-vis* du deutschemark, enfin le rétablissement du contrôle des changes aux *frontières de l'Hexagone, sans effet* sur les marchés, mais qui a soulevé une très vive émotion dans la population des vacanciers.

S'agissant du dollar, son bon état de santé ne s'est pas démenti un seul instant à l'égard de toutes les devises. La mise en garde lancée le week-end précédent par M. Henry *Kaufman, le fameux* « gourou de Wall Street », sur le danger de contagion que la tension enregistrée sur le loyer de l'argent au jour le jour faisait courir aux taux d'intérêt en général outre-Atlantique a sans doute contribué à entretenir des courants d'achats non négligeables sur le dollar.

Certains cambistes, se fondant sur la relative minceur des échanges, attribuaient plutôt l'excellente tenue du billet vert à *la « demande naturelle »* et au facteur technique (rachat du découvert en fin de mois). Quoi qu'il en soit, le dollar, monté d'un bon cran dès lundi par rapport à toutes les monnaies, devait maintenir son avance jusqu'à la fermeture des marchés jeudi soir (seuls les marchés de Paris et de Bruxelles ont été ouverts vendredi matin). Mais, sans aller au-delà, comme la spéculation s'y attendait. De sorte que le sentiment dans les milieux professionnels était plutôt à la baisse pour les prochains jours. « *Quand une devise bute*, disait-on, *elle tend presque toujours à redescendre ensuite.* »

Pour soutenir la thèse d'une prochaine baisse du dollar, que, soit dit en passant, les autorités américaines trouvent elles-mêmes trop cher sans pour autant vouloir agir en quoi que ce soit, *quelques-uns mettent* en avant un possible reflux de la spéculation vers le yen. « *Le Japon n'a pas touché à ses taux d'intérêts et la Bourse de Tokyo monte très fort. Des opérateurs pourraient donc être tentés de faire des incursions là-bas.* » Ce qui les obligerait à vendre du dollar pour acheter du yen.

La *livre* sterling a, elle aussi, défrayé la chronique. La Grande-Bretagne envisageait-elle ou non, sous la pression de ses clients, de prendre le risque de déstabiliser le marché pétrolier, péniblement remis sur pied, en abaissant trop fortement le prix du brut de mer du Nord ? Cette interrogation devait lourdement peser sur la devise britannique, dont le cours tombait jusqu'à 1,4550 dollar. La communauté financière allait cependant être vite rassurée. Mercredi, la British National Oil Company (B.N.O.C.) fixait le prix de référence du baril de « Brent » à 30 dollars. De soulagement, la livre remontait très vite, trop vite même pour que le facteur *pétrolier soit seul en cause*, puisque, en fin de semaine, elle s'échangeait à 1,4830 dollar contre 1,4610 le vendredi *précédent.*

Dans une interview accordée au *Wall Street Journal-Europe*, le premier ministre britannique, M[me] M. Thatcher, n'avait-elle pas laissé entendre le même jour que l'évolution de la livre sterling serait déterminante pour fixer la date de la prochaine consultation électorale ? Il n'en a pas fallu davantage pour relancer immédiatement les *rumeurs* d'élections anticipées. Des commentaires faits par la « Dame de fer », des *opérateurs ont même déduit que* ce serait en juin. Ce qui fait dire à un cambiste de la City : « *Si les élections ont bien lieu, d'importants achats de livres auront lieu.* » Lui-même et plusieurs de ses confrères pensaient dans tous les cas que les prochaines séances auraient valeur de test. Pour la petite histoire, on mesure la pente descendue en se rappelant que l'an dernier, à Pâques, au début de la guerre des Malouines, la livre cotait encore 1,7750 dollar, *au plus bas à l'époque* depuis octobre 1976.

Le franc français est, pour sa part, demeuré résolument attaché à son cours plafond (2,9985 francs pour 1 deutschemark), ne s'en étant décollé qu'une fois le mercredi 30 mars. Ce jour-là, le deutschemark avait valu jusqu'à 3,001 francs (peut-être à cause d'importants ordres d'achat de DM en provenance des pays de l'Est), avant de voir son cours officiel fixé à 2,991 francs. Comme il n'y a plus de risque de changement de parité, les opérateurs n'hésitent pas à profiter du niveau de l'argent, toujours élevé en France. La Banque de France juge-t-elle nécessaire de tenir les taux d'intérêt pour retarder la baisse du franc et reconstituer ses réserves ? On se posait la question jeudi.

Pour la première fois depuis novembre 1968, un solide barrage a été mis en place le 29 mars pour contrôler les sorties de devises occasionnées par le tourisme.

La fermeté du dollar s'est accompagnée d'une faiblesse persistante des *cours de l'or*. Le prix de l'once de métal précieux, parvenu un moment à 418 dollars, est revenu jeudi soir à 414,75 dollars contre 415,50 dollars le 25 mars.

A. D.

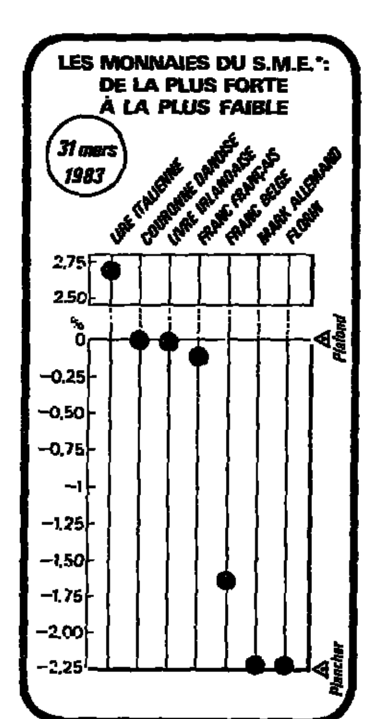
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 31 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York ...	1,4830	–	13,7457	48,0538	41,1861	2,0759	36,6568	0,0692
	1,4610	–	13,8178	48,4496	41,4164	2,0913	36,9276	0,0694
Paris	10,7888	7,2750	–	349,59	299,85	15,1027	266,67	5,0380
	10,5732	7,2370	–	350,62	299,85	15,1354	267,24	5,0256
Zurich	3,0861	2,0810	28,6049	–	85,7084	4,3202	76,2829	1,4411
	3,0155	2,0640	28,5201	–	85,4835	4,3166	76,2186	1,4333
Francfort ...	3,6087	2,4280	33,358	116,67	–	5,0404	89,0029	1,6814
	3,5275	2,4145	33,3500	116,98	–	5,0496	89,1617	1,6767
Bruxelles ...	71,4361	48,17	6,6213	23,1475	19,8393	–	17,6576	3,3358
	69,8577	47,8150	6,6070	23,1661	19,8832	–	17,6569	3,3284
Amsterdam ..	4,0456	2,7280	37,4995	131,09	112,35	5,6632	–	1,8891
	3,9563	2,7080	37,4188	131,20	112,15	5,6634	–	1,8885
Milan	2141,45	1444,00	198,49	693,89	594,72	30,13	529,32	–
	2103,84	1440,00	198,97	697,67	596,39	30,1160	531,75	–
Tokyo	354,43	239,00	32,8525	114,84	98,4349	4,9615	87,6099	0,1655
	346,11	236,90	32,7345	114,77	98,1155	4,9545	87,4815	0,1645

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 31 mars, 3,0439 F contre 3,0548 F le vendredi 25 mars.

Nota. – En raison de la fermeture des principales places financières le 1[er] avril 1983, les cotations sont celles du 31 mars 1983.



* Système monétaire européen

Les matières premières

Bonne tenue des métaux et hausse du caoutchouc

La plupart des contrats de matières premières ont confirmé leurs tendances antérieures au cours d'une semaine calme et écourtée par les fêtes de Pâques.

Les craintes d'une remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont constitué un facteur négatif, dont les effets ont toutefois été atténués par la publication de statistiques économiques favorables et, dans le cas particulier du marché londonien, par la faiblesse persistante de la livre sterling qui a, notamment, permis à l'étain et à l'aluminium d'atteindre de nouveaux records.

MÉTAUX. – *En dehors des facteurs monétaires, l'étain a bénéficié des interventions de soutien du directeur du stock régulateur et de la conclusion d'un accord, après douze mois de négociations, sur la formation de l'association des pays producteurs de ce métal. En l'état actuel des choses, le rôle de cette association n'est pas clairement défini, mais il semble que sa mission sera plus complémentaire que concurrente de celle de l'accord international regroupant les principaux pays exportateurs et importateurs d'étain.*

La dépréciation de la livre sterling et l'amélioration attendue de la conjoncture économique mondiale ont provoqué une poussée de fièvre de l'aluminium, qui a atteint pendant la semaine des cours records, soit 922,5 livres sterling la tonne au comptant, alors que, l'été dernier, ils étaient tombés à 500 livres sterling.

TEXTILES. – *Bonne tenue des cours de la laine et surtout du coton, toujours favorisé par l'anticipation d'une réduction des disponibilités parallèlement à un accroissement de la demande. Ces perspectives se trouvent renforcées par les mauvaises conditions météorologiques en Californie et la récolte moins importante que prévu de l'Union soviétique.*

CAOUTCHOUC. – *Des achats chinois et soviétiques ont permis aux cours de se redresser et d'atteindre des niveaux inconnus depuis 1980, d'autant que selon certaines informations un important opérateur d'Extrême-Orient refuserait de libérer environ 20 000 tonnes disponibles en avril pour tenter de créer une situation de pénurie. En revanche, les producteurs malaysiens réunis en fin de semaine à Kuala-Lumpur ne sont pas parvenus à prendre de décision sur l'opportunité de reconduire pour six mois supplémentaires les restrictions d'exportations qui expiraient jeudi dernier.*

DENRÉES. – *Les informations alarmantes en provenance de Côte-d'Ivoire sur les incendies qui ravagent les plantations du pays – on parle de 250 000 hectares détruits – ont procuré du soutien au café et au cacao. Mais ces deux produits ont vu une partie de leurs gains s'éroder à Londres en raison du raffermissement de la livre sterling en fin de semaine.*

Egalement favorisé par des raisons monétaires, le sucre a en outre bénéficié des craintes concernant les dégâts occasionnés par la tempête aux plantations cubaines et de la réduction prochaine des cultures aux Etats-Unis. Le courtier londonien C. Czarnikow estime d'ailleurs que la récolte mondiale 1982-1983 sera certainement inférieure aux estimations et qu'une nouvelle contraction est prévisible pour la saison prochaine.

CÉRÉALES. – *Les marchés des céréales se sont montrés irréguliers cette semaine. Le Conseil international du blé, qui estime la récolte mondiale de 1982 au volume record de 476 millions de tonnes, observe que le prix mondial indicateur est passé de 165 dollars E.U. la tonne le 25 février à 172 dollars E.U. un mois plus tard. Selon le Conseil, cette hausse est due au sentiment que les mesures prises par Washington pour réduire la production seront largement couronnées de succès.*

LES COURS DU 31 MARS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 104 (1 095,50) ; à trois mois, 1 136 (1 127,50) ; étain comptant, 9 265 (9 185) ; à trois mois, 9 281 (9 206) ; plomb, 312 (302,50) ; zinc, 463 (467,50) ; aluminium, 909,50 (901,50) ; nickel, 3 355 (3 380) ; argent (en pence par once troy), 716 (715,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 75 (73,40) ; argent (en dollars par once), 10,63 (10,44) ; platine (en dollars par once), 392,50 (381,40) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 72,83 (72,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 325-345 (330-355). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 30,50 (30,49).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, (premier terme) 75,20 (74,20). – **Londres** (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), 403 (387) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 385 (385). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, mai, 43,30 (43,30).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 80-82,50 (75,50). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 259,50-260,50 (240,50-241,50).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 1 717 (1 676) ; juillet, 1 750 (1 719) ; sucre, mai, 6,95 (6,93) ; juillet, 7,23 (7,20) ; café, mai, 124 (125,90) ; juillet, 122,90 (123,75). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mai, 122,15 (123) ; août, 126,95 (130,50) ; café, mai, 1 897 (1 897) ; juillet, 1 723 (1 735) ; cacao, mai, 1 276 (1 278) ; juillet, 1 296 (1 300). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 1 378 (1 368) ; juillet, 1 380 (1 360) ; café, mai, 2 005 (1 969) ; juillet, 1 850 (1 830) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 557 (1 585) ; juillet, 1 655 (1 665) : tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 1 885 (1 885) ; juillet, 1 933 (1 930). – **Londres** (en livres par tonne), avril, 150 (152,50) ; juin, 150,60 (153,60).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 358 1/2 (363 1/2) ; juillet, 366 (372 1/4) ; maïs, mai, 311 1/2 (305 1/4) ; juillet, 315 3/4 (311 3/4).

INDICES. – Moody's, 1 048,50 (1 033,40) ; Reuter, 1 781,80 (1 761,2).

Marché monétaire et obligataire

Perplexité

Loin de se dissiper, le doute se renforce chaque jour un peu plus outre-Atlantique sur l'évolution future du loyer de l'argent, et le problème n'est pas lié seulement au sort personnel de M. Volcker, dont on ne sait *toujours pas si son mandat sera* renouvelé à la tête de la Réserve fédérale. D'une façon générale, les observateurs *se demandent si le gonflement* des agrégats monétaires, et l'injection de nouvelles liquidités dans le système bancaire qui en découle, ne va pas inciter les autorités monétaires à mettre le holà pour éviter un redémarrage de l'inflation.

Entre la volonté maintes fois affirmée par M. Volcker de donner toutes ses chances à la reprise économique, et la crainte de voir aussitôt repartir une hausse des prix que l'on croyait jugulée, la marge de manœuvre est étroite pour le « Fed ». Il faudra attendre plusieurs jours pour que filtrent les premières indications sur la réunion qu'a tenue lundi et mardi la commission de l'« open market », organe directeur de la Réserve fédérale.

M. Henry Kaufman ne s'y est pas trompé, et le célèbre « gourou » de Wall Street a cette fois indiqué avec des précautions inhabituelles qu'il *escomptait un vraisemblable resserrement* de la politique du « Fed », ce qui devrait se traduire par une *hausse de taux d'intérêt.*

Pour l'instant l'actualité semble lui donner raison et les taux sont très fermes sur l'ensemble du marché, ainsi qu'en témoigne la dernière adjudication de bons du trésor. Pour les bons à *trois mois, qui totalisaient* 6,2 milliards de dollars, le taux de rendement est ressorti à 8,680 % (*contre 8,434 % lors de l'adjudication* du 21 mars) et une hausse identique était constatée sur les bons à *six mois* : 8,705 %, *contre* 8,535 % la semaine précédente, au cours d'une vente aux enchères qui portait sur un montant identique.

A part le Canada, qui a décidé de ramener de 9,51 % à 9,42 % son taux *d'escompte*, et l'abaissement de 20 % à 19,50 % du taux de base bancaire pratiqué par l'ensemble des banques italiennes, les initiatives en matière de taux d'intérêt ont été pratiquement inexistantes cette semaine.

En France, les professionnels faisaient état d'une forte anticipation à la baisse sur le marché monétaire, notamment sur les échéances à moyen terme (deux ou trois ans) et même à long terme (dix ans). A titre d'exemple, les positions à six mois se sont établies un peu au-dessous de 12 % en taux actuariel.

Il en allait de même sur le loyer de l'argent au jour le jour que la Banque de France a laissé fléchir dans la semaine jusqu'à 12 1/2 % avant d'intervenir jeudi pour faire *remonter* ce taux à 12 5/8 %. Il semble que les autorités monétaires françaises aient considéré le niveau de 12 1/2 % comme un prix-plancher. Elles ont maintenu leur prix d'achat des effets de première catégorie.

L'adjudication de 2,4 milliards de francs de bons du Trésor qui s'est *déroulée mardi a porté sur un taux* de 11 27/64 % (et un rendement actuariel de 12,04 %) pour des effets à *six mois*, tandis que le rendement des 3,9 milliards de francs d'effets à dix-huit mois était calqué sur le jour le jour.

Sur le marché obligataire, la tendance était bien orientée pour les titres à taux fixes alors que les T.M.O. (taux du *marché* obligataire) continuaient à être un peu délaissés (avec une marge positive de 0,90 % *environ pour les meilleures* signatures, contre 0,80 % la semaine précédente).

Les taux de rendement tels qu'ils *étaient arrêtés par la banque* Paribas à la date du jeudi 31 mars ressortaient à 13,68 % pour les *emprunts d'Etat à plus de sept ans* et 13,83 % pour les émissions à moins de sept ans, à 13,16 % (net) et 14,74 (brut) pour les *emprunts* du secteur public et à 13,88 % (net) et 14,44 % (brut) pour les emprunts du *secteur privé.*

Sur le marché primaire, le *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 5 avril signale la prochaine émission d'un *emprunt* de 100 millions de francs de la Banque Hervet (*in fine* sur huit ans à 15,10 %), une émission de 900 millions de francs du C.I.C. (huit ans *in fine* également, à 15 %) et un emprunt Ile-de-France de 600 millions de francs (*in fine* sur dix ans, à 15 %).

S. M.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

FRANCE

CULTURE

ÉCONOMIE

En Iran

L'IMAM KHOMEINY DEMANDE AUX ÉTATS DU GOLFE DE CESSER DE SOUTENIR L'IRAK

Téhéran (*A.F.P.*). — L'imam Khomeiny, à l'occasion du quatrième anniversaire de la proclamation de la République islamique d'Iran, a demandé vendredi 1er avril aux Etats de la région d'établir des relations d'amitié avec l'Iran et de cesser de soutenir l'Irak.

Dans un message lu par son fils, l'hodjatoleslam Ahmad Khomeiny, devant quelques dizaines de milliers de personnes rassemblées pour la prière à l'université de Téhéran, l'imam Khomeiny a néanmoins critiqué les « *Etats de la région, qui comme Saddam* (Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien), *sont des fantoches et se déshonorent pour satisfaire les Etats-Unis et Israël* ». « *Créez des liens d'amitié avec la République islamique qui est la seule puissance de la région. Soyez sûrs que les Etats-Unis ne vous aideront pas efficacement quand vous serez en difficulté* », a-t-il affirmé.

● *Incendie sur un car-ferry français : un mort, une vingtaine de blessés.* — Un passager est mort et une vingtaine d'autres ont été blessés par brûlures dans l'incendie qui s'est déclaré samedi 2 avril à bord du car-ferry français *Armorique* au large de la Cornouailles britannique. Effectuant la liaison entre la France et la République d'Irlande avec sept cents passagers à bord, le bateau se dirigeait vers Cork. Des hélicoptères et des avions de la Royal Navy ont été envoyés sur les lieux pour évacuer les blessés. — (A.F.P., Reuter.)

M. Giscard d'Estaing, chercheur de fond et de forme

C'est à Lyon que, de retour des sports d'hiver, M. Valéry Giscard d'Estaing commentait, le 26 mars, le plan d'austérité adopté par le gouvernement. C'est à Lyon, le 25 mai, que, de retour d'un voyage de dix jours aux Etats-Unis (du 25 avril au 4 mai), l'ancien président de la République commentera, au cours d'une « fête républicaine » organisée par les élus de l'U.D.F. de la région Rhône-Alpes, « deux années de gestion socialiste ».

Les hasards d'un itinéraire de vacances et d'une invitation expliquent sans doute à eux seuls le fait que ces deux interventions se situent à Lyon, ville où les élections municipales ont donné lieu à la primaire la plus disputée au sein de l'opposition et qui est devenue le point d'ancrage de M. Raymond Barre depuis l'élection de l'ancien premier ministre, en juin 1978, au siège de député de la quatrième circonscription du Rhône.

Quelques jours avant de dresser le bilan de « deux années de gestion socialiste », M. Giscard d'Estaing réunira à Paris une conférence de presse consacrée aux problèmes de défense, après l'adoption par le conseil des ministres de la loi de programmation militaire. A cette occasion, l'ancien chef de l'Etat reviendra vraisemblablement sur l'un de ses sujets de préoccupation, qu'il avait abordé dans nos colonnes : le projet d'installation en Europe des euromissiles américains (*le Monde* du 19 février).

M. Giscard d'Estaing, qui avait alors proposé de substituer à l' « *option zéro* » l'« *objectif zéro* », regrette que l'Europe n'ait pas pris l'initiative d'une telle proposition et ait laissé à M. Reagan le soin de l'exprimer.

Ces deux interventions sont les seules à figurer actuellement au calendrier de M. Giscard d'Estaing, qui, comme chacun des chefs de file de l'opposition, réfléchit à la meilleure manière de relancer le débat politique dans cette période de l'après-municipales. L'ancien président de la République semble s'interroger sur le fond et sur la forme de ses propos futurs, dans la mesure où certaines de ses récentes déclarations publiques ne paraissent pas avoir été bien perçues au sein même de sa propre famille politique.

Au programme de l'ancien chef de l'Etat ne figure pas le déjeuner qui devait le réunir à nouveau, au lendemain des municipales, avec M. Jacques Chirac pour « *faire le point de l'union* ». M. Giscard d'Estaing, qui avait été la puissance invitante lors de sa précédente rencontre avec le maire de Paris, le 7 janvier, estime, semble-t-il, que l'initiative, cette fois, doit revenir à ce dernier. Mais au moment où l'U.D.F. parle de mener sa propre liste aux élections européennes, en 1984, pareilles rencontres ne paraissent plus avoir la même priorité qu'auparavant.

Il s'agit plutôt, pour chacune des familles de l'opposition, et pour ses chefs de file, après avoir joué la carte de l'union, de revenir à une plus grande indépendance, de reprendre une autonomie de propositions ou de critiques. Cela est particulièrement vrai pour l'U.D.F. qui peut considérer que le R.P.R. a su, plus qu'elle, mettre en valeur ses propres succès. Cela est moins vrai pour le R.P.R. qui peut chercher à enfermer l'U.D.F. dans une union de l'opposition au sein de laquelle il apparaîtrait comme la principale force d'entraînement. Un telle union permet, en outre, à M. Chirac de faire oublier le procès de « *trahison* » que M. Giscard d'Estaing lui avait fait en mai 1981.

Le rôle que peut et doit jouer l'opposition, et plus particulièrement l'U.D.F., M. Giscard d'Estaing ne manque pas de le rappeler en tenant compte des deux « *bifurcations importantes* » qu'ont été à ses yeux les élections municipales et le plan d'austérité. L'ancien président de la République estime que l'opposition « *aurait eu avantage à accompagner la vague du 6 mars et à faire connaître, dans chaque commune, ce qu'aurait été son action dès le lendemain du 13 mars* ».

A son avis, l'opposition a eu le tort de penser que « *la vague passerait d'elle-même* ». Mais l'ancien président de la République avait lui-même cru à la « confirmation » des résultats du premier tour. A cause de cette erreur d'appréciation, « *l'opposition a adopté une attitude de réserve* » qui, selon lui, a permis à la majorité de développer une campagne alimentant les craintes d'un électorat indécis. Pour rééquilibrer un tel discours, l'opposition aurait dû faire apparaître, estime-t-il « *des possibilités heureuses,* [et] *laisser plus grande ouverte la porte de l'espérance* ». Autrement dit, elle n'aurait pas dû laisser à la majorité le soin de définir l'opposition négativement, d'autant que cette dernière a pu, par le passé, accréditer l'idée que son retour au pouvoir signifierait, notamment, la fin des avantages sociaux acquis.

M. Giscard d'Estaing considère en outre que la seconde bifurcation — bifurcation « économique et monétaire », dont il avait parlé dans ses scénarios pour le futur — a « *mis un doute dans l'esprit des Français sur la capacité actuelle de la majorité à gouverner et fait apparaître comment fonctionne le système socialiste* ».

Scepticisme

Si, à chacune de ses interventions, M. Giscard d'Estaing s'efforce ainsi de définir quel rôle l'opposition peut tenir, il doit reconnaître que depuis son passage à Antenne 2, le 16 septembre 1982, et depuis son discours au congrès de l'U.D.F. à Pontoise, le 28 novembre, ses propos ne suscitent plus le même enthousiasme. Le scepticisme, voire l'irritation, qu'ont successivement provoqués ses allusion à d'éventuelles élections législatives anticipées, son « *non, mais* » formulé pour expliquer les scrutins des 6 et 13 mars et enfin l'affirmation, le 26 mars, selon laquelle il « *rejoint* [aujourd'hui] *les déçus du socialisme* » témoignent de la difficulté que connaît l'ancien président de la République à trouver le ton juste. Même si l'on peut penser que ce scepticisme et cette irritation sont à la mesure des incertitudes que connaissent l'U.D.F. et ses composantes quant à la définition de leur propre stratégie.

Si M. Giscard d'Estaing s'efforce de s'éloigner du discours politique traditionnel et de privilégier les formules qu'il veut « familières », il prend toutefois un double risque : celui de faire école avec « *les déçus du socialisme* » et celui d'être très mal perçu. Ce fut évidemment le cas quand il a choisi de privilégier l'ambiguïté d'une formule contractée — « *je rejoins les déçus du socialisme* » — de préférence à une autre plus explicite — « *je rejoins le point de vue des déçus du socialisme* ».

L'ancien président de la République avait voulu jouer sur l'étonnement que susciterait une telle affirmation et laisser chacun comprendre intuitivement ce qu'il voulait dire. Un tel souci confirme l'influence que peuvent avoir sur lui les travaux de l'institut qui le conseille (*le Monde* du 30 mars). Mais il n'est pas sûr que, poussé à l'extrême, l'effet produit soit celui escompté. Un tel souci témoigne cependant de la volonté affichée d'apparaître au sein de l'opposition comme celui qui veut œuvrer à la décrispation. « *Je souhaite préparer des possibilités d'évolution des esprits* », explique M. Giscard d'Estaing. Ainsi s'agit-il pour lui de ne pas créer d'« *antagonismes* » entre ceux qui ont pu faire des choix différents, mais de montrer qu'il veut comprendre l'évolution de l'état d'esprit des « *déçus du socialisme* ». Ainsi s'agit-il de préserver la « *disponibilité* » d'un tel électorat. En manifestant un esprit d'ouverture, l'opposition, en tout cas l'U.D.F., pourrait ainsi veiller à ne pas rejeter les déçus du socialisme dans la majorité et se montrer au contraire prête à les accueillir.

C'est dans cet esprit que l'U.D.F., selon M. Giscard d'Estaing, doit œuvrer : « *Je crois qu'il est important pour la stabilité future de la France qu'il y ait un grand mouvement d'équilibre au centre.* » L'ancien chef de l'Etat affirme toujours ne chercher à jouer « *aucun rôle* » dans ce mouvement, mais désirer uniquement « *contribuer à son organisation et à sa stabilité* ».

Encore faudrait-il qu'un tel mouvement trouve une dynamique. Or, « *en deux ans, il me semble,* dit prudemment M. Giscard d'Estaing, *que l'opposition n'a pas su envoyer des messages forts* ».

Le message que doit envoyer l'opposition est, précise l'ancien chef de l'Etat, « *celui d'une nouvelle espérance, simple, réaliste et généreuse* ». Il ne s'agit pas, à ses yeux, d'élaborer un programme détaillé. Ce n'est pas, explique-t-il, le catalogue des cent dix propositions du programme socialiste qui a séduit les Français, mais le « *message* ».

C'est à l'élaboration d'un message analogue que continue de travailler M. Giscard d'Estaing, sans éviter les maladresses de langage ou une certaine précipitation qui le jettent régulièrement au cœur de la mêlée, alors qu'il aspire malgré tout à garder une certaine réserve. En favorisant régulièrement — tous les trois mois — la publication de rapports par le Conseil pour l'avenir de la France qu'il préside, l'ancien chef de l'Etat pourrait, de manière plus concrète, apporter sa contribution à l'élaboration d'un grand dessein de l'opposition. Dès le mois de juin devrait être publié un premier rapport sur l'éducation ou l'information proposant différentes mesures « *datées et chiffrées* » de manière à établir un ordre de priorité précis, dans le cadre d'un retour de l'opposition au pouvoir.

A ces rapports viendraient s'ajouter, à l'automne, le livre auquel l'ancien président de la République travaille depuis de longs mois et dont l'élaboration l'aide à faire mûrir ses interrogations sur son propre avenir.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

D'un sport à l'autre

TENNIS : Noah et Leconte en finale du double

Après l'élimination de Borg, la pluie. Un seul match de simple comptant pour les quarts de finale du tournoi de Monte Carlo a pu avoir lieu le 1er avril à cause du mauvais temps. L'Américain Mel Purcell a éliminé l'Israélien Shlomo Glikstein (6-0, 7-6), qui avait sorti au premier tour le numéro un mondial Ivan Lendl.

C'est sur un court couvert que les Français Yannick Noah et Henri Leconte se sont qualifiés pour la finale du double messieurs en battant la paire suédoise de Coupe Davis Anders Jarryd et Hans Simonsson (5-7, 6-3, 6-4).

A propos de la retraite de Borg, M. Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale de tennis, a déclaré : « C'est triste de voir partir un grand champion. Cet abandon doit nous faire réfléchir sur les contraintes, à la fois physiques et morales, du circuit. »

FOOTBALL : une journée « musclée »

Harald Schumacher a fait école. Comme le gardien de but de l'équipe de République fédérale d'Allemagne qui avait assommé Patrick Battiston lors de la demi-finale France-R.F.A. de la Coupe du Monde à Séville, le gardien de but nantais Bertrand-Demanes a « descendu », le 1er avril, un attaquant auxerrois, Garande, à l'occasion de la trentième journée du championnat de France de première division.

Poursuivant l'action engagée par Garande, Ferreri battit néanmoins le gardien nantais, qui ne fut pas sanctionné. Grâce à cette manière musclée de se faire respecter, Bertrand-Demanes quitte le terrain sans « encaisser » de nouveaux buts, et son équipe, qui reste nettement en tête du classement, fit match nul (1-1) après l'égalisation de Touré.

Au total, une journée de championnat très « musclée » qui a vu aussi des incidents éclater à Toulouse entre les supporters de l'équipe locale et l'arbitre de la rencontre avec les Girondins de Bordeaux. M. Konrath avait refusé d'accorder, à la dernière minute, un penalty qui aurait permis aux Toulousains d'égaliser.

Résultats

*Auxerre et Nantes	1-1
Bordeaux b. *Toulouse	1-0
*Strasbourg et Paris S.G.	1-1
*Tours et Monaco	2-2
*Metz b. Lens	2-1
*Laval b. Bastia	1-0
*Lyon b. Brest	2-0
Nancy b. *Sochaux	1-0
*Lille b. Mulhouse	4-0
Saint-Etienne b. *Rouen	1-0

Classement. — 1. — Nantes, 46 pts ; 2. Bordeaux, 39 ; 3. Paris-S.G., 37 ; 4. Monaco, 35 ; 5. Laval, 34 ; 6. Lens, 33 ; 7. Brest, 31 ; 8. Auxerre, 30 ; 9. Nancy, Sochaux, 29 ; 11. Lille, 28 ; 12. Tours, Saint-Etienne, Toulouse, 27 ; 15. Metz, Strasbourg, 26 ; 17. Rouen, Bastia, 25 ; 19. Mulhouse, 24 ; 20. Lyon, 22.

Il n'y a pas de séparation entre Jésus et Israël

déclare Mgr Lustiger

Dans un entretien avec Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, explique longuement la continuité historique, et surtout spirituelle, entre le peuple d'Israël, Jésus-Christ et l'Eglise chrétienne.

« Il n'y a pas de séparation entre Jésus et Israël. Les évangélistes témoignent de l'histoire de Jésus en la référant sans cesse à l'histoire d'Israël. C'est en ce sens que Jésus est l'accomplissement d'Israël », dit Mgr Lustiger, qui ajoute : *« le mot est terrible, car il a été entendu comme signifiant l'anéantissement du judaïsme et la persécution des juifs »*, alors que cela *« n'implique pas la disparition historique d'Israël et ne rend vaines ni son existence historique ni sa vocation spirituelle »*.

« La totalité des hommes est compromise dans la mort du Christ, a encore dit le cardinal, *Rome tout autant que le peuple d'Israël. (...) La passion du Christ sert de révélateur de la totalité du mal qui existe dans le monde et en chacun. (...) Le disciple de Jésus ne peut plus dire simplement d'un homme qu'il est bon ou mauvais, car il sait désormais que tout homme, et lui-même aussi, peut aller jusqu'à l'extrême du mal, et pourtant il sait que ce même homme est destiné à l'extrême du bien, et que le pardon lui est donné »*.

D'autre part, dans un entretien publié par *la Vie*, en réponse à une question sur les risques d'une guerre nucléaire, le cardinal Lustiger répond : *« Manier la peur ne me paraît pas une manière responsable de parler de ces problèmes »*. L'opinion publique est surinformée, ce qui, selon le cardinal, *« provoque un endurcissement, une accoutumance et finalement un rejet »*. *« Le problème n'est pas l'information, mais l'ouverture de l'esprit et du cœur de l'homme. Une ouverture spirituelle »*, conclut-il.

L'ÉVÊQUE DE STRASBOURG ACCUSE L'ÉGLISE DE FRANCE D'AVOIR « DÉFIGURÉ DIEU »

Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, critique vivement dans un entretien accordé au *Figaro-Magazine* l'Église de France, qui est, selon lui, plus sociale que pastorale, et qui « *a manqué de souffle* ».

Mgr Elchinger reproche à l'Église d'avoir « *trop voulu s'adapter à chaque milieu, à chaque individu. Nous avons voulu faire des propositions pastorales « à la carte »*. Et l'évêque de Strasbourg de citer la multiplication des différentes branches de l'Action catholique spécialisée.

« *A force d'adapter l'évangélisation aux différentes catégories sociales,* ajoute-t-il, *nous avons défiguré Dieu. L'Église a rapetissé Dieu. Je m'apprête à envoyer une lettre à tous les baptisés du diocèse. Je leur dirai que je comprends que beaucoup d'entre eux se soient éloignés, car nous n'avons pas su leur donner envie de Dieu. Dieu n'est pas un gendarme moral, mais un Dieu de fraternité, d'amour, de paix, de communion entre les hommes. Si tant de catholiques sont devenus socialistes, c'est parce qu'il ont été tentés par un romantisme évangélique plein d'espérance.* »

● *Les Français se confessent de moins en moins*, mais restent sensibles à une intervention de l'Eglise sur le plan moral. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'hebdomadaire catholique *le Pèlerin*, dont les résultats sont publiés dans les numéros du 27 mars et du 3 avril.

57 % des 1 000 personnes interrogées, âgées de dix-huit ans et plus, éprouvent le sentiment d'avoir fait simplement « *une erreur* » lorsqu'elles ont commis un acte qu'elles désapprouvent fortement au fond d'elles-mêmes. Parmi les catholiques, 56 % sont dans le même cas. Evolution de vocabulaire : le mot péché n'est employé que par 4 % des personnes interrogées.

Les Français affichent une désaffection de plus en plus grande pour la confession individuelle, puisque 69 % des personnes interrogées répondent ne jamais rencontrer un prêtre pour se confesser contre 54 % en 1974.

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1983 a été tiré à 475 895 exemplaires

Les mouvements de grève s'amplifient chez les médecins hospitaliers

La grève illimitée qu'ont commencée le 22 mars les internes et chefs de clinique dans les centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) continue, malgré les pourparlers qui se sont engagés avec MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé. Les grévistes, déclarent en effet qu'en l'état actuel des discussions « *aucun résultat concret n'a été obtenu (...). La plupart de nos revendications ont fait l'objet de réponses floues* ».

Pour leur part, les internes de la région de Paris (internes des hôpitaux non universitaires, soit trente-cinq établissements de la région Ile-de-France) ont décidé de se joindre au mouvement pour une « *grève d'avertissement d'une semaine* ».

Au niveau national, les internes des régions sanitaires (hors C.H.U.) soulignent qu'ils ont « *les mêmes inquiétudes que leurs confrères de C.H.U. concernant leur avenir professionnel* ». Leur fédération déclare dans un communiqué qu'elle « *ne saurait reconnaître une négociation ministérielle menée avec une seule des catégories de médecins concernés par les mesures transitoires des réformes en cours* », et se déclare prête, éventuellement, à recourir à une « épreuve de force ».

Les étudiants en médecine continuent, eux aussi, leur mouvement. Leur « coordination nationale » s'est réunie à Bordeaux pendant le week-end pascal. Les représentants de l'ensemble des C.H.U., qui participent à cette manifestation ont souligné, nous signale notre correspondant, le caractère positif de l'entretien qu'ils ont eu avec M. Pierre Bérégovoy. Une rencontre entre les délégués des étudiants en grève a eu lieu aussi avec MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé. Les négociations reprendront après le week-end pascal.

A B C D F G H

